

Master en Sciences de la Population &
du Développement

La gestion des ressources pétrolières en Équateur

Analyse structurale et syntagmatique des doctrines

Présenté par : Vicente J. BALSECA HERNANDEZ

Membres du Jury :

M. M. PONCELET (Promoteur)

M. F. HOUTART (Lecteur)

M. S. SANTANDER (Lecteur)

Remerciements

En premier lieu, le voyage réalisé dans le cadre du présent travail a été rendu possible grâce au soutien financier de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous tenons donc à les remercier d'avoir rendu tout ceci possible.

Ensuite, nous souhaitons remercier notre promoteur, M. Marc Poncelet de nous avoir guidé dans notre travail durant ces trois dernières années. Ses conseils et ses enseignements nous ont été d'une grande aide dans l'ensemble de notre processus d'apprentissage. De plus, nous lui sommes très reconnaissants pour sa bienveillance et la disponibilité dont il a toujours su faire preuve.

Nous remercions également les professeurs de l'université de Liège Sebastian Santander et Pierre Verjans. Le premier, pour nous avoir suivi et guidé au début de cette recherche, quand tout était encore flou et que nous nous sentions un peu perdus. Le second, pour nous avoir apporté son aide dans l'adaptation de l'analyse structurale et syntagmatique aux exigences de notre terrain.

Nous tenons à exprimer toute notre gratitude envers François Houtart, pour ses nombreux conseils et pour sa précieuse aide lors de notre arrivée en Équateur. Sans lui beaucoup de choses n'auraient pas été possibles.

Merci à Papa pour les nombreuses discussions que nous avons eu et qui nous ont permis de voir plus clair dans la cascade d'informations auxquelles nous faisons face. Merci aussi pour son dévouement et la confiance inébranlable qu'il a eu en nous durant toutes ces années.

Merci à Mama et à Sylvia pour leurs encouragements et pour l'incommensurable patience dont elles ont fait preuve durant la rédaction de ce travail.

Merci à toute l'équipe de l'*Instituto de Estudios Ecuatorianos* pour nous avoir accueilli et pour la bienveillance dont ses membres ont fait preuve.

Merci à Delphine Charlier pour la rigueur et l'implication dont elle a fait preuve dans la relecture de ce mémoire... Merci aussi pour les nombreuses leçons de français.

Finalement, nous remercions Justine pour nous avoir encouragés jour après jour dans la rédaction de ce travail. Elle a été le rayon de soleil qui a embelli nos journées d'été.

Liste des acronymes et abréviations

CDES	Centro de derechos económicos y sociales
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
COICA	Coordinadora de las organizaciones indígenas de la cuenca Amazónica
CONAIE	Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador
CNE	Consejo nacional electoral
CONFENIAE	Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana
FETRAPEC	Federación de trabajadores de la estatal ecuatoriana Petroecuador
FLACSO	Facultad latinoamericana de ciencias sociales
FMI	Fond monétaire international
ONG	Organisation non gouvernementale
UNHCR	Haut commissariat des nations unies pour les réfugiés
ONU	Organisation des nations unies
OPIB	Organización de pueblos indígenas de Pastaza
PIB	Produit intérieur brut
RAS	Red Ángel Shingre
SENPLADES	Secretaría nacional de planificación del desarrollo

Sommaire

Remerciements	i
Liste des acronymes et abréviations	ii
Sommaire	iii
Introduction	1
PREMIERE PARTIE: CADRE THEORIQUE, METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA RECHERCHE	2
Chapitre 1: L'analyse structurale et syntagmatique	2
1.1. Fondements théoriques.....	3
1.2. Les questions fondamentales.....	4
1.3. Construction de la matrice.....	5
1.4. L'analyse syntagmatique.....	8
Chapitre 2: Méthodologie d'investigation.....	9
2.1. L'étape exploratoire	9
2.1.1. La recherche bibliographique	10
2.1.2. Les entretiens exploratoires.....	10
2.2. La collecte des données.....	11
2.2.1. Les entretiens.....	11
2.2.2. L'observation participante.....	12
2.2.3. Le suivi des médias locaux.....	12
2.3. L'analyse des données.....	12
Chapitre 3: Limites de la recherche et difficultés rencontrées	13
DEUXIEME PARTIE: L'« EXTRACTIVISME » COMME CONCEPT D'ANALYSE DOMINANT	14
Chapitre 4: Extractivisme: définitions et contexte	14
4.1. Définitions.....	14
4.2. Perspective historique et fondements	15
4.3. L'extractivisme de nos jours	17
Chapitre 5: Conséquences du modèle extractiviste	21

5.1. Perspective économique	22
5.2. Perspective écologique	23
5.3. Perspective sociale	25
Chapitre 6: Pour une transition.....	29
Chapitre 7: L'extractivisme comme doctrine politique	31
TROISIEME PARTIE: LE DEBAT EQUATORIEN.....	35
Chapitre 8: Les académiques.....	38
8.1. Alberto Acosta.....	38
8.2. Pablo Ortiz.....	42
Chapitre 9: Les institutions internationales	45
9.1. UNHCR et le Comité des Droits de l'Homme	46
Chapitre 10: Les ONG internationales	48
10.1. Esperanza Martínez	49
Chapitre 11: Les institutions publiques	51
11.1. Assemblée Nationale	52
Chapitre 12: L'entreprise privée.....	54
12.1. Entreprise pétrolière internationale	54
Chapitre 13: Les mouvements de la société civile à portée nationale	56
13.1. Acción Ecológica	57
13.2. Yasunidos	59
13.3. CDES.....	61
13.4. FETRAPEC	64
Chapitre 14: Le mouvement indigène	66
14.1. CONAIE.....	67
14.1.1. Le groupe « institutionnalisé »	67
14.1.2. Le groupe « radicalisé »	69
14.2. CONFENIAE	71
Chapitre 15: Les autorités locales	73
15.1. Municipio de San Francisco de Orellana.....	74

15.2.	Paroquia Garcia Moreno.....	76
Chapitre 16: Les organisations locales de la société civile		78
16.1.	Frente de defensa de la Amazonia.....	78
16.2.	Asociación de líderes comunitarios “Red Ángel Shingre”	80
Chapitre 17: L’analyse du débat équatorien.....		82
Conclusions		85
Bibliographie.....		88
	Articles de presse.....	90
Annexes.....		92
1.	Liste des personnes interrogés.....	92
2.	Acteurs identifiés.....	93

« Yo digo con frecuencia que me siento como un profesor de astronomía que se especializo en una sola estrella. Así son los profesores de astronomía. Me he pasado estudiando esa estrella y ya, cuando estoy terminando mi vida académica, me doy cuenta que la estrella no existe o que la estrella está apagada. El desarrollo es un fantasma. No hay el desarrollo y todos corremos detrás del fantasma. »

Alberto Acosta, 13/06/2016

Introduction

Le 23 septembre 2007, le président équatorien, Rafael Correa, se présenta devant l'assemblée générale des Nations-Unies. Durant son discours, il proposa un mécanisme complètement innovateur pour lutter contre le réchauffement climatique: l'initiative *Yasuní-ITT*. Ce projet, qui avait le mérite d'être issu d'un pays du sud, confrontait les pays riches à leurs responsabilités face au réchauffement climatique (Balseca Hernandez, 2015).

Le *Yasuní* est une réserve naturelle située à l'est de l'Équateur, en pleine Amazonie. Elle est considérée comme l'un des endroits au monde ayant le plus grand taux de biodiversité. De fait, les spécialistes affirment qu'il y a plus d'espèces végétales dans un hectare de la réserve que dans toute l'Amérique du nord. Cependant, elle renferme également plus de 40% des réserves de pétrole de l'Équateur¹ (Balseca Hernandez, 2015).

La proposition de l'Équateur était de laisser ce pétrole sous terre en échange d'une compensation internationale. Bien que ce projet ait suscité un très grand engouement dans ses débuts, il se solda par un échec. Le 15 août 2013, Correa annonça la fin du projet et ouvrit la porte à l'exploitation de la réserve naturelle (Balseca Hernandez, 2015).

Bien que l'initiative eut échoué, son caractère complètement innovateur suscita tout notre intérêt. Le présent mémoire a pour objectif de comprendre comment un tel projet a pu naître et être accepté par la société équatorienne. D'autant plus que l'Équateur est un pays extrêmement dépendant du pétrole.

De plus, cette problématique renvoie au thème plus général de l'exploitation des ressources premières comme modèle de développement. De nombreux auteurs présentent les conflits contemporains qui divisent l'Amérique Latine comme étant des disputes entre différents paradigmes de pensées: un ancien, le paradigme productiviste, et un nouveau, le paradigme écologique.

Le but de cette recherche est de comprendre le débat qui divise la société équatorienne par rapport à la gestion de ses ressources pétrolières. Dans cette perspective, nous limiterons notre recherche aux institutions et organisations qui ont influencé le débat public et la prise de décision politique.

D'abord, nous détaillerons notre méthodologie de travail. Ensuite, nous nous attarderons sur les analyses qui dominent notre champ d'investigation. Finalement, nous analyserons les représentations des acteurs équatoriens de sorte à confronter nos hypothèses au terrain.

¹Ce chiffre est à regarder à la hausse. En effet, les premiers forages exploratoires dans le parc naturel ont eu lieu durant la rédaction de ce travail et les résultats ont révélés qu'il y aurait plus de 1670 millions de barils dans la réserve de pétrole. Les estimations qui ont servi à rédiger l'initiative *Yasuní-ITT* tablaient sur 900 millions de barils (El Universo, 2016).

PREMIERE PARTIE: CADRE THEORIQUE, METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA RECHERCHE

Dans cette section nous allons détailler le cadre dans lequel s'est déroulé cette recherche ayant comme question de départ: « Comment s'articule le débat quant à la gestion des ressources pétrolières en Équateur? ». Nous commencerons par présenter l'analyse structurale et syntagmatique qui nous servira de cadre théorique et qui guidera l'analyse tout au long de ce travail. Ensuite, nous exposerons et nous justifierons la méthodologie employée. Finalement, nous nous attarderons sur les limites de la présente recherche ainsi que sur les difficultés qui ont été rencontrées.

Chapitre 1: L'analyse structurale et syntagmatique

Nous nous sommes volontairement posé une assez large question de départ - tout en veillant à ce qu'elle réponde à tous les critères de validité (Quivy & Van Campenhoudt, 2006) - de sorte à ne pas nous enfermer dans un carcan limitant le champ d'investigation avant même que celle-ci n'ait commencée. Cependant, au vue de notre formation académique et de nos intérêts, nous avons décidé de nous focaliser sur « les systèmes de détermination » des acteurs au sein de l'arène² de la gestion des ressources pétrolières en Equateur. Concrètement, nous avons la prétention d'apporter un élément de réponse à la question « Pourquoi des acteurs ou groupes d'acteurs sont en faveur de l'exploitation du pétrole en Equateur et pourquoi d'autres s'opposent à celle-ci? ».

Pour ce faire, il nous a semblé que l'analyse structurale et syntagmatique, élaborée par Pierre Verjans au sein de l'université de Liège, serait un outil précieux pour mener à bien notre analyse. En effet, elle met l'accent sur les idéologies et les moyens d'actions des acteurs politiques (au sens large) et offre une grille de lecture permettant une comparaison objective des positions de ceux-ci.

Dans ce chapitre, nous présenterons cette théorie en nous basant sur le cours de *doctrines et pratiques politiques* que nous avons suivi durant l'année 2013 (Verjans, 2013). Nous avons décidé de diviser l'explication de l'analyse structurale et syntagmatique en quatre points de sorte à faciliter sa compréhension. Premièrement, nous nous attarderons sur ses fondements théoriques. Ensuite, nous nous intéresserons aux quatre questions fondamentales qui orientent la réflexion. Nous présenterons alors la

²Nous définissons l'arène comme « un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs » (Olivier de Sardan, 1995 : p. 179). Il est cependant important de signaler que pour Olivier de Sardan celle-ci a une dimension locale. Dans ce travail, l'arène se situera plutôt à un niveau mésopolitique le lieu de confrontation étant les instances de décisions politiques.

matrice qui nous servira de grille d'analyse et expliquerons les adaptations que nous avons dû effectuer. Finalement, nous présenterons l'approche syntagmatique.

1.1. Fondements théoriques

L'analyse structurale des institutions politiques s'inspire des apports que Ferdinand de Saussure a fait dans l'étude de la linguistique et particulièrement dans l'opposition entre « signifiant » et « signifié ». Selon cette approche, le langage est entendu comme une structure reposant sur une double articulation:

- Le signifié qui peut être une idée, un concept, un objet, etc.
- Le signifiant qui est le son utilisé pour désigner le signifié et qui dépend d'une construction sociale

Cette articulation peut également être comprise avec l'exemple du feu rouge dans lequel il existe une opposition de signifiés - « passe » et « ne passe pas » - et une opposition de signifiants – « vert » et « rouge ». Ce code, compris par tout le monde, repose sur une construction sociale. En effet, il dépend d'un choix tout à fait arbitraire qui stipule que « vert » équivaut à « passe ». Cependant, il serait tout à fait plausible de renverser cette relation et d'établir que « rouge » signifie « passe ».

Verjans (2013) reprend cette idée pour analyser les discours et positionnements politiques sous une nouvelle perspective. Il établit une relation similaire entre les doctrines et les pratiques politiques³. Dans cette articulation, les doctrines doivent être comprises comme des idéologies expliquant le monde et les pratiques, quant à elles, comme les moyens mis en œuvre pour légitimer ou appliquer ces idéologies.

Les doctrines sont donc les signifiés et les pratiques les signifiants. Il est important de signaler qu'un signifié est toujours accompagné d'un signifiant et qu'il est possible de trouver les mêmes oppositions que celles que nous avons observées avec le feu rouge dans les positions politiques.

L'analyse structuraliste se complète par une analyse fonctionnaliste. Nous développerons cette deuxième analyse plus en détail dans les sections ultérieures.

³Il pousse par ailleurs la réflexion plus loin en proposant des « institutants » et des « institués » respectivement liés aux concepts d'intérêts et d'idées. Nous avons décidé de ne pas le suivre dans cette démarche par soucis d'économie de temps, ne trouvant pas que le fait de pousser le raisonnement aussi loin apporterait une réelle plus-value à l'analyse.

1.2. Les questions fondamentales

L'approche que nous proposons d'appliquer stipule que toutes les sociétés sont confrontées à quatre questions fondamentales qu'elles doivent résoudre. De plus, il est possible de comprendre toutes les revendications politiques à travers l'analyse de ces questions.

Le grand avantage de cette grille d'analyse réside donc dans le fait qu'elle permet de comparer des données qualitatives, telles que les représentations des acteurs, de façon objective et sur base d'une référence commune qui consiste en ces quatre questions notées ci-dessous:

- « Qui sommes-nous? » qui répond à l'aspect de l'identité collective
- « Pourquoi vivons-nous ensemble? » qui établit la légitimité politique
- « Comment produisons-nous? » qui règle la production
- « Comment redistribuons-nous la richesse? » qui traite de la justice sociale

Par ailleurs, la théorie structuraliste est complétée par une perspective fonctionnaliste. Le fonctionnalisme sociologique postule qu'il existe des fonctions sociales qui doivent être assurées pour garantir la pérennité d'une société. Dans l'approche proposée par Verjans, chacune des questions fondamentales que nous avons citées englobe deux fonctions sociales. Parmi ces deux fonctions, l'une est liée aux doctrines et l'autre est liée aux pratiques politiques. Elles se distribuent comme suit:

- « Qui sommes-nous? » est lié aux fonctions d'identification et de protection
- « Pourquoi vivons-nous ensemble? » est lié aux fonctions de légitimation et d'initiation
- « Comment produisons-nous? » est lié aux fonctions de rationalisation et de production
- « Comment redistribuons-nous la richesse? » est lié aux fonctions d'évaluation et de distribution

Par ailleurs, chacune de ces fonctions est tiraillée entre deux courants d'idées (si elle est liée aux doctrines) ou deux institutions (si elle est liée aux pratiques) qui s'expriment sous forme de clivages qui s'opposent entre eux.

La fonction de protection représente la protection que l'État offre à la population. Cependant, il ne l'offre pas de la même manière à tous les habitants. Cette fonction est divisée entre le clivage « centre-périphérie » dans lequel le centre représente l'institution dominante et la périphérie, quant à elle, représente les groupes qui se trouvent à la limite de l'État et qui ont souvent des différences linguistiques, religieuses ou ethniques.

La fonction d'identification recouvre la notion de l'identité collective et de la définition de qui est « dedans » et qui est « dehors ». Cette fonction est divisée par le clivage « inclusivisme-

exclusivisme » qui traduit deux conceptions différentes de la collectivité: la première étant basée sur l'ouverture et la seconde sur le repli.

La fonction d'initiation a une dimension ritualiste qui traduit le moment où l'individu s'insère dans le système social. Cette dimension est marquée par l'opposition « église-État » dans les sociétés occidentales.

La fonction de légitimation traduit la manière dont une société établit ses valeurs. Cette fonction est le centre du clivage « hétéroréférentialité-autoréférentialité » ou l'opposition entre les sociétés qui trouvent leur légitimité ailleurs qu'en elles-mêmes et les sociétés qui cherchent leur légitimité et une raison de vivre ensemble en elles-mêmes, qui produit ses propres valeurs.

La fonction de production s'intéresse à la logique selon laquelle une société va produire les biens qu'elle consomme. Elle est divisée entre le clivage « marché-terroir » dans lequel certains produisent en utilisant une logique capitaliste dans le but de commercialiser les biens sur le marché et de générer de la plus-value tandis que d'autres défendent plutôt un mode de production basé sur des méthodes préindustrielles ou écologiques.

La fonction de rationalisation est marquée par le clivage « individualisme-holisme ». Cette opposition est définie par Dumont comme suit: « Là où l'individu est la valeur suprême, je parle d'individualisme; dans le cas opposé, où la valeur se trouve dans la société comme un tout, je parle de holisme » (comme cité dans Verjans, 2013: p. 27).

La fonction de distribution traite de la manière dont les ressources sont réparties entre les groupes d'une société. Dans la société occidentale elle se cristallise par le clivage « capital-travail ».

La fonction d'évaluation se caractérise par le clivage « élitisme-égalitarisme ». « L'élitisme [étant] l'attitude qui consiste à conférer la gestion d'une ressource aux personnes qu'on juge les meilleures ou les plus compétentes pour cette tâche » (Verjans, 2013 : p. 31) et l'égalitarisme étant l'attitude qui consiste à distribuer de manière égale la gestion des ressources au sein de la société.

1.3. Construction de la matrice

Verjans (2013) compile toutes les données que nous venons d'exposer de sorte à élaborer une matrice qui permettrait de positionner un acteur politique et d'avoir une vision générale de ses revendications. Cette matrice présente également l'énorme avantage de rendre possible la comparaison des acteurs entre eux en fonction de leur position dans cette grille d'analyse:

Qui sommes-nous?		Fonction d'identification		Pourquoi vivons-nous ensemble?		Fonction de légitimation	
		Inclusivisme	Exclusivisme			Auto-référentialisme	Hétéro-référentialisme
Fonction de protection	Centre			Fonction d'initiation	Etat		
	Périphérie				Eglise		
Comment produisons-nous?		Fonction de rationalisation		Comment distribuons-nous la richesse?		Fonction d'évaluation	
		Individualisme	Holisme			Egalitarisme	Elitisme
Fonction de production	Marché			Fonction de distribution	Capital		
	Terroir				Travail		

Source: Cours de doctrines et pratiques politiques (2013) - Université de Liège

Comme nous pouvons le constater, les fonctions relatives aux doctrines politiques sont situées sur l'axe horizontal et celles relatives aux pratiques sont sur l'axe vertical.

Comme précisé dans la section des fondements théoriques, la doctrine est l'équivalent du signifié et la pratique celui du signifiant. Nous rappelons que le signifiant est par définition quelque chose de socialement construit, il peut donc varier en fonction des sociétés et de leur organisation. Le modèle élaboré par Verjans a été conçu pour répondre aux positions politiques dans un contexte occidental profondément marqué par les révolutions nationales et la révolution industrielle. Par conséquent, nous avons dû modifier, avec l'appui de l'auteur, la matrice originale pour qu'elle corresponde au contexte équatorien actuel.

Premièrement, dans la fonction d'initiation, Verjans met en avant le clivage historique entre l'église et l'État. Il est évident que cette opposition a marqué toute la pensée politique européenne du XXème siècle. De fait, il est encore possible de trouver des références au christianisme dans le nom de nombreux partis politiques européens bien que cette référence est plutôt devenue l'attestation d'un certain esprit conservateur du parti plutôt que l'attestation de sa réelle soumission à l'église. Ce clivage a aussi existé en Amérique Latine et à plus forte raison au vue de l'opposition entre l'église classique des « patrons » et celle de la théorie de la libération. Cependant, il nous semble que cette dichotomie est, aujourd'hui, dépassée au sein du régime « progressiste » équatorien et encore plus au vue de notre sujet de recherche qui concerne l'exploitation pétrolière. Par conséquent, nous pensons qu'il est plus pertinent de privilégier l'évolution contemporaine de la société équatorienne plutôt que de s'arrêter à une conception historique du débat. Notre immersion dans le terrain nous a permis de constater que l'église n'exerce plus une fonction d'initiation politique mais que ce rôle a été repris par la société civile. En effet, il est devenu rare de trouver des leaders issus de l'église parmi les élites politiques du pays. Par contre, il est commun d'observer une très grande mobilité entre les mouvements sociaux et la sphère politique. Par conséquent, dans le souci de tenir compte de l'évolution contemporaine de la société, nous avons remplacé le clivage « église-État » par le clivage « société civile-Etat ».

Deuxièmement, la fonction de distribution trouve son fondement dans l'analyse marxiste qui oppose le capital au travail. Cette approche prend tout son sens dans le contexte de la révolution industrielle et des contestations historiques de la classe ouvrière qui a lutté pour une distribution plus équitable de la plus-value générée par la force de travail. Bien que très pertinente pour analyser les revendications de différents mouvements politiques européens, cette opposition est complètement hors contexte lorsqu'on parle de l'Équateur. En effet, il s'agit ici d'un pays à la périphérie du capitalisme (Quijoux & Moallic, 2014 ; Svampa, 2011) qui base la plus grande part de son PIB sur les exportations de matières premières (Banco central del Ecuador, 2016). Bien que certains emploient les termes « d'industrie pétrolière » ou « d'industrie minière » on ne peut nullement considérer ces activités comme industrielles étant donné qu'elles ne transforment pas le produit, qu'elles ne génèrent pas beaucoup d'emplois et que leur plus-value est limitée (Gudynas, 2013). En clair, il n'y a pas eu de révolution industrielle en Equateur et de ce fait le clivage « capital-travail » n'est pas pertinent. Dans le cas équatorien, la dispute sociale au sujet de la distribution de la richesse ne repose donc pas sur la plus-value produite par la force de travail mais plutôt sur la répartition des bénéfices induits par la vente de matières premières. Au vue de notre terrain et des nombreux entretiens que nous avons menés, il nous semble que le clivage qui divise la société équatorienne au niveau de la fonction de distribution peut être compris comme une nouvelle opposition entre « centre » et « périphérie ». Nous entendons comme faisant partie du « centre » les groupes dominants de la société équatorienne et comme faisant partie de la « périphérie » les groupes faisant partie des classes les plus marginalisées que ce soit pour des raisons économiques, ethniques ou territoriales.

Par conséquent, la matrice que nous utiliserons pour mener à bien cette recherche sera celle-ci:

Qui sommes-nous?		Fonction d'identification		Pourquoi vivons-nous ensemble?		Fonction de légitimation	
		Inclusivisme	Exclusivisme			Auto-référentialisme	Hétéro-référentialisme
Fonction de protection	Centre			Fonction d'initiation	Etat		
	Périphérie				Société civile		
Comment produisons-nous?		Fonction de rationalisation		Comment distribuons-nous la richesse?		Fonction d'évaluation	
		Individualisme	Holisme			Egalitarisme	Elitisme
Fonction de production	Marché			Fonction de distribution	Centre'		
	Terroir				Périphérie'		

1.4. L'analyse syntagmatique

En poursuivant l'analyse structurale, il est possible d'analyser les positions au sein de chaque fonction doctrinale⁴ de sorte à définir un paradigme de pensée. Cependant, il est essentiel de se questionner sur la priorité qui est donnée à chaque élément par l'acteur concerné. En effet, une

⁴Celles se trouvant sur l'axe horizontal : inclusivisme/exclusivisme ; autoréférentialisme/hétéroréférentialisme ; individualisme/holisme et égalitarisme/élitisme

revendication politique sera complètement différente en fonction des éléments qui seront mis en avant. Ainsi que nous l'explique Verjans (2013), si nous prenons ces deux paradigmes:

Inclusivisme > égalitarisme > individualisme > autoréférentialisme

Autoréférentialisme > individualisme > inclusivisme > égalitarisme

Ils sont composés par les mêmes éléments, par conséquent les paradigmes sont identiques, mais ils ont une articulation syntagmatique complètement différente. Cette donnée modifie énormément la position politique qui sera défendue sur la place publique. En effet, le premier paradigme correspondrait plus à un Olivier Besancenot alors que le deuxième serait davantage dans la ligne d'un Philippe Séguin (Verjans, 2013).

Chapitre 2: Méthodologie d'investigation

Entamer ce processus a été quelque chose de compliqué du fait que nous ne nous étions jamais lancé dans une investigation d'une telle ampleur. Dans le but de ne pas partir dans « tous les sens » nous avons donc décidé, dans un premier temps, de suivre le fil conducteur proposé par Quivy et Van Campenhoudt (2006) qui divise le processus de recherche en sept étapes distinctes. Cependant, écoutant les conseils de notre promoteur, nous nous sommes distanciés petit à petit du *manuel de recherche en sciences sociales* afin de « voler de nos propres ailes ».

Notre objectif étant de comprendre les systèmes de détermination des acteurs que nous identifierions, il était évident qu'il nous faudrait utiliser une méthodologie d'investigation qualitative. Dans ce chapitre, nous exposerons les diverses étapes que nous avons parcouru pour mettre en place un dispositif qui nous permettrait de mener à bien une telle investigation. Premièrement, nous nous attarderons sur l'étape exploratoire. Ensuite, nous expliquerons comment nous avons collecté nos données et quels acteurs ont été interrogés. Finalement, nous présenterons le dispositif utilisé pour analyser les données collectées.

2.1. L'étape exploratoire

Comme conseillé par Quivy et Van Campenhoudt (2006), nous avons divisé notre étape exploratoire en deux processus distincts qui nous ont permis d'entamer notre recherche avec la vision la plus globale possible: la recherche bibliographique et les entretiens exploratoires.

2.1.1. La recherche bibliographique

Ayant travaillé sur la thématique des mouvements sociaux équatoriens et sur l'initiative *Yasuni-ITT*, nous disposions déjà d'une bibliographie relativement conséquente nous permettant de bien comprendre le contexte global de notre recherche. Il est évident que ça a été un avantage non-négligeable de travailler en « terrain connu ».

C'est pourquoi, nous avons focalisé nos lectures exploratoires sur la thématique de l'exploitation des matières premières en Amérique Latine et particulièrement sur le pétrole. Cependant, au vue de notre sujet de recherche et de nos compétences, nous avons privilégié les analyses ayant une perspective sociologique ou anthropologique aux documents ayant une portée plus économique. En effet, il nous a semblé peu efficient de nous attarder plus que le minimum requis sur les différents rapports analysant les données purement quantitatives de l'exploitation. Quant aux textes que nous avons retenus, nous les avons sélectionnés de sorte à ce que leurs points de vue soient le plus diversifiés possible et que les auteurs viennent d'horizons différents.

Il a été très intéressant de constater que toutes nos lectures exploratoires avaient comme toile de fond le concept analytique de l'extractivisme. Cette notion, développée en Amérique Latine, structure la très grande majorité des analyses publiées sur le sujet. Nous ne nous attarderons pas plus sur celle-ci dans cette section étant donné qu'elle est minutieusement analysée plus loin dans ce travail. Il est néanmoins important de souligner dès à présent la place dominante qu'elle a dans la structuration du débat.

Par ailleurs, de nombreuses lectures auxquelles nous avons eu accès une fois arrivés sur place ont complété notre bibliographie au fur et à mesure que la recherche a avancé et que le besoin s'en est fait sentir.

2.1.2. Les entretiens exploratoires

Nous avons sélectionné les personnes à interroger en fonction des critères retenus par le *manuel* (Quivy & Van Campenhoudt, 2006). Nous avons donc rencontré des experts, des témoins privilégiés et des personnes concernées par notre thématique.

Dans un premier temps les experts que nous avons sélectionnés avant notre départ étaient les personnes faisant partie du jury du présent mémoire. En effet, s'ils ont été désignés pour juger de ce travail c'est parce qu'ils ont une certaine connaissance du sujet et leur avis était d'autant plus pertinent

qu'il nous a beaucoup aidé à orienter notre recherche. Une fois arrivés en Équateur nous avons complété les opinions déjà recueillies par des entretiens avec des experts locaux.

Notre voyage de recherche a été complémenté par un stage réalisé au sein de l'*instituto de estudios ecuatorianos* qui est un centre de recherche sur des thématiques sociales lié aux organisations locales. Dans ce cadre nous avons eu l'occasion de rencontrer divers acteurs étant, soit des témoins privilégiés, soit des personnes directement concernées.

2.2. La collecte des données

Nous avons utilisé trois principales sources pour obtenir des données utilisables dans le cadre de cette investigation : des entretiens, l'observation participante et la lecture des médias locaux.

2.2.1. Les entretiens

Après relecture des différentes méthodes disponibles, nous avons décidé de mener des entretiens semi-directifs du fait que ceux-ci permettent d'avoir un contact direct avec la personne interrogée et qu'ils offrent la possibilité de développer des éléments nouveaux auxquels le chercheur n'a pas nécessairement pensé. De plus, cette méthode nous a paru être la plus adaptée pour nous permettre de mettre en évidence les systèmes de représentation des acteurs.

Au vue de l'ampleur de notre sujet nous avons décidé de diviser les acteurs en trois catégories: ceux aillant une portée internationale, ceux aillant une portée nationale et ceux aillant une portée locale. Il est important de souligner que ces catégories ont pour objectif de faciliter l'analyse mais qu'elles ne sont en aucun cas hermétiques. Ces acteurs peuvent, donc, très bien se situer sur plusieurs de ces niveaux.

L'étape suivante consistait à identifier les acteurs correspondant à chaque catégorie et à sélectionner un échantillon que nous avons voulu le plus représentatif possible⁵. En effet, les limites que cette recherche nous impose ne nous a pas permis d'interviewer toutes les organisations ou institutions qui se trouvent dans notre arène.

Finalement, nous nous sommes inspirés des conseils et recommandations d'Olivier de Sardan (2003) pour rédiger notre guide d'entretien et pour les mener à bien.

⁵La liste complète des entretiens menés est disponible en annexe.

2.2.2. L'observation participante

Comme nous l'avons déjà précisé, nous avons accompagné notre terrain de recherche avec un stage dans une organisation de la société civile. Cette opportunité a été très bénéfique pour notre investigation, pour la collecte des données ainsi que pour la compréhension de tous les enjeux qui traversent les mouvements sociaux équatoriens.

De plus, par ce biais, nous avons eu l'occasion de participer directement dans les activités de plusieurs organisations figurant sur la liste des acteurs identifiés – comme *Acción Ecológica* ou la *CONAIE* - ce qui a été réellement enrichissant.

2.2.3. Le suivi des médias locaux

Dans le cadre du stage que nous avons réalisé, nous avons été amenés à lire quotidiennement les principaux journaux équatoriens. Ce travail a été d'un grand apport du fait qu'il nous a permis d'avoir une vision globale de la place de notre problématique dans le débat national et une idée claire de la façon dont l'exploitation pétrolière est considérée par l'opinion publique.

2.3. L'analyse des données

Avant toute chose nous avons retranscrit tous les entretiens que nous avons menés et compilé les diverses observations et notes recueillies tout au long de la recherche. De plus, nous avons réuni une bibliographie relativement importante et exhaustive sur le thème de l'extractivisme.

La première partie de notre travail analytique a donc consisté en une revue bibliographique de ce concept de sorte à comprendre toutes les dimensions qu'il englobe. L'extractivisme étant un élément structurant le débat Latino-Américain, nous ne pouvions faire l'économie de son étude.

Dans un deuxième temps nous avons adopté une démarche compréhensive, notre objectif étant d'analyser les systèmes de détermination des acteurs et de les positionner dans la matrice. Nous avons donc cherché de quelle manière les acteurs interviewés répondent à chacune des quatre questions, tout en assumant la difficulté que la réponse à ces questions puisse être tacite ou qu'il peut simplement ne pas y avoir de réponse.

Chapitre 3: Limites de la recherche et difficultés rencontrées

Le premier facteur ayant fortement influencé notre recherche, et par conséquent ayant posé un certain cadre sur celle-ci, est le moment auquel elle a été menée. En effet, depuis la fin de l'année 2015 le prix du pétrole sur le marché international s'est littéralement effondré impactant de plein fouet les économies des pays primo-exportateur de cette ressource comme l'Équateur ou le Venezuela. C'est donc dans un contexte de crise et de remise en question politique et sociale des choix du gouvernement que notre investigation a eu lieu.

De ce fait, le sujet était encore plus politisé et sensible que ce qu'il aurait pu être au début de l'année 2015. Cette situation s'est pleinement fait ressentir au moment de contacter les acteurs identifiés pour une interview. En effet, il a pratiquement été impossible d'obtenir des entretiens avec des personnes représentant le gouvernement, alors que tous les ministères ont été contactés par toutes les voies possibles, et certains sujets ont exigé l'anonymat ou ont même fini par décider de ne pas nous accorder d'entrevue. A l'inverse, les membres de la société civile et des organisations d'opposition ont pratiquement tous répondu avec enthousiasme à nos sollicitudes. Il se pourrait donc que cette recherche comporte un certain biais au vue de la sous-représentativité d'un groupe et de la sur-représentativité de l'autre. Par ailleurs, un autre biais possible est que certains de nos répondants nous aient présenté un discours arrangé de sorte à ne pas se placer en porte à faux par rapport à la position officielle.

De plus, au vue des limites imposées par la présente recherche, il nous a été impossible de parler avec tous les acteurs identifiés. Indépendamment des limites exposées précédemment, certains acteurs étaient trop nombreux, particulièrement ceux de la société civile. Il se pourrait donc que notre investigation soit biaisée au vu des choix que nous avons dû faire. Cependant, notre échantillon se veut le plus représentatif possible et il comprend les principales organisations se prononçant dans le débat. Au vue de l'hétérogénéité des organisations interrogées il nous paraît peu vraisemblable qu'un tel biais existe mais il est néanmoins nécessaire de tenir compte de cette possibilité.

Finalement, suivant la méthode de recherche proposée par Quivy & Van Campenhoudt (2006), en arrivant sur notre terrain, nous avons préparé des hypothèses de recherche qui se basaient sur la bibliographie que nous avons utilisée durant l'étape exploratoire. Ces hypothèses postulaient que les acteurs qui étaient en faveur de l'exploitation pétrolière avaient un paradigme de pensée productiviste hérité de la société capitaliste et que ceux qui étaient contre avaient un paradigme de pensée « environnementaliste » trouvant son origine dans les nouvelles problématiques mondiales. Pour analyser ce contexte nous avons prévu de nous baser sur l'*approche par coalition de causes* de Sabatier et Jenkins-Smith exposée dans Kübler & de Maillard (2009) et actualisée et expliquée par Gomez Lee (2012). Cette approche, issue des sciences politiques, conçoit le changement dans les politiques publiques comme étant lié aux systèmes de croyances des acteurs et à leurs dynamiques. Cependant,

une fois confrontés au terrain il est très vite apparu que nos hypothèses étaient complètement fausses et nous avons dû revoir toutes nos perspectives théoriques. Ce contre temps a considérablement augmenté notre charge de travail et fait peser de nouvelles contraintes sur le processus d'investigation.

DEUXIEME PARTIE: L'« EXTRACTIVISME » COMME CONCEPT D'ANALYSE DOMINANT

Comme nous l'avons brièvement expliqué précédemment, toute la littérature qui analyse la thématique de l'exploitation des matières premières en Amérique Latine a, comme toile de fond, le concept de l'extractivisme. Son étude est, par conséquent, une étape de laquelle il nous est impossible de faire l'économie si on prétend comprendre le débat divisant la région.

Nous commencerons notre présentation en définissant le concept. Pour se faire, nous analyserons le point de vue des différents auteurs et le situerons dans une perspective historique ainsi que dans l'Amérique Latine contemporaine. Ensuite, nous exposerons les principales critiques qui sont formulées à l'encontre de ce modèle. Puis, nous examinerons les différentes propositions de transition que nous avons recensées. Finalement, nous conclurons cette partie par une première analyse.

Chapitre 4: Extractivisme: définitions et contexte

Dans ce chapitre nous présenterons les différentes définitions proposées en mettant en exergue les points sur lesquels les auteurs sont en accord et ceux sur lesquels ils sont en désaccord. Ensuite, nous analyserons le contexte historique qui a conduit à la naissance de cette idée. Finalement, nous nous attarderons sur ses implications actuelles.

4.1. Définitions

La plupart des auteurs que nous avons consultés définissent l'extractivisme comme étant la surexploitation de grandes quantités de matières premières, non ou peu transformées, et destinées à l'exportation (Acosta, 2016 ; Burchardt, 2014 ; Gudynas, 2013 ; Svampa, 2011). Ces ressources pouvant, non seulement, être pétrolières ou minières mais également agricoles, piscicoles ou touristiques (Acosta, 2016 ; Bednik, 2013 ; Burchardt, 2014 ; Gudynas, 2013).

L'extractivisme peut également être compris comme un modèle d'accumulation (Svampa, 2011) qui vise à satisfaire les besoins des pays du centre du capitalisme mondial (Acosta, 2016). Cette première analyse nous permet, d'ores et déjà, de situer notre concept dans le cadre d'une lecture marxiste et « dépendantiste » de l'économie et de la société dans son ensemble, comme nous le verrons plus tard.

Par ailleurs, Svampa (2008 ; 2011) complète l'analyse en précisant que ce mode d'accumulation entraîne un « déplacement des frontières [vers] des territoires jusque-là considérés comme « improductifs » » (Svampa, 2011 : p.105) ce qui crée de nouvelles pressions sur des écosystèmes et des populations jusque-là épargnés par l'exploitation.

Gudynas (2013), quant à lui, propose une définition plus complète mettant en avant le fait qu'il existe différents types d'extractions et que l'extractivisme n'est qu'un type parmi d'autres. L'auteur considère que pour pouvoir proposer une définition, il faut tenir compte du volume de ressources extraites, de l'intensité de l'extraction et de la destination de ces ressources. Ainsi, l'extractivisme se définit comme « *un tipo de extracción de recursos naturales, en gran volumen o alta intensidad, y que están orientados esencialmente a ser exportados como materias primas sin procesar, o con un procesamiento mínimo* » (Gudynas, 2013 : p.3). Par ailleurs, il considère qu'il faut que plus de 50% des ressources produites soient destinées à être exportées pour qu'on puisse définir cette exploitation comme de l'extractivisme. Cette perspective d'analyse est particulièrement intéressante étant donné qu'elle met en évidence la critique dirigée vers le marché international. Dans cette logique, les activités, bien qu'elles aient un volume et une intensité d'extraction très forts, qui destinent leur production au marché national ou local, ne sont pas considérées comme extractivistes.

Bednik, quant à elle, propose une définition plus large englobant, sous le concept d'extractivisme, toute « exploitation de plus en plus massive de la nature et de ses nombreuses ressources, non renouvelables [...] et renouvelables, quand la vitesse des prélèvements compromet leur pérennité » (Bednik, 2013 : p.46). Dans cette perspective, toute activité d'extraction faisant peser des pressions trop lourdes sur l'environnement peut être considérée comme de l'extractivisme, indépendamment de la destination des matières extraites.

Finalement, Burchardt (2014) considère l'extractivisme comme étant un modèle de développement à part entière alors que pour Gudynas (2013) et Acosta (2016) celui-ci n'est qu'une modalité inhérente au modèle de développement capitaliste.

4.2. Perspective historique et fondements

Afin de mieux comprendre des auteurs dont nous allons parler, il est essentiel de remonter jusqu'aux revendications contestataires ou révolutionnaires des penseurs latino-américains du XXème

siècle. Dans cette optique, nous nous sommes principalement intéressé aux écrits d'Eduardo Galeano (1978) qui retrace dans son livre *las venas abiertas de América Latina* toute l'histoire de l'exploitation qu'a subit le continent depuis la colonisation jusqu'au XXème siècle. L'idée générale de son ouvrage, qui a été remis au goût du jour quand Hugo Chavez l'a offert à Barack Obama, est que l'Amérique a été pillée et saccagée durant l'époque coloniale par un système de domination occidental et que ce système a perduré dans le temps en s'adaptant en fonction de l'époque.

Svampa (2013), en accord avec Galeano, établit que l'exploitation et l'exportation de matières premières font partie d'un processus historique remontant à la colonisation qui structure l'Amérique latine contemporaine et que celui-ci s'est accentué dans le courant du XXème siècle avec l'émergence d'un nouveau modèle d'accumulation: le modèle capitaliste. Alberto Acosta (2016) pousse même le raisonnement plus loin en affirmant que l'extraction des matières premières d'Amérique a permis l'expansion et la consolidation du système capitaliste mondial étant donné qu'elle a favorisé l'« accumulation originelle » des pays du « centre ».

Selon Bednik (2013), au moment où l'Europe a découvert l'Amérique, elle en a fait sa corne d'abondance et a maintenu le continent dans ce rôle « alors que cette spécialisation résulte d'une histoire et de rapports de force, elle [la] présente aujourd'hui comme un modèle de « développement » et l'unique voie pour sortir de la misère » (Bednik, 2013 : p.46). Dans ce même ordre d'idée, nous assistons actuellement à un changement de paradigme politique dans lequel une transition s'effectue. Cette dernière passe du consensus de Washington, basé sur la finance, au « consensus des *comodities* », basé sur l'exportation de matières premières (Svampa, 2013). Il faut comprendre les *comodities* « *como productos indiferenciados cuyos precios se fijan internacionalmente* » (Svampa, 2013 : p.31). Cette transition peut s'observer au niveau de la CEPAL qui critiquait les économies primo-exportatrices il y a cinquante ans et qui, aujourd'hui, présente l'extraction de matières premières comme une stratégie efficace de développement (Burchardt, 2014). Par ailleurs, ce nouveau consensus se voit renforcé par les théories économiques néolibérales telles que celle des « avantages comparatifs » qui pousse les pays à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils sont les plus compétitifs. Ceci ayant pour conséquence de maintenir l'Amérique Latine dans son rôle historique de fournisseur de matières premières (Svampa, 2011).

Ces perspectives analytiques renforcent les lectures « dépendantistes » des auteurs. Selon Acosta (2016) le système capitaliste a structuré le monde en effectuant une division internationale du travail. Il y a les périphéries qui sont chargées de ravitailler le centre en matières premières et le centre qui se charge de manufacturer ces ressources afin de les revendre avec une forte valeur ajoutée. L'intensification de ce modèle économique mondial serait à l'origine du renforcement de la dépendance économique et technologique des pays « sous-développés » envers les pays au centre du capitalisme (Houtart, 2016 ; Svampa, 2011).

Par ailleurs, tout le processus historique que nous venons de décrire a également eu des conséquences politico-culturelles (Gudynas, 2013). En effet, il existe la « croyance selon laquelle le continent est, pour reprendre l'expression du sociologue bolivien R. Zavaletta, « le *locus* par excellence d'abondantes ressources naturelles » » (Svampa, 2011 : p.110). Cette conviction se trouve renforcée par le « mythe de l'excédent » qui renvoie à l'espérance qu'a tout Latino-Américain de trouver une ressource naturelle qui lui apporterait la prospérité du jour au lendemain (Svampa, 2011). Ces différents éléments établissent comme une évidence le fait que le continent Américain renferme d'importantes richesses écologiques qui doivent être exploitées (Gudynas, 2013).

Cette jonction entre les structures institutionnelles héritées de l'époque coloniale, la pression de l'ordre économique mondial ainsi que la culture et les mythes des peuples d'Amérique Latine permet d'expliquer pourquoi le modèle extractiviste est toujours en pleine expansion. De plus, l'importance de ce paradigme productiviste a pour conséquence de rendre impossible un débat social sur le modèle de développement qui est appliqué et rend illusoires les différentes alternatives proposées (Bednik, 2013 ; Burchardt, 2014 ; Svampa, 2011 ; Svampa, 2013).

En résumé, l'extractivisme doit être compris comme « *un concepto que ayuda a explicar el saqueo, acumulación, concentración, devastación colonial y neocolonial, así como la evolución del capitalismo moderno e incluso las ideas de « desarrollo » y « subdesarrollo »* » (Acosta, 2016 : p.6).

4.3. L'extractivisme de nos jours

Pratiquement tous les pays d'Amérique ont implémenté le modèle extractiviste. Il est possible de catégoriser ceux-ci selon deux modalités: le modèle classique des pays impulsant des politiques néolibérales et le modèle progressiste des pays promouvant le « socialisme du XXIème siècle » (Gudynas, 2013 ; 2014 ; Houtart, 2015a).

Les nations, comme le Mexique ou le Guatemala, qui promeuvent un extractivisme classique fondent leurs politiques sur les théories néolibérales et le consensus de Washington. En effet, celles-ci laissent une place prédominante aux entreprises transnationales attribuant à l'État un rôle secondaire qui consiste principalement à protéger les investissements et les exportations en veillant à ne pas faire peser trop de charges sur le capital (Gudynas, 2013). On laisse au marché le rôle de gérer les bénéfices en postulant qu'il y aura une redistribution due à l'effet *trickle down* (Gudynas, 2013). Cette théorie stipule que les revenus des classes les plus aisées finiront par être réinjectés dans l'économie, ce qui aura pour conséquence que les bénéfices générés par l'exploitation des matières premières finiront par atteindre les autres secteurs de l'économie nationale.

Les gouvernements auto-dénommés progressistes, tels que ceux d'Équateur ou de Bolivie, fondent leur programme politique en opposition aux doctrines néolibérales. En effet, ceux-ci se sont hissés au pouvoir durant les années 2000 suite à une remise en question sociale des régimes dictatoriaux et néolibéraux qui ont gouverné la région depuis les années 80 jusque-là (Houtart, 2015a). Durant cette période, que certains appellent la « décennie perdue », on a assisté à l'application des mesures néolibérales qui assortissent les plans d'ajustement structurels promus par les institutions financières internationales telles que le FMI ou la Banque Mondiale (Albuja & Dávalos, 2013 ; Houtart, 2015a). Ces politiques se sont traduites par un appauvrissement de la population et le démantèlement des institutions de l'État (Houtart, 2015a). Dans le cas de l'Équateur, on estime que le taux de pauvreté est passé de 35% en 1973 à 68% en 1999, que la population active sans emploi est passée de 25% en 1973 à 55% en 2006, que les dépenses publiques dans les secteurs sociaux sont passées de 10% du PIB en 1972 à 5,5% en 2002, que l'inflation, qui s'était maintenue constante à 12% annuels durant les années 60, a explosé à partir de l'application des mesures du FMI jusqu'à atteindre 96% en 2000 et que la participation des salaires des travailleurs dans le PIB est passée de 30% durant les années 70 à 7% de moyenne durant la première décennie des années 2000 (Albuja & Dávalos, 2013). Ces résultats désastreux ont conduit à l'émergence d'une forte critique envers le néolibéralisme. Celle-ci s'est structurée autour de mouvements sociaux et on a assisté à l'apparition de nouvelles formations politiques au sein desquelles il y eut une grande perméabilité avec les organisations sociales, les leaders de celles-ci intégrant les partis et revendiquant le pouvoir politique (Houtart, 2015a).

Quand les gouvernements progressistes arrivent au pouvoir, ils font des innovations importantes: ils créent de nouvelles institutions, adoptent des mesures post-néolibérales, reconstruisent l'État et donnent la priorité à l'économico-social (Houtart, 2015a). Toutes ces mesures produisent un retour de l'État, que nous avons pu constater durant notre terrain, dans toutes les sphères de la société prenant une place jusque-là occupée par les ONG nationales et internationales (Houtart, 2015a). Cette perte de pouvoir du tiers secteur est au centre de nombreux conflits qui divisent la société équatorienne et probablement d'autres pays de la région.

Par conséquent, l'extractivisme progressiste se caractérise par une intervention beaucoup plus marquée de l'État (Gudynas, 2013). Premièrement, les contrats d'exploitation ont été renégociés de sorte à augmenter considérablement la participation des pouvoirs publics dans les bénéfices (Albuja & Dávalos, 2013). Deuxièmement, on considère que le marché ne peut pas s'auto-réguler et qu'il faut le contrôler (Gudynas, 2013). Finalement, les dépenses publiques en matières sociales ont considérablement été augmentées. Celles-ci étant, en grande partie, soutenues par la rente générée par la vente des matières premières (Gudynas, 2013).

Face à une telle augmentation des dépenses publiques, il est aisé de comprendre l'attrait du « consensus des *comodities* ». En effet, il est tentant de se servir de ces ressources facilement accessibles

et très rentables dans un contexte où les prix des matières premières ont atteint des sommets (Svampa, 2013) suite à la spéculation financière et à la très forte demande des économies asiatiques. Par ailleurs, les États progressistes légitiment leur programme politique et l'extractivisme par le financement de ces politiques sociales (Albuja & Dávalos, 2013 ; Burchardt, 2014 ; Gudynas, 2011 ; Houtart, 2015a).

Il faut reconnaître que ces mesures ont eu des résultats très positifs. En effet, des millions de personnes sont sorties de la pauvreté (Houtart, 2015a) et il y a eu un accès généralisé à la santé et à l'éducation (Burchardt, 2014). Cependant, ces mesures consistent principalement à redistribuer l'excédent et ne modifient pas les structures sociales (Burchardt, 2014 ; Houtart, 2015a). En effet, elles ont permis à de nombreuses personnes d'augmenter leur pouvoir d'acquisition mais elles n'ont pas pour autant touché à des points cruciaux tels que l'accès à la sécurité sociale. De fait, c'est toujours un privilège de bénéficier d'un travail formel dans la région (Burchardt, 2014). Par ailleurs, les régimes progressistes n'ont pas réussi à mettre en place des mesures redistributives, ce qui implique que le continent sud-américain reste l'endroit le plus inégal de la planète (Burchardt, 2014 ; Houtart, 2015a). De fait, le coefficient de Gini n'a pratiquement pas bougé. En effet, bien que les classes les plus basses soient sorties de leur condition de pauvreté, les riches se sont davantage enrichis (Houtart, 2015a). De plus, ces politiques produisent des « clients » des pouvoirs publics (Houtart, 2015a) rendant les bénéficiaires dépendants de l'État. Ceci ayant pour conséquence que les gouvernements n'aient pas d'intérêt à mettre en place des politiques redistributives trouvant leur avantage dans cette situation et dans la reconnaissance que ces populations éprouvent envers eux (Burchardt, 2014).

Au vue des différents éléments que nous venons de mentionner, nous pouvons affirmer, sans prendre trop de risques, que les gouvernements progressistes sont bien post-néolibéraux puisqu'ils préconisent un retour de l'État sur le devant de la scène et qu'ils consacrent une large part de leur budget à l'implémentation de politiques sociales (Albuja & Dávalos, 2013 ; Houtart, 2015a). Cependant, ils ne sont pas post-capitalistes du fait qu'ils ont un paradigme productiviste (Acosta, 2015 ; 2016 ; Albuja & Dávalos, 2013 ; Gudynas, 2013 ; 2014 ; Houtart, 2015a ; 2016 ; Legeard, 2014) qui stipule que l'économie doit croître, qu'il faut profiter des matières premières qui sont à disposition (Acosta, 2016) et qu'ils tentent de s'insérer dans le marché mondial. Bien qu'ils aient renforcé les mesures de protection environnementales et sociales, ils n'ont pas été capables de véritablement préserver les écosystèmes ou de diminuer les conflits sociaux; ceux-ci étant directement liés au système capitaliste et à ses modes d'accumulation (Acosta, 2016 ; Houtart, 2015b). Albuja et Dávalos (2013) affirmant même que le gouvernement de Rafael Correa, en Équateur, a construit les nouvelles institutions de l'État selon le modèle recommandé par la Banque Mondiale qui a pour but de favoriser l'intégration des pays dans le système économique international.

Par ailleurs, depuis les années 90, nous assistons à une crise du système capitaliste qui atteint ses limites au niveau de la problématique écologique. Pour faire face à ces nouveaux défis, il a été

nécessaire de faire émerger de nouveaux concepts tels que le « développement durable » (Svampa, 2011). Cette notion peut avoir deux significations selon Svampa (2011): soit on la conçoit comme la nécessité de mettre la priorité sur l'intégrité des systèmes sociaux et naturels en faisant passer la croissance économique au deuxième plan, soit on la conçoit comme un type de développement basé sur le progrès technique et technologique qui représente une opportunité de croissance économique, cette dernière vision étant défendue par les élites gouvernementales.

Pour Gudynas, « la durabilité part de préoccupations environnementales, qui invoquent la nécessité d'utiliser les ressources naturelles au rythme auquel la nature les reproduit, et d'accorder les impacts à leurs capacités d'adaptation » (Gudynas, 2011 ; p.20). Pour l'auteur, il existe trois conceptions de la durabilité qui varient en fonction de la façon dont la nature est conçue, du rôle accordé à la science et à la technique ainsi que sur le compromis éthique:

- La durabilité faible suppose que les problèmes environnementaux peuvent être résolus par des procédés techniques et qu'il est possible de gérer les impacts écologiques. Les partisans de cette conception ont tendance à introduire les questions environnementales dans les analyses économiques classiques.
- La durabilité forte admet l'importance des innovations techniques mais postule qu'il y a une partie du capital naturel qui doit absolument être préservé vu qu'il est impossible de réparer complètement les impacts qu'entraînent les activités humaines. Cette perspective admet donc des limites aux apports de la technologie.
- La durabilité très forte remet en cause le système de façon beaucoup plus profonde en reconnaissant des valeurs et des droits à la nature et aux différentes cultures. Elle place celles-ci au centre des préoccupations et érige leur préservation comme valeur fondamentale. Cette approche se caractérise par une vision politique et par la volonté de transformer la société dans son ensemble. L'ouvrage de Houtart (2015b) *El bien común de la humanidad* est un excellent exemple d'une telle perspective.

Au vu des politiques implémentées par les gouvernements progressistes, on peut considérer que ceux-ci préconisent une durabilité faible⁶ défendant qu'il est possible de mitiger les activités extractives en employant des techniques d'extraction « propres » (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016).

D'autre part, il y a une dispute par rapport à la conception du territoire qui est comprise par les gouvernements selon une dimension binaire: « efficient » ou « sacrificable » (Svampa, 2008). Un territoire efficient étant celui où vit une large partie de la population et qui est productif et un territoire sacrificable étant un espace géographique peu productif où vit une faible population marginalisée

⁶Au vue de l'initiative Yasuni-ITT, le gouvernement équatorien aurait pu se situer dans une durabilité forte mais l'abandon de celle-ci et le début des perforations dans la réserve écologique (El Comercio, 2016) nous amènent à considérer qu'il défend bien une durabilité faible.

(Svampa, 2008). Ces dernières zones sont considérées comme gaspillées et l'État a tendance à y élargir la frontière extractive pour en tirer profit. Ces espaces sont donc regardés comme des ressources inexploitées qu'il faut aller chercher (Svampa, 2013). Pour les populations qui y vivent, par contre, ils sont le territoire ancestral de leur communauté ou simplement leur lieu de vie (Svampa, 2008).

Tous les auteurs, analysant l'extractivisme, que nous avons consulté se prononcent en faveur d'une remise en question du modèle de développement dominant basé sur le capitalisme, la croissance économique et leur adaptation aux enjeux écologiques contemporains. Le concept est donc l'instrument d'une profonde critique envers le système et ses structures de production et de division du travail. On considère que « le développementisme classique [...] alimente des idées simplistes. Partant du principe que la croissance économique engendre des effets de débordement bénéfiques à la société, la croissance économique recouvre tous les objectifs » (Gudynas, 2011 ; p.28). Par ailleurs, les auteurs mettent en exergue le fait que le développementisme classique consiste à copier les modèles européens et nord-américains, ce qui a pour conséquence de reproduire les structures d'inégalité nord-sud (Gudynas, 2011). Pour Alberto Acosta « *lo que falta aún entender es que el « desarrollo » [...] no es más que un fantasma inalcanzable* » (Acosta, 2016 ; p.4).

De plus, une critique très forte s'élève envers les pays « développés » considérant que ceux-ci sont « mal-développés ». En effet, bien qu'ils aient engrangé d'énormes bénéfices économiques, ceux-ci ont été incapables de venir à bout de l'inégalité et vivent bien au-delà des moyens écologiques disponibles allant jusqu'à provoquer le changement climatique pour satisfaire leurs besoins de consommation (Acosta, 2016).

Dans cette optique, tous les penseurs de l'extractivisme plaident pour une transition et l'implémentation de « nouveaux modèles de développement » ou des « alternatives au développement ».

Chapitre 5: Conséquences du modèle extractiviste

Les auteurs que nous avons consultés font tous une analyse critique du modèle extractiviste. Le présent chapitre a pour but de présenter ces critiques en fonction des thématiques abordées. Nous avons choisi de diviser celles-ci en trois catégories: l'économique, l'environnemental et le social. Il est important de souligner qu'il n'y a pas vraiment de frontières nette entre les analyses portant sur chacune de ces catégories et que cette division a pour seul but de faciliter l'exposé.

Par conséquent, nous commencerons par présenter les critiques d'ordre économique. Ensuite, nous nous attarderons sur les points de vue écologistes. Finalement, nous nous pencherons sur les analyses portées sur la question sociale.

5.1. Perspective économique

La plus grande critique économique dressée envers le modèle extractiviste, tel qu'il est pratiqué en Amérique Latine, est qu'il engendre le phénomène connu comme la « maladie hollandaise » (Acosta, 2016 ; Damian, 2013). Cette pathologie se rencontre quand les États voient arriver de grandes quantités de devises, par exemple à cause d'une flambée du prix de leur principales exportations, dans un délai relativement court. Cet afflux massif de capitaux entraîne une évaluation de la monnaie. Cette action a pour conséquence de rendre moins compétitifs les secteurs de l'économie qui ne sont pas directement liés aux secteurs produisant l'excédent. En effet, la modification du taux de change rend l'importation meilleure marché et complique l'exportation (Acosta, 2016). Ceci a pour conséquences de détruire les autres champs de l'économie nationale et de rendre les États dépendants d'un nombre limité de ressources.

Dans le cas des pays d'Amérique du sud, la « maladie hollandaise » se traduit par une reprimarisation de l'économie (Albuja & Dávalos, 2013 ; Acosta, 2016 ; Houtart, 2016 ; Svampa, 2011 ; 2013). La reprimatisation étant un processus de transformation de la matrice de production nationale avec une tendance de plus en plus forte à se baser sur l'exploitation de matières premières plutôt qu'à promouvoir une transition vers l'industrialisation. Dans le cas équatorien, le programme politique est de « sortir de l'extractivisme grâce à plus d'extractivisme » (El Telégrafo, 2013). Cette proposition assez paradoxale est démontée par Alberto Acosta (2016) qui souligne que les États se rendent dépendants de la production de matières premières et que par ce biais, il n'y a pas de d'inversion ni de réels stimulants pour les autres secteurs productifs de l'économie. De plus, si nous tenons compte du « consensus des *comodities* » et de la très forte demande de liquidités des pays progressistes afin de financer leurs politiques sociales, nous comprenons aisément que la tendance est davantage à l'accentuation de l'extractivisme plutôt qu'à la diversification économique. A titre d'exemple, nous pouvons citer l'Équateur qui dit promouvoir une « transition de la matrice productive » mais qui a été incapable de diminuer la part des exportations de matières premières dans son PIB, celle-ci ayant, au contraire, augmentée (Banco central del Ecuador, 2016). En outre, la réponse des gouvernements progressistes face à la crise actuelle des prix a été d'intensifier l'exploitation et de déplacer la frontière extractive vers de nouveaux territoires ainsi que vers d'autres *comodities*. En Équateur, l'accent a été mis sur l'intensification de l'exploitation pétrolière (El Telégrafo, 2016a) et sur la promotion de la minerie à grande échelle. Cette dernière est présentée comme étant l'échappatoire à la dépendance envers le pétrole (El Telégrafo, 2016b).

Au vu des éléments que nous venons de citer, Acosta (2016) et Burchardt (2014) soulignent que les pays extractivistes ont une économie rentiste qui se base davantage sur la distribution de l'excédent généré par l'extraction plutôt que sur la production interne et la plus-value générée par le travail. Cette

situation est en rapport directe avec l'inégalité de la distribution du revenu. En effet, la rente est principalement répartie entre les élites économiques et politiques ce qui a pour conséquence d'accentuer la disparité entre les classes sociales (Acosta, 2016)

En outre, cette spécialisation économique rend les États primo-exportateurs complètement dépendants du marché mondial. Cette situation engendre une extrême vulnérabilité aux changements macro-économiques et à la volatilité des prix des matières premières; ce qui a pour conséquence de produire des crises relativement régulières au sein de ces États (Acosta, 2016). A titre d'exemple, nous exposerons les difficultés actuelles auxquelles doivent faire face des pays comme la Bolivie, l'Équateur ou le Venezuela qui ont vu leur budget drastiquement diminué en l'espace de six mois.

Par ailleurs, les exploitations extractivistes se construisent comme des enclaves situées sur des territoires définis et en dehors des autres secteurs de l'économie (Acosta, 2016 ; Gudynas, 2013 ; Svampa, 2013). Ce type d'activité étant peu génératrice d'emplois, elle ne crée pas de chaîne de production dynamique qui ferait intervenir les autres acteurs de l'économie nationale et permettrait une croissance généralisée et soutenue de celle-ci (Acosta, 2016).

En conclusion, l'extractivisme permet d'engranger d'importants bénéfices mais ces derniers condamnent l'État à être dépendant du marché économique mondial et de ses caprices. En outre, non-seulement il empêche le développement des secteurs productifs amenant les gouvernements à favoriser le secteur extractif, mais il est également la source de sa disparition vu qu'il a pour conséquences l'évaluation de la monnaie nationale et la dégradation du taux de change; ce qui prive les producteurs locaux du marché interne et du marché international. De plus, la distribution inégale de l'excédent a pour conséquence, vu les éléments cités précédemment, d'appauvrir les classes les plus basses ne favorisant pas la création d'un marché interne rentable. De ce fait, l'effet *trickle down* est complètement inopérant, les riches préférant investir les capitaux gagnés dans des marchés étrangers plus prospères (Acosta, 2016). C'est dans ce contexte que le concept d'Alberto Acosta prend tout son sens et que nous pouvons véritablement parler de « *la maldición de la abundancia* » (Acosta, 2009).

5.2. Perspective écologique

« *El extractivismo se basa en la explotación desmesurada de materias primas no renovables, lo que tiende a suponer un expolio de su propio sustento [...]. Por lo tanto, el extractivismo tiene una clara naturaleza caníbal* » (Burchardt, 2014 : p.10). Cette critique vigoureusement formulée par Burchardt souligne l'idée que l'extraction concerne des ressources qui ne se renouvelleront pas et que, par conséquent, le modèle ne peut pas être accepté comme une option de développement viable. Certains auteurs conçoivent l'extractivisme comme étant l'instrument d'un capitalisme prédateur voué à sa

propre autodestruction (Houtart, 2015b). De ce point de vue, qui correspond à une conception de durabilité très forte sur l'échelle proposée par Gudynas (2011), l'exploitation des matières premières non-renouvelables est une aberration, la comprenant comme la première étape d'un système entier basé sur la surconsommation de ces ressources. Dans cette optique, le fait d'exploiter ces ressources est équivalent à se faire *hara kiri* vu que, non-seulement, nous épuisons nos stocks de matières premières mais que l'exploitation et la consommation de celles-ci mettent en péril la capacité des autres ressources à se renouveler (Acosta, 2016 ; Gudynas, 2011 ; 2016 ; Houtart, 2015b ; Svampa, 2008).

En outre, la valorisation économique des ressources dans le système capitaliste actuel ne tient compte que des facteurs de production internes, tels que le coût d'exploitation ou de transport, et laisse le soin aux États et aux populations locales de gérer les externalités. Selon Gudynas (2013), ce schéma est la conséquence d'un « échange écologique inégal » entre les pays importateurs de la nature et les pays exportateurs de celle-ci. Selon nos auteurs, il faudrait tenir compte de tous les impacts sociaux et environnementaux produits sur le lieu d'extraction pour fixer le prix des matières premières; ce qui aurait pour conséquence de transformer substantiellement le commerce international (Acosta, 2016 ; Gudynas, 2013). En effet, reprenant le cas de l'Équateur, des chercheurs locaux ont analysé l'initiative *Yasuni-ITT* depuis la *multicriteria perspective* qui est une approche qui prend en compte les facteurs sociaux et environnementaux en plus des facteurs économiques. Selon cette étude, si les externalités étaient prises en compte, il serait beaucoup plus rentable de laisser le pétrole de la réserve sous terre que de l'exploiter; quand bien même il n'y aurait pas de compensations internationales (Burbano, et al., 2015).

Cependant, même dans l'hypothèse où les externalités seraient prises en compte dans la valorisation économique, les analystes, ayant une perspective de durabilité forte selon l'échelle de Gudynas (2011), soulignent qu'il existe des écosystèmes et des cultures qui ne peuvent pas être réparés. Par conséquent, ceux-ci devraient être protégés indépendamment du calcul coût/bénéfice et de son résultat (Bednik, 2013 ; Burchardt, 2014 ; Gudynas, 2011). Pour illustrer cette idée nous pouvons citer l'exemple de la biodiversité qui, une fois disparue, est impossible à récupérer ou de celui des peuples en isolement volontaire dont toute la complexité de la thématique nous a été démontrée par Escobar Jiménez (2012) qui met en évidence qu'il serait illusoire de penser qu'on pourrait conserver ces cultures intactes une fois celles-ci contactées.

Une dernière critique environnementaliste porte sur la conception même de la nature et sur la légitimité de l'exploiter. Les auteurs qui s'identifient à cette vision attribuent certaines valeurs à l'environnement et préconisent un mode de vie qui soit en harmonie avec celui-ci. François Houtart (2015b) livre un bel exemple de ce point de vue dans son ouvrage *El bien común de la humanidad* dans lequel il explique qu'il faudrait modifier les paradigmes de notre société qui traverse de multiples crises fondamentales : financière et économique, alimentaire, énergétique et climatique. Ces crises, qu'il

considère systémiques, sont le signal qu'il est temps de changer de perspective et d'adopter un paradigme nouveau, basé sur le respect de la nature, comme étant la source de la vie, de privilégier la valeur d'usage plutôt que la valeur de change, de généraliser le principe de démocratie et de promouvoir l'interculturalité.

5.3. Perspective sociale

Comme nous l'avons précisé précédemment, les exploitations extractivistes se construisent comme des enclaves qui vont dominer des territoires bien définis (Acosta, 2016 ; Gudynas, 2013 ; Svampa, 2013). Selon Svampa (2008), ces territoires seront ceux admis comme « sacrificables » par le pouvoir politique, du fait qu'ils ne sont pas des zones de fort habitat ou de production agricole exportatrice considérées comme « efficaces ». Dans cette optique, l'objectif politique consiste à rendre ces régions productives en allant chercher les ressources qui s'y trouvent et, souvent, indépendamment de la volonté des populations qui y habitent; ces régions étant généralement des groupes marginalisés et considérés comme des corporations qui militent contre le « bien commun » (Albuja & Dávalos, 2013 ; Svampa, 2008).

Cette organisation du territoire et les représentations qui la sous-tendent sont la cause de nombreux problèmes sociaux qui se matérialisent dans ces régions. Premièrement, les entreprises qui contrôlent ces zones deviennent de très puissants groupes d'intérêts (Acosta, 2016). En effet, les États extractivistes d'Amérique Latine basent leur économie sur l'exploitation des matières premières. Par conséquent, ils sont extrêmement dépendants des entreprises étrangères et de leurs technologies; ce qui a comme résultat que ces firmes internationales « *se convierten frecuentemente en poderosos grupos de poder empresarial frente a relativamente débiles Estados nacionales* » (Acosta, 2016 : p.10). Cette donnée se cristallise dans la capacité de lobbying de ces entreprises, du fait qu'elles ont les moyens d'influencer les politiques menées par les gouvernements. Durand ira même jusqu'à dire que « *se trata de una mano invisible en el Estado que otorga favores y privilegios y que luego, una vez obtenidos, tiende a mantenerlos a toda costa* » (comme cité dans Acosta, 2016 : p.11). Les mesures adoptées sont donc souvent favorables aux firmes transnationales et se caractérisent par une diminution des droits sociaux et par un allègement des normes de protections environnementales (Gudynas, 2014).

Deuxièmement, on assiste à l'affaiblissement de l'État dans les zones enclavées; ce qui laisse place à un processus de déterritorialisation. Il est courant de voir le pouvoir central déléguer la charge de la gestion des demandes sociales des communautés locales aux entreprises extractivistes (Acosta, 2016). De cette manière, ces populations, déjà marginalisées, se voient subordonnées à l'emprise des firmes internationales qui exercent leur pouvoir sur les enclaves en marge de la loi qui s'applique sur le

reste du pays (Acosta, 2016). Cette situation conduit à de nombreux conflits et à une remise en question profonde de la légitimité de l'État par les habitants des zones enclavées.

Par ailleurs, l'extractivisme se caractérise par de nombreux processus violents commis tant par les États que par les entreprises. Pour Gudynas:

« Se desea hacer explícito que esas violaciones no son una consecuencia inesperada o fuera de control en algunos tipos de aprovechamiento de recursos naturales. Al contrario, son una condición de necesidad para poder llevar adelante [esos] emprendimientos [...]. Dados esos graves efectos, esos emprendimientos sólo pueden concretarse aprovechando vías ilegales, diferentes formas de corrupción, o la violación de distintos derechos. Por lo tanto, la extrahección no es una consecuencia, sino una necesidad inevitable para imponer esas acciones » (Gudynas, 2013 ; p.15).

L'auteur élabore, par ailleurs, le concept de *extrahección* qui sert à designer les processus d'appropriation de ressources qui ne peuvent avoir lieu sans la violation de droits fondamentaux. Celui-ci divise ces droits en deux catégories: les droits environnementaux, qui se voient violés quand on touche au droit relatif à une bonne qualité de vie, à un environnement sain ou aux droits de la nature ; et les droits de l'homme (Gudynas, 2013). Dans une perspective sociale, l'*extrahección* se caractérise par la judiciarisation des leaders locaux qui doivent affronter de nombreux procès ayant pour but de les épuiser de sorte à empêcher l'émergence de contres pouvoirs (Gudynas, 2013). De plus, il y a une véritable criminalisation de la protestation sociale, les contestataires se voyant affublés de l'adjectif de terroristes ou de traîtres à la nation (Albuja & Dávalos, 2013 ; Gudynas, 2013). Cette situation est particulièrement visible en Équateur, le gouvernement en place présentant le mouvement indigène comme une corporation d'individus qui luttent en faveur de l'intérêt de leur groupe et contre le bien commun (Albuja & Dávalos, 2013). En augmentant l'intensité de la réponse, il n'est pas rare de voir entrer en action des forces de sécurité paramilitaires engagées par les entreprises privées ou par l'État afin de canaliser les révoltes sociales et de permettre que l'exploitation des ressources puisse avoir lieu (Acosta, 2016 ; Gudynas, 2013). Il est possible de trouver des exemples des exactions que nous venons de citer dans la plupart des pays extractivistes d'Amérique Latine, même ceux se proclamant socialistes et défenseurs des droits des peuples. Ce constat a mené certains auteurs à considérer qu'il ne peut y avoir d'extractivisme sans une lutte pour l'appropriation du territoire et sans violences (Acosta, 2015 ; 2016 ; Burchardt, 2014 ; Gudynas, 2013).

Au vue des différents éléments que nous venons d'évoquer, les analystes ont constaté l'essor de nombreux conflits sociaux dans les territoires enclavés où a lieu l'exploitation des matières premières (Albuja & Dávalos, 2013 ; Acosta, 2016 ; Gudynas, 2013 ; Legeard, 2014). Dans un premier temps, les revendications ont porté sur le respect du droit et de la justice (Svampa, 2011). Considérons le cas équatorien, la constitution du pays accorde un grand nombre de droits qui englobent les demandes

historiques des mouvements sociaux et leur accorde leur « mot à dire » pour ce qui est de l'exploitation de leur territoire (Becker, 2011). L'article 57§7 de la Constitution établit clairement que:

« Art. 57. Se reconoce y garantizará a las comunas, comunidades, pueblos y nacionalidades indígenas [...] los siguientes derechos colectivos : [...]

7. La consulta previa, libre e informada, dentro de un plazo razonable, sobre planes y programas de prospección, explotación y comercialización de recursos no renovables que se encuentren en sus tierras y que puedan afectarles ambiental o culturalmente ; participar en los beneficios que esos proyectos reporten y recibir indemnizaciones por los perjuicios sociales, culturales y ambientales que les causen. [...] » (Asamblea Constituyente, 2008 : p.41).

Selon Albuja et Dávalos (2013), cette disposition n'est pratiquement jamais respectée, soit parce que la consultation n'a pas lieu, soit parce que le processus de libre information n'a pas été fait de manière honnête. Ces manquements à la loi combinés à une mauvaise redistribution des revenus ont conduit à l'émergence de conflits principalement liés à l'accès et au contrôle des ressources (Svampa, 2011).

Dans ce contexte, il y eu une reprise des revendications par les mouvements écologistes qui se sont associés à ces luttes locales mêlant le discours indigéniste et la perspective environnementaliste. Cette relation a transformé les revendications donnant naissance à un « tournant écoterritorial » (Svampa, 2011). Selon Svampa (2011), la perception actuelle qu'ont les acteurs de leur combat est le résultat d'une négociation entre différentes tendances idéologiques qui se sont unies au vue de leurs intérêts réciproques afin de créer un front commun.

Ces mouvements ont élaboré un discours collectif opposé au paradigme productiviste classique qui se fonde sur quatre points (Svampa, 2011):

- Le bien commun: ce concept exige que soient retirées du marché les ressources constituant un patrimoine culturel, social ou naturel.
- La justice environnementale: c'est le droit à un environnement sûr, salubre et productif.
- Le *Buen Vivir*: est une référence à un mode de vie communautaire basé sur les dogmes de communautés ancestrales et qui sert de référent commun à tous les mouvements.
- Le droit de la nature: fait de considérer la nature comme un sujet de droit et de veiller à la survie des espèces et des écosystèmes.

Joan Martinez-Alier (2014) distingue trois courants d'écologismes. Le premier courant, le culte de la vie sylvestre, se préoccupe principalement de la préservation de la nature, voyant d'un mauvais œil la croissance économique et démographique. Le deuxième, celui de l'écoefficienne, milite pour une utilisation efficiente des ressources et un contrôle de la contamination. Il se base sur des concepts tels

que « la modernisation écologique » ou le « développement durable »⁷ (Svampa, 2008). Le troisième et dernier courant, celui de « l'écologie populaire », naît en réponse aux conflits environnementaux causés par « *la reproducción globalizada del capital, la nueva división internacional y territorial del trabajo y la desigualdad social* » (Svampa, 2008 : p.7). Cette vision se caractérise par le développement d'un langage divergent par rapport au territoire et à sa conservation (Svampa, 2008). Par conséquent, nous pouvons considérer que les mouvements actuels de lutte contre l'extractivisme ont une approche d'écologie populaire ou l'« écologisme des pauvres ».

Selon Svampa (2008), les mouvements socio-environnementaux Latino-américains se caractérisent par une cristallisation des luttes autour du territoire et exigent une « démarchandisation » des biens communs; ce qui est totalement opposé à la vision écoefficiente. Par ailleurs, ces mouvements utilisent l'action directe non-conventionnelle comme instrument de revendication vu que les outils conventionnels étatiques, tels que la loi et la justice, se sont montrés inopérants. De plus, ils emploient un mode de décision basé sur la discussion et la démocratie directe limitant fortement les hiérarchies. En outre, ils exigent tous l'autonomie de gestion sur leur territoire et l'autodétermination. Finalement, leurs revendications portent sur une arène « multi-échelle » atteignant aussi bien les niveaux locaux, nationaux qu'internationaux.

En conclusion du présent chapitre, nous pouvons affirmer que pour les auteurs que nous avons consulté, l'extractivisme entretient le sous-développement (Acosta, 2015 ; 2016 ; Svampa, 2008). En effet, il est légitimé par le fait d'être la source d'énormes entrées de devises dans les pays primo-exportateurs mais il ne produit, selon les analystes, que des effets pervers qui nuisent aux pays du sud et empêchent leur industrialisation et leur sortie de la périphérie du capitalisme. Il s'assortit, par ailleurs, de conséquences environnementales et sociales qui ne font que reproduire le schéma colonial sous lequel le continent a vécu depuis le XVIème en maintenant et en justifiant les structures de pouvoir et de domination qui dirigent ces sociétés. De plus, le système ne fait qu'alimenter un modèle capitaliste cannibale qui est entrain de dévorer plus de ressources que le monde n'est capable d'en produire dans le but d'assouvir la soif consummatrice du centre détenteur du capital. Cependant, selon les auteurs, les voix des communautés opprimées s'élèvent pour défendre leur environnement et leur droit de vivre dans un milieu sain proposant des alternatives basées sur une existence en harmonie avec la nature et sortant du système capitaliste mondial et de tous ses maux. En effet, « *los primeros importan naturaleza, los segundos la exportan. Los primeros son desarrollados, los otros no* » (Acosta, 2015).

⁷Ce courant peut correspondre à une durabilité faible ou à une durabilité forte selon la catégorisation proposée par Gudynas (2013) mais aucunement à une durabilité très forte.

Chapitre 6: Pour une transition

Au vue du constat que nous venons de dresser, tous les analystes de l'extractivisme plaident pour une transition vers des modèles de développement post-capitalistes qui permettraient de sortir de cet engrenage mondial inégalitaire et autodestructeur. Dans cette perspective, certains auteurs mettent en avant les propositions alternatives qui foisonnent au niveau local partout dans le monde voyant dans ces « niches d'innovation » la voie salvatrice pour surmonter les tares sociales et environnementales du capitalisme (Svampa, 2013). Ces nombreux modes de vies qui se caractérisent par la recherche d'une vie plus harmonieuse prennent de l'ampleur et se répandent. A titre d'exemple, nous pouvons citer le *Buen Vivir* en Amérique-Latine, l'*Ubuntu* en Afrique ou le *Swaraj* en Inde (Acosta, 2016).

Cependant, la transition ne peut avoir lieu que si la société dans son ensemble modifie sa manière de voir le monde et remet en question son mode de consommation ainsi que la relation globale qu'elle a avec son environnement. Il faut donc que les mentalités changent (Svampa, 2013) à la faveur de l'apparition d'un nouveau paradigme dominant basé sur une relation totalement différente avec la nature (Houtart, 2015b).

Pour favoriser l'émergence de ces modèles, il est donc nécessaire de renforcer les capacités d'action et de mobilisation des organisations locales de sorte à leur permettre de faire entrer leurs revendications dans l'agenda politique (Acosta, 2015 ; Svampa, 2008). D'un autre côté, il faut que les demandes sociales et politiques des mouvements sociaux évoluent de sorte à porter sur les modèles alternatifs qu'ils promeuvent. En effet, ceux-ci trouvent leur fondement dans une dynamique de lutte en contre du modèle dominant qui est venu interférer avec leur mode de vie. Par conséquent, la principale préoccupation de ceux-ci est de préserver leur territoire et leur façon de vivre concentrant leur combat sur eux-mêmes et non sur la promotion de leur savoir vivre à l'échelle de toute la société (Acosta, 2016).

Par ailleurs, l'autre point qui obtient l'unanimité est qu'il faut implémenter un modèle de développement post-extractiviste en Amérique Latine (Acosta, 2016 ; Svampa, 2013). Cette proposition est la suite logique de la sortie du capitalisme. Dans cette optique, les auteurs préconisent une utilisation modérée des ressources disponibles sur les territoires basée sur la valeur d'usage et non sur la valeur d'échange. Bien que l'extraction de matières premières soit tolérée, les exploitations à grande échelle sont évidemment prescrites. De plus, l'extraction ne doit se faire que si les impacts environnementaux sont minimes et que la nature a la capacité suffisante pour se régénérer dans sa globalité par après (Acosta, 2016 ; Houtart, 2015b). En outre, la répartition des bénéfices (monétaires ou matériels) de cette exploitation doit se faire sur une base sociale égalitaire et une planification à long terme (Acosta, 2016).

Le modèle de transition majoritairement préconisé est celui du *Buen Vivir*. Ce concept se base sur le mode de vie des communautés indigènes et leur rapport à la nature, tout en mettant en avant des

objectifs de bien-être liés à l'harmonie et à la réalisation de soi plutôt qu'à des impératifs économiques. Cette notion fait véritablement l'unanimité puisqu'elle est promue autant par les penseurs de l'extractivisme que par les gouvernements progressistes. Donner une définition claire de celle-ci et exposer toutes ses implications est une nécessité pour approfondir la discussion et la compréhension des alternatives proposées au développement classique depuis le continent sud-américain. Cependant, au vu de toutes les controverses existant sur le sujet, ce travail pourrait faire l'objet d'un autre mémoire ce qui dépasse largement la brève présentation que les limites de ce travail nous permettent. Par conséquent, nous nous limiterons à préciser que, au vu de la bibliographie que nous avons consulté et de notre expérience sur le terrain, le *Buen Vivir* est un nouveau *buzzword* dans l'arène développementaliste latino-américaine tel que défini par Cornwall (2007) : « *Development's buzzwords gain their purchase and power through their vague and euphemistic qualities, their capacity to embrace a multitude of possible meanings, and their normative resonance* » (Cornwall, 2007 : p.472). En effet, nous pensons que l'unanimité qui règne autour de cette proposition, tant au niveau de la société civile que des pouvoirs publics, est principalement due au fait que chaque acteur a sa propre définition de celle-ci. De ce fait, nous appuyons l'analyse de Svampa (2011) qui considère le *Buen Vivir* comme étant un référent qui permet de regrouper tous les acteurs autour d'une cause commune.

Par ailleurs, les auteurs postulent que la reconnaissance des droits de la nature est un impératif pour mener à bien la transition. A l'heure actuelle, l'Équateur est le seul pays au monde à avoir intégré un concept similaire dans sa Constitution (Gudynas, 2011). Ces droits sont définis dans l'article 71 de la Constitution équatorienne de 2008 comme suit:

« Art. 71. *La naturaleza o Pacha Mama, donde se reproduce y realiza la vida, tiene derecho a que se respete integralmente su existencia y el mantenimiento y regeneración de sus ciclos vitales, estructura, funciones y procesos evolutivos [...]* » (Asamblea Constituyente, 2008).

Cette disposition fait de la nature un sujet de droit lui attribuant des droits et contraignant l'État, les populations et les entreprises à veiller sur elle. De plus, l'article établit que celle-ci doit être conservée pour son essence même et non pour des raisons relatives à la vie humaine telles que les mesures promouvant la conservation de l'environnement dans le but de maintenir le milieu sain et salubre pour les populations (Svampa, 2011).

Tenant compte de tous les éléments que nous venons de citer, nous pouvons considérer que les auteurs ont une approche de durabilité très forte selon l'échelle de Gudynas (2011). Cette perspective suppose une remise en question profonde de la société, situant la discussion dans des sphères socio-politiques. Il n'est pas simplement question de la pratique économique consistant à extraire des ressources naturelles pour laquelle on se prononce en faveur ou en contre, en fonction de l'importance qu'on donne à l'économie au détriment du social et de l'écologique, mais d'une critique profonde de tout ce que la société capitaliste dominante représente.

Les analystes de l'extractivisme que nous avons consultés proposent un nouveau paradigme de pensée. Ils préconisent l'abandon de l'approche anthropocentrée « pour [laquelle] la nature est valorisée par son utilité ou le bénéfice qu'elle représente pour l'homme » (Gudynas, 2011 : p.25) en faveur d'un paradigme biocentré « dans [lequel] la vie humaine comme non-humaine est une valeur en soi » (Gudynas, 2011 : p.25). Cette perspective est à mettre en relation avec un courant plus global de penseurs qui militent de par le monde pour le post-extractivisme dans le sud et pour la décroissance dans le nord basant leur raisonnement sur le constat de l'échec du capitalisme à créer des sociétés plus justes et épanouies (Acosta, 2016). De fait, Serge Latouche⁸ (2004), adresse des critiques, tout aussi virulentes que nos auteurs, au système économique mondial et à ses nombreuses conséquences. Il considère qu'il est temps de penser des alternatives au développement; idée que nous retrouvons chez les analystes qui nous occupent.

Chapitre 7: L'extractivisme comme doctrine politique

Tous les penseurs de l'extractivisme que nous avons analysés ont en commun le fait qu'ils expriment une critique profonde de cette sorte d'extraction des matières premières qu'ils considèrent être le premier maillon d'un système global, le capitalisme (Gudynas, 2013). Selon leurs écrits, les pressions énormes que subissent actuellement les écosystèmes de tous les continents ainsi que le dérèglement climatique qui menace la survie de l'humanité sont inhérentes à ce système. Il en va de même des nombreux conflits sociaux qui ébranlent tant les sociétés du nord que du sud, ceux-ci étant la conséquence d'une structure sociale profondément inégalitaire et élitiste (Houtart, 2015b). Bien que de nombreuses tentatives, telles que les droits sociaux, la promotion du développement durable ou l'idée de responsabilité sociétale des entreprises, soient implémentées de sorte à diminuer au maximum ces points négatifs, force est de constater qu'elles se sont montrées incapables de résoudre les problèmes, ceux-ci devenant même de plus en plus aigus. Face à cette réalité, des penseurs comme Houtart (2015b) affirment que ces différentes crises sont une composante du système et que celui-ci ne peut en aucun cas exister sans elles. Par conséquent, la solution ne peut résider que dans un changement de modèle. En effet, en approfondissant l'analyse, tous les conflits auxquels nos sociétés font face actuellement ont comme toile de fond une remise en question du paradigme capitaliste-productiviste dominant, même si cette remise en cause est bien souvent tacite. Dans cette perspective, nous assistons à une dispute entre plusieurs paradigmes. C'est dans ce contexte que les penseurs que nous avons étudiés forgent leurs critiques et élaborent leurs propositions de transition vers un système qui corrigerait, selon eux, les tares de ce modèle que nous impulsions depuis la fin du XIX^{ème} et qui aujourd'hui a atteint ses limites.

⁸Economiste français théoricien du concept de décroissance.

Par conséquent, notre analyse nous mène à considérer que l'extractivisme est bien plus qu'un simple concept académique qui sert à décrypter une situation bien précise, celle d'un type d'extraction de ressources. A l'inverse, nous pensons que ce concept est l'instrument à travers lequel les analystes cristallisent et argumentent leur position politique. De ce fait, bien que nous ne remettions nullement en question la qualité des études produites, nous considérons que la notion d'extractivisme est la clef de voûte qui sert de support à toute une pensée politique. En effet, aucun auteur ne laisse planer de doute quant à sa position personnelle par rapport à cette question, le but des leurs recherches étant de démontrer pourquoi l'extractivisme est mauvais et d'appuyer les alternatives promues.

A la suite de tous les éléments que nous avons présentés dans cette deuxième partie, il est clair que nous avons à faire à une proposition politique complète mobilisant des doctrines et des pratiques politiques. Par conséquent, il est possible de comprendre le point de vue des auteurs en le soumettant à l'analyse structurale et syntagmatique.

Les propositions formulées ont une vision globale invitant toute l'humanité à modifier ses paradigmes de pensée de sorte à promouvoir un système mondial plus harmonieux et soutenable. Cette approche propose donc une conception du « nous » se référant aux hommes dans leur ensemble, indépendamment des autres critères qui servent à catégoriser notre espèce. De ce fait, la fonction d'identification se caractérise par une proposition inclusiviste.

Par ailleurs, les auteurs proposent de recentrer nos sociétés sur une échelle locale promouvant les systèmes de vie des communautés paysannes et indigènes. De plus, ils appellent au respect de l'interculturalité et des différentes organisations sociales (Houtart, 2015b). Le pôle dominant est donc celui de la périphérie. Par conséquent, nous pouvons affirmer que les théoriciens répondent à la question « Qui sommes-nous ? » en promouvant un modèle « inclusiviste-périphérique ».

Les auteurs promeuvent la généralisation des droits de la nature établissant que celle-ci a des valeurs propres qui doivent être respectées. Dans cette optique, ils invitent à suivre le modèle du *Buen Vivir* qui se base sur les principes de vie issus des dogmes des peuples originaires de la région. De plus, ils plaident pour mettre fin à l'approche anthropocentrée dans laquelle l'homme est la référence au profit d'une approche biocentrée où la nature dans son ensemble est érigée comme valeur et où l'homme n'est qu'un des nombreux éléments qui la composent. Cette optique est hétéroréférentialiste remplissant la fonction de légitimation par la promotion de valeurs issues d'un « quelque chose » supérieur, la nature ou la *Pacha Mama*, qui a ses messagers, les peuples originaires, et ses théoriciens, nos penseurs.

En outre, les propositions que nous avons exposées plaident pour un renforcement des capacités des organisations de la société civile considérant celles-ci comme les institutions promouvant le « bon modèle ». En opposition, l'État est présenté comme une partie du problème vu que celui-ci est le promoteur du paradigme capitaliste dominant qui est la cause des maux qu'il faut combattre. Dans cette perspective la fonction d'initiation est remplie par la société civile. Par conséquent, la question

« Pourquoi vivons-nous ensemble ? » trouve sa réponse dans une vision « hétéroréférentialiste-société civile ».

Les principales préoccupations des auteurs résident dans les conséquences produites par le modèle dans son ensemble et dans les problèmes rencontrés par les sociétés qui y font face. Ils se positionnent en faveur d'un changement de paradigme de sorte à promouvoir une société plus pacifique et avec des modes de production et de consommation soutenables. Dans le discours proposé, l'individu en lui-même n'est que très faiblement appréhendé de manière isolée c'est pourquoi nous pensons que, pour les théoriciens de l'extractivisme, la fonction de rationalisation met en avant une perspective holistique.

Pour ce qui est de la fonction de production, nous avons amplement démontré que le fondement des critiques qui s'élèvent en contre du système dominant repose sur le rapport de domination que celui-ci établit. Le marché étant l'instrument à travers lequel le capitalisme se met en place, il est également au centre de toutes les critiques. De plus, les auteurs plaident clairement pour une production locale fondée sur la valeur d'usage plutôt que sur la valeur d'échange proposant de suivre les théories de Keynes et de restreindre le marché mondial à quelques biens et services très limités (Acosta, 2016). Nous affirmons donc que la proposition politique des penseurs de l'extractivisme plaide pour que la fonction de production soit remplie par le terroir. Répondant à la question « Comment produisons-nous ? » par une approche « holisme-terroir ».

L'extractivisme se caractérise par la création de peu d'emplois et une technicisation du marché laboral du fait que le faible nombre de places de travail qu'offrent ces exploitations sont destinées à des techniciens hautement spécialisés qui se répartissent de très hauts salaires. Cette situation entraîne de nombreux reproches qui mettent en exergue un mauvais partage du secteur économique réservant la source de production très lucrative à une élite spécialisée et laissant les secteurs peu productifs au reste de la population. Les analystes préconisent donc la facilitation de l'accès aux secteurs produisant de grands bénéfices. Par conséquent, ils plaident pour remplir la fonction d'évaluation de façon égalitaire.

Dans la même optique, ils critiquent aussi fortement la distribution des bénéfices faite par les gouvernements extractivistes classiques que par les gouvernements progressistes. Les premiers réservant l'excédent au capital et les seconds investissant ceux-ci dans des politiques sociales. Le problème des théoriciens étant que les territoires au sein desquels l'exploitation a lieu se constituent comme des enclaves de populations marginalisées. Ils plaident pour une distribution qui tiendrait plus fortement compte des communautés « sacrifiées ». Cette critique se fonde sur le fait que ces groupes doivent supporter les externalités inhérentes à l'exploitation ce qui leur donne le droit de recevoir une juste compensation. Par conséquent, leur plaidoyer demande que la fonction de distribution soit gérée sur une base territoriale. Ils répondent donc à la question « Comment redistribuons-nous les richesses » par une approche « égalitaire-territorialiste ».

Tenant compte du présent développement, si nous positionnons les propositions politiques des penseurs de l'extractivisme dans la matrice de Verjans nous obtenons:

Qui sommes-nous ?		Fonction d'identification		Pourquoi vivons-nous ensemble ?		Fonction de légitimation	
		Inclusivisme	Exclusivisme			Auto-référentialisme	Hétéro-référentialisme
Fonction de protection	Centre			Fonction d'initiation	Etat		
	Périphérie	X			Société civile		X
Comment produisons-nous ?		Fonction de rationalisation		Comment distribuons-nous la richesse ?		Fonction d'évaluation	
		Individualisme	Holisme			Egalitarisme	Elitisme
Fonction de production	Marché			Fonction de distribution	Centre'		
	Terroir		X		Périphérie'	X	

Afin de compléter cette première analyse, nous mettrons en avant l'articulation syntagmatique qui existe entre les différentes idées défendues.

Les théoriciens donnent la priorité à la critique qui porte sur les conséquences du modèle extractiviste: l'environnement et les dangers qu'il fait peser sur la survie des écosystèmes. Cette préoccupation domine en effet toutes les autres étant donné l'urgence que les auteurs attribuent à cette situation. Une très grande importance est également donnée à la répartition de l'excédent et à la situation précaire dans laquelle vivent les populations des territoires enclavés subissant tous les désagréments mais ne participant que de façon marginale aux bénéfices.

Les valeurs qui régulent les groupes sociaux sont mises en avant mais elles ne sont pas un élément essentiel dans l'analyse. En effet, aucun des auteurs consultés n'approfondit son exposé sur l'impact qu'a l'individualisme dans les modes de consommation capitaliste, qu'ils critiquent tous par ailleurs. En outre, la cause identitaire est pratiquement inexistante en tant que telle. Aucune revendication ne porte vraiment sur celle-ci, les communautés indigènes étant mises sur un pied d'égalité avec tous les autres groupes locaux.

Par conséquent, l'articulation syntagmatique des doctrines des penseurs de l'extractivisme équivaut à:

Hétéroréférentialisme > Egalitarisme > Holisme > Inclusivisme

Cette priorisation permet de comprendre la façon dont les propositions vers la transition s'articulent et pourquoi le débat porte principalement sur une dimension économique.

En conclusion, le concept de l'extractivisme est l'instrument d'une très forte critique envers le système capitaliste et ses structures de domination. Les études qui s'y rapportent ont donc comme objectif de démontrer tous les inconvénients que peut avoir l'exploitation de ressources naturelles et de proposer un modèle alternatif. Par conséquent, il s'agit d'une thématique très politisée sur laquelle il est pratiquement impossible d'obtenir une étude véritablement neutre tant le sujet polarise la société entre partisans et opposants (Gudynas, 2014).

Ce nouveau courant de pensée, héritier des philosophies révolutionnaires du XXème siècle, se considère comme le porte-parole des peuples opprimés. Ceux-ci se soulevant dans toute l'Amérique-Latine pour défendre leur conception du bien être basée sur le respect de leur environnement et de l'égalité.

TROISIEME PARTIE: LE DEBAT EQUATORIEN

Cette première approche compréhensive basée sur les études relatives à l'extractivisme est très riche d'enseignements. Celle-ci nous permet de prendre conscience des nombreuses conséquences liées à ce type d'exploitation et d'appréhender les conflits qui divisent les sociétés Latino-Américaines sous un angle nouveau.

Selon les spécialistes de la question, nous sommes face à un débat qui a comme enjeu une remise en cause complète de tous les fondements qui organisent la société. En effet, les mouvements locaux se soulèvent pour revendiquer le droit de vivre selon des règles différentes qui sont plus respectueuses de leur environnement. Le contexte actuel étant le résultat de la rencontre entre les organisations

écologiques et les mouvements de lutte pour le territoire, nous voyons émerger un paradigme nouveau qui peut être caractérisé comme écoterritorial (Svampa, 2011). Cette conception du monde naissante uni les organisations urbaines et les mouvements ruraux autour d'un idéal de vie commun qui suppose le respect de la nature et une distribution égalitaire des ressources. De plus, ces mouvements semblent revendiquer une transformation complète de nos systèmes de consommation prescrivant la priorisation des produits locaux et la fin de ce consumérisme capitaliste qui reproduit les structures de domination nord-sud.

Dans le cadre de cette recherche nous nous intéresserons particulièrement à l'Équateur. Ce pays, l'un des plus petits d'Amérique du sud, gouverné par Rafael Correa depuis 2006, fait partie des États progressistes. Depuis l'arrivée au pouvoir d'*Alianza País*, le parti du président, le cadre institutionnel national a complètement changé, se caractérisant par un retour de l'État dans tous les secteurs de la société et par l'implémentation de politiques allant à l'opposé des mesures préconisées par les institutions de Bretton Woods (Albuja & Dávalos, 2013). En effet, le pouvoir central a pris une place prépondérante dans l'économie en décidant de réguler le marché et a massivement investi dans des politiques sociales qui ont réussi à généraliser l'accès à l'éducation et à la santé ainsi qu'à faire sortir plusieurs millions de personnes de la pauvreté (Houtart, 2015a). De plus, le pays s'est doté d'une nouvelle Constitution en 2008. Celle-ci est reconnue par de nombreux analystes comme étant l'une des plus « avant-gardiste » du monde (Becker, 2011 ; Gudynas, 2011). Elle propose de nombreuses innovations telles qu'une division en cinq des pouvoirs, donnant une responsabilité de contrôle à la société civile, ou la reconnaissance du droit des peuples indigènes à vivre selon leurs lois. Par ailleurs, c'est la seule Constitution à reconnaître des droits à la nature et à établir qu'il faut vivre en harmonie avec celle-ci (Gudynas, 2011).

De plus, l'Équateur est également le pays qui a vu naître et disparaître l'initiative *Yasuní-ITT*. Cette proposition a suscité l'intérêt de nombreuses organisations écologiques dans le monde. Par ailleurs, pour la première fois dans un pays pétrolier, elle a fait entrer dans le débat public la possibilité de laisser le pétrole sous terre. Selon des sondages, une très grande majorité de la population était favorable à l'initiative et était disposée à ce qu'elle soit prolongée même si elle ne recevait pas de financements internationaux (Labarthe, 2013). Labarthe (2013) voyait même la possibilité que celle-ci soit reprise à un niveau local. En outre, un collectif de la société civile, *Yasunidos*, se forma dès l'annonce de la fin de l'initiative en août 2013 pour défendre le projet. Ses membres se mobilisèrent pour récolter des signatures dans le but de demander un scrutin national visant à proposer la continuité de celle-ci. Bien qu'un nombre suffisant de signatures aient été récoltées le référendum n'eut pas lieu étant donné que le *Consejo Nacional Electoral*⁹ invalida les formulaires utilisés (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

⁹Cinquième pouvoir inscrit dans la Constitution de Montecristi de 2008, le CNE est chargé de veiller à la conformité et à l'organisation de toutes les consultations populaires.

Le fait que l'Équateur soit le berceau de l'initiative *Yasuni-ITT* et qu'il soit le théâtre d'une forte contestation sociale fait de ce pays un parfait sujet d'étude pour appréhender tous les enjeux liés à l'exploitation du pétrole. En effet, de premier abord, il semble être un terrain idéal pour constater la confrontation de paradigmes expliquée par les penseurs de l'extractivisme.

Comme nous l'avons expliqué dans la partie consacrée à la méthodologie, nous avons interrogé des acteurs représentant les divers groupes d'intérêts dans le débat par rapport à la gestion des ressources pétrolières dans le pays. Dans le cadre de cette recherche, nous nous servirons de la grille d'analyse que nous offre l'approche structurale et syntagmatique afin de déterminer la position politique de chaque acteur et de fournir une vision globale de la dispute qui a lieu dans le pays. Par ailleurs, nous mettrons à l'épreuve les affirmations des analystes de l'extractivisme qui conçoivent le conflit actuel comme une opposition entre un paradigme productiviste anthropocentré et un paradigme biocentré.

Dans le souci de ne pas augmenter plus que nécessaire le nombre de pages du présent travail, nous utiliserons une version synthétisée de la matrice proposée par Verjans. Notre nouvelle grille se présentera comme suit:

Qui sommes-nous?		Pourquoi vivons-nous ensemble?	
Comment produisons-nous?		Comment distribuons-nous la richesse?	
Syntagme			

Par ailleurs, dans le but d'avoir une vision qui soit le plus complète possible, nous avons porté notre analyse sur trois échelles différentes: locale, nationale et internationale. En effet, les acteurs issus de chacune de ces strates font référence à ceux se trouvant sur les autres niveaux pour se légitimer. Par conséquent, il n'y a pas de séparation nette entre ces échelles et il serait impossible de comprendre tous les éléments du débat ainsi que le discours des acteurs sans porter notre attention sur l'entièreté de ceux-ci.

Cependant, rencontrer tous les acteurs de notre arène constitue une tâche gigantesque et impossible au vu des limites de ce travail. C'est pourquoi nous avons sélectionné un échantillon comprenant les acteurs les plus influents. Nous avons également veillé à avoir un panel d'interviewés qui soit le plus représentatif possible des différents groupes formant notre terrain.

Dans cette partie nous analyserons les positions politiques de toutes les personnes que nous avons interrogées. Afin de clarifier l'exposé, nous diviserons cette présentation en fonction des catégories multiéchelles que nous avons définies afin de sélectionner nos intervenants. Premièrement, nous nous attarderons sur le point de vue des académiques locaux. Ensuite, nous présenterons le discours d'un membre d'une organisation internationale onusienne. Troisièmement, nous entreverrons la position

d'ONG internationales. Nous nous pencherons également sur le cas de l'entreprise privée. Puis nous présenterons les mouvements de la société civile. Finalement, nous examinerons les revendications des institutions et organisations locales.

Chapitre 8: Les académiques

Ainsi que nous avons pu le constater, les académiciens participent pleinement au débat concernant la gestion des ressources pétrolières. D'une part, ceux-ci se chargent de produire une certaine connaissance qui sert à alimenter la discussion et, *de facto*, à l'orienter. D'autre part, ils travaillent directement avec des organisations de la société civile et/ou des institutions gouvernementales. Par conséquent, ils forment véritablement un groupe d'intérêt qui influence fortement les autres acteurs.

Notre objectif était de nous entretenir avec trois de ces chercheurs: Alberto Acosta, Fander Falconí et Pablo Ortiz. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à prendre contact avec Fander Falconí qui est un ancien ministre de Correa et la personne qui avait été chargée de faire la promotion de l'initiative *Yasuní-ITT* auprès de la communauté internationale.

Alberto Acosta, quant à lui, est un personnage central dans la thématique qui nous préoccupe. En effet, il est un théoricien reconnu de l'extractivisme, nous nous sommes d'ailleurs amplement inspirés de ses travaux pour rédiger la deuxième partie, et il est également une personnalité publique très influente dans l'arène politique équatorienne.

Notre dernier intervenant, Pablo Ortiz, est un chercheur de renommée nationale extrêmement proche des mouvements indigènes. Il a travaillé aussi bien avec des organisations de coopérations internationales qu'avec des organisations plus locales.

Dans ce chapitre, nous allons analyser le discours des chercheurs que nous avons pu interviewer de sorte à comprendre leur système de détermination et de les positionner dans la matrice.

8.1. Alberto Acosta

Alberto Acosta est un économiste équatorien professeur à la FLACSO. Ses principaux travaux consistent à analyser l'extractivisme et à théoriser le *Buen Vivir*. Il fait partie d'un réseau mondial de chercheurs qui remettent en cause le développement conventionnel qu'il définit comme « *la búsqueda de un estilo de vida que permita resolver los problemas de la sociedad, inspirándose en los patrones de producción y de consumo de las actuales naciones industrializadas* » (Alberto Acosta, 13/06/2016).

Durant son plus jeune âge, il fut marqué par « l'illusion du pétrole » considérant cette ressource comme la solution pour sortir du sous-développement. Il partit étudier l'économie en Allemagne et se spécialisa dans la gestion d'entreprise et l'énergie. Une fois de retour en Équateur, il intégra les instances de décision de l'entreprise pétrolière nationale. C'est durant cette période qu'il entama une profonde remise en question du système. En 1982, il exprima pour la première fois dans un article ses doutes quant à la possibilité de développer le pays en basant l'économie sur l'exportation de matières premières. Cette première réflexion se fonda sur une analyse basée sur les théories dépendantistes et marxistes. Il préconisait un renforcement de l'État et la promotion de l'industrialisation afin de sortir de la dépendance. Avec le temps et l'expérience, sa pensée évolue. Désormais sa critique porte sur une analyse globale priorisant la thématique environnementale (Alberto Acosta, 13/06/2016).

Durant la dernière décennie, Acosta fut le premier ministre de l'énergie et des mines du gouvernement de Rafael Correa. En 2007, il renonça à cette charge afin de devenir le président de l'Assemblée Constituante qui était chargée de rédiger la nouvelle loi fondamentale du pays. Selon Gudynas (2011), c'est à lui qu'on doit les nombreuses innovations qui s'y trouvent. Finalement, il quittera le parti de la majorité à cause de désaccords portant sur la politique pétrolière et deviendra une figure de l'opposition.

Par conséquent, il est un personnage très important sur la scène équatorienne et il participe pleinement au débat. Ses opinions sont lues et reproduites par de nombreux acteurs, tant au niveau local qu'international. L'analyse structurale de sa proposition politique est, donc, particulièrement pertinente dans cette recherche.

Alberto Acosta fonde la légitimité de son discours sur une approche hétéroréférentialiste. En effet, lors de notre entretien, il nous a affirmé:

« Carlos Viteri Gualinga, él es de Sarayaku, defendía a capa y espada [...] la integridad de la selva. Decía que lo único estratégico era la vida y no el petróleo. [...]. Yo aprendí mucho de la Amazonia, desde el mundo indígena, gracias a la amistad con él [...]. Con él sobretudo [...] comprendí que realmente la Amazonia no eran recursos naturales, la Amazonia era vida. Entonces esos son procesos que uno va dando paulatinamente. Todavía nuestras elites, nuestros gobernantes, mucha gente en nuestro país, ve la Amazonia y enseguida se les prefigura ese verde como verde dólar. Cuando no entienden que ese es verde vida. Para llegar a eso pasa mucho tiempo, parte de un proceso. Hay gente que lo ha hecho porque tiene más capacidad. Como ha sido este grupo de jóvenes, hombres y mujeres, Yasunidos, que asumieron rápidamente la defensa de la Amazonia y de la vida. » (Alberto Acosta, 13/06/2016)

Dans ce discours, nous percevons que la valeur fondamentale se trouve dans la nature, ou l'Amazonie, ce qui n'est pas compris par tout le monde. Par ailleurs, nous pouvons également identifier que les peuples indigènes sont considérés comme les sages qui connaissent la « vérité fondamentale »

et qui la divulguent. Finalement, Acosta précise qu'il n'y a que certaines personnes qui réussissent à comprendre la signification réelle des choses, ceux qui sont les plus capables. Ces nombreuses références font écho à une perception de la nature comme étant la source de valeurs fondamentales que seuls quelques-uns réussissent à interpréter. Par conséquent, ce postulat fonde sa légitimité sur des valeurs qui sont extérieures à la société elle-même.

De plus, l'interviewé encense le collectif *Yasunidos*, le présentant comme étant l'exemple à suivre. Selon lui, celui-ci acquiert sa légitimité dans le fait qu'il regroupe des individus disposés à se mobiliser pour une cause commune. De plus, il préconise que cette mobilisation se fasse au travers de la création d'un mouvement social. À l'inverse, il est intéressant de noter que, pour lui, la défense de l'Amazonie ne passe pas par l'intégration d'une institution de l'État. Par conséquent, il préconise que la fonction d'initiation soit remplie par la société civile.

En outre, Acosta analyse l'exploitation des ressources naturelles comme étant un phénomène social:

« Para que veas que el asunto no solo es económico y político sino social y eminentemente cultural. La explotación del petróleo es parte de esta cultura que se ha instalado en nuestras naciones desde hace 500 años y no ha cambiado absolutamente nada. Hay países que creen que van a conquistar el bienestar de su población sobreexplotando la naturaleza. » (Alberto Acosta, 13/06/2016)

À travers cette citation nous pouvons clairement apercevoir que, pour lui, la question de l'exploitation des ressources naturelles repose sur des facteurs liés à la société dans son ensemble. C'est un acquis culturel général et c'est à un niveau national que se décident les modalités de production. Par conséquent, nous pensons qu'une perspective holistique est prédominante dans le paradigme de l'interviewé. De plus, mobilisant une approche inverse, il ne mentionne à aucun moment le rôle des individus en tant qu'entités séparées de la collectivité.

En ce qui concerne le clivage « marché-terroir », le chercheur a une position relativement ambiguë:

« Naturalmente, tú tienes que ir cambiando muchas cosas. No solo tienes que ir pensando en nuevas formas de insertarte en el mercado mundial. No solo produciendo y exportando materias primas sino productos terminados. Pero, ¿Qué productos terminados? ¿Para qué?

Luego tienes que ir cambiando los patrones de producción internos, tienes que comenzar a repensar las ciudades, tienes que comenzar a plantear respuestas desde la soberanía energética, desde la soberanía alimentaria, desde la soberanía económica. Enormes procesos de transición. » (Alberto Acosta, 13/06/2016)

Dans un premier temps, l'auteur préconise qu'il faut rester intégré dans le marché mais en changeant les biens qui seront exportés. Cependant, dans un deuxième temps, il précise que des changements profonds doivent être entrepris dans la matrice de production nationale de sorte à garantir la souveraineté alimentaire et le marché intérieur, entre autres. Cet impératif met l'accent sur la production locale et préconise une approche basée sur le terroir. L'interviewé précisera par ailleurs:

« Esto exige una gran estrategia de transición. Tú no puedes salir [del petróleo] de la noche a la mañana. Te lo voy a poner en crudo. Un gobierno que esté consiente de que hay que salir no puede dejar de explotar el petróleo de la noche a la mañana. Cerrar los campos de petróleo. Porque paralizaría la economía, le sacarían a patadas por bruto, como perro en misa. No duraría nada. [...] Hay que comenzar a limitar el extractivismo y de una manera planificada ir reduciendo la dependencia del extractivismo. » (Alberto Acosta, 13/06/2016)

Comme nous pouvons le constater, la proposition d'Acosta consiste à planifier méticuleusement la phase de transition. Dans cette optique, il propose de continuer à se servir des institutions déjà en place pour passer progressivement vers un autre modèle. Dans notre cadre analytique, nous pouvons considérer qu'il conseille de continuer à utiliser le marché afin de passer progressivement vers une dynamique de terroir. Par conséquent, nous pensons que le chercheur préconise un mode de production qui repose sur le terroir.

Considérant la fonction d'évaluation, Acosta se prononce de façon limpide:

« En donde hay pueblos y comunidades, no solo pueblos en aislamiento voluntario, sino pueblos y comunidades que no aceptan ninguna actividad extractiva, tampoco se puede dar paso al extractivismo. » (Alberto Acosta, 13/06/2016)

En proclamant que les peuples indigènes ont le droit de décider si une activité extractive peut avoir lieu ou non, Alberto Acosta admet que la gestion des biens de production doit appartenir à toutes les catégories de la société et pas seulement à une élite détentrice du pouvoir politique et symbolique.

De la même manière, le penseur ne transige pas au moment de trancher au niveau de la fonction de distribution:

« Alguien te dirá: ¿Bueno y de donde va a salir el dinero [si se cierran los pozos]? Pues ya no va a salir el dinero de la naturaleza como anteriormente. El dinero tiene que salir de los que más ganan y de los que más tienen. [...] Hay que redistribuir la riqueza para enfrentar el tema de la pobreza. » (Alberto Acosta 13/06/2016)

Comme nous pouvons le constater, il opte clairement pour une perspective périphérique affirmant que la richesse doit être répartie au sein des populations les plus marginalisées.

Finalement, il nous est impossible de positionner Acosta par rapport à la question « Qui sommes-nous? ». En effet, il ne répond pas de façon explicite à cette interrogation. Ses analyses dépendantistes pourraient nous faire penser qu'il est dans une optique « périphérie-exclusiviste ». Considérant l'Équateur comme un pays à la périphérie du capitalisme qui doit sortir du système. Cependant, cette proposition se situe dans un autre niveau d'analyse que celle des autres cadres et nous paraît hasardeuse. Par conséquent, nous ne la retiendrons pas. Néanmoins, ceci nous permet d'affirmer que cette préoccupation ne se situe pas dans les priorités de sa doctrine politique.

Au vue de l'entièreté de l'entretien que nous avons eu, nous pensons qu'Alberto Acosta met la priorité sur la nature et sa protection. En effet, cet élément est central dans tout son discours et sert de toile de fond à toute la discussion. Par ailleurs, une grande importance est également donnée à la société et à ses modes de production et de consommation. Le chercheur accordant beaucoup d'importance au travail de transition culturelle qui doit être entrepris.

La question de l'égalitarisme, quant à elle, n'apparaît que très tardivement dans le discours et n'a pas une place très importante dans celui-ci. Finalement, la fonction d'identification est complètement absente dans la réflexion; ce qui nous laisse supposer que l'interviewé ne lui accorde pas une grande importance.

Par conséquent, l'analyse structurale et syntagmatique de la pensée politique d'Acosta est:

Qui sommes-nous?	/	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Hétéroréférentialisme-Société Civile</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme-Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Hétéroréférentialisme > Holisme > Egalitarisme > (Inclusiviste/Exclusivisme)</i>		

8.2. Pablo Ortiz

Pablo Ortiz est un sociologue équatorien, professeur à la *Universidad Politécnica Salesiana*, qui a passé une partie de sa jeunesse dans l'Amazonie. De ce fait, il a une relation personnelle avec la thématique de l'exploitation du pétrole. Il base ses recherches sur le droit des peuples indigènes et dénonce les nombreux conflits qui font rage dans le pays. En outre, il est fortement lié aux mouvements indigènes d'Amazonie et est membre de l'*Organización de Pueblos Indígenas de Pastaza* (Pablo Ortiz, 1/06/2016).

C'est en 1989 que le chercheur sera confronté pour la première fois aux conséquences de la pollution engendrée par les entreprises pétrolières. A ce moment, il travaillait pour la mission *Carmelita* dans le cadre d'une recherche visant à promouvoir un programme de santé pour venir en aide aux

populations indigènes. A cette époque, la thématique de l'impact de l'exploitation pétrolière n'était pas encore dans l'agenda public et le peu de personnes qui s'y intéressaient le faisaient avec un focus sur la santé ou l'économie. La perspective environnementale étant complètement absente (Pablo Ortiz, 1/06/2016).

Dans le cadre de sa thèse de master, le sociologue s'intéressera aux conflits opposant les organisations indigènes aux entreprises transnationales dans la province de Pastaza, en Équateur. Ces luttes ont comme toile de fond les négociations qui opposent les multinationales aux peuples originaires quant à l'implémentation d'activités extractives sur leur territoire. Le chercheur nous a décrit un processus complexe qui a duré plusieurs années et qui a fait intervenir de nombreux acteurs tels que des institutions internationales ou des ONG équatoriennes et nord-américaines. La controverse prenant fin lors de la signature, aux États-Unis, d'un accord (Pablo Ortiz, 1/06/2016).

Étant donné le contexte dans lequel l'arrangement eu lieu, il mettra en avant son étonnement face à l'absence totale de l'arbitrage de l'État, tant dans les discussions que dans la gestion des conflits:

« A mí me llamo la atención, entre muchísimas cosas, la ausencia del Estado. La pregunta era ¿Por qué el Estado esta desplazado de la escena de negociación? ¿Por qué esto se da en una arena global o una arena internacional? [...] Era un tema que llamaba mucho la atención. »
(Pablo Ortiz, 1/06/2016)

Son analyse sera très critique par rapport au papier que l'Équateur a joué, considérant que *« el estado como garante de los derechos [...] ha brillado por su ausencia. »* (Pablo Ortiz, 1/06/2016). En outre, le sociologue poursuivra son exposé affirmant que:

« Este Estado lo que ha hecho es delegar a las petroleras tareas que el propio Estado debía haber asumido. Ósea, procesar demandas sociales, dotar de infraestructuras, servicios básicos, educación, salud, etc. » (Pablo Ortiz, 1/06/2016)

Tenant compte de toutes ces affirmations, nous considérons que l'interviewé se positionne clairement en faveur d'un rôle accru de l'État. Par conséquent, il privilégie cette institution comme réponse à la fonction d'initiation. En effet, dans une perspective inverse, il ne considère à aucun moment la société civile comme un arbitre potentiel, critiquant même le fait que celle-ci ait joué ce rôle durant le processus.

Par ailleurs, il exprime clairement son opinion par rapport aux valeurs qui doivent réguler la société. En effet, une partie de sa critique se fonde sur le fait que l'État n'a pas fait respecter le droit. Nous comprenons qu'il fait référence au droit commun, à la loi. La légitimation de ses arguments grâce celui-ci, nous permet d'affirmer qu'il propose une perspective autoréférentialiste. En effet, les lois sont des valeurs choisies par la société, représentée par le pouvoir législatif, et celle-ci est en mesure de les changer. Nous confortant dans notre analyse, Pablo Ortiz dira que *« había la demanda de legalización*

de títulos colectivos para territorio ancestral y por otro lado había una demanda de lo que tenía que ver con la autodeterminación como gobierno » (Pablo Ortiz, 1/06/2016). Par conséquent, nous comprenons qu'il accorde de la légitimité à la reconnaissance juridique des territoires.

Cette dernière citation met également en avant un nouvel élément très intéressant. Elle nous informe d'une revendication d'autonomisation des peuples indigènes. Cette demande, à elle seule, nous permet d'affirmer que la réponse à la question « Qui sommes-nous? » se caractérise par une optique exclusiviste-périphérique. En effet, la demande d'autonomie suppose que les groupes s'identifient comme des communautés indigènes faisant partie d'une autre catégorie que la dominante. Ceci suppose une fonction d'identification exclusiviste. De plus, il donne clairement à la fonction de protection une posture périphérique préférant se baser sur les groupes indigènes plutôt que sur le pouvoir dominant. Cette position a, par ailleurs, entraîné une grande résistance du centre:

« Con informes basados en supuestos informes de inteligencia militares que ponían en cuestionamiento las pretensiones de los indígenas de Pastaza de reconocimiento de un territorio de autogobierno y de autogestión. Acusaban a la organización de separatista, de secesionista, etc. De atentar contra los intereses de la seguridad nacional. » (Pablo Ortiz, 1/06/2016)

En outre, le chercheur se prononcera brièvement sur la question « Comment distribuons-nous la richesse? »:

« Nunca se cumplió [...] lo que la organización entendía como una compensación [...] a manera de reparación por los daños y los impactos generados por este proyecto petrolero en este territorio. Hablaban de un fondo de compensación pero era un fondo que apelaba a participación en la riqueza generada por este proyecto petrolero y una participación directa de los pueblos indígenas, en este caso, dueños del territorio. » (Pablo Ortiz, 1/06/2016)

Celui-ci opte pour une distribution de la richesse qui tienne compte de la périphérie'. En effet, il milite pour que les populations indigènes aient une participation directe dans les bénéfices engendrés par l'exploitation. Par ailleurs, il se positionne dans une perspective égalitariste argumentant que le territoire appartient aux habitants originaires de la région et qu'ils ont le droit de le gérer.

Finalement, il est très intéressant que constater que le sociologue ne se positionne absolument pas par rapport à la question « Comment produisons-nous? ». De plus, la problématique environnementaliste est complètement absente dans son discours.

Revenant à la négociation entre l'organisation indigène et les multinationales, le chercheur nous explique que l'organisation a essuyé les critiques des mouvements écologistes qui considéraient qu'ils s'étaient vendus aux pétrolières. Cependant, celui-ci légitime l'accord expliquant qu'il contenait une clause qui interdisait la construction d'une route pour arriver jusqu'à la station de forage. En effet, « *el*

mayor temor que tenía la OPIB era que al hacer la carretera se abriría un frente de colonización »
(Pablo Ortiz, 1/06/2016).

Cette précision est très éclairante pour l'analyse syntagmatique. De fait, elle nous permet d'affirmer que la priorité est donnée à la fonction d'identification et à son caractère exclusiviste. Autrement dit, pour l'interviewé, le plus important est la nationalité indigène et la préservation de ses fondements culturels ainsi que de son territoire.

De plus, le sociologue accorde une grande importance à la loi et au non-respect de celle-ci. Il la considère comme la valeur qui sert à légitimer tout le combat que les peuples amazoniens ont mené. Par conséquent, il a une approche autoréférentialiste en réponse à la fonction de légitimation.

Finalement, les perspectives économiques ont une place très marginale dans le discours. De fait, il ne mentionne que très brièvement la question de la distribution de la richesse, mettant l'accent sur une optique égalitariste, et il ne parle absolument pas de la question de la production.

Par conséquent, l'analyse structurale et syntagmatique de la position politique de Pablo Ortiz correspond à :

Qui sommes-nous?	<i>Exclusiviste- Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme- Etat</i>
Comment produisons-nous?	/	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme- Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Exclusivisme > Autoréférentialisme > Egalitarisme > (Individualisme/Holisme)</i>		

Chapitre 9: Les institutions internationales

Comme nous avons pu le constater tout au long de cette recherche, les institutions internationales jouent un rôle intéressant dans notre problématique. En effet, elles sont essentiellement des institutions qui servent à légitimer le paradigme dominant à travers la publication de divers rapports et recherches. Nous avons déjà mentionné le rôle joué par les institutions de *Bretton Woods*, comme la Banque Mondiale ou le FMI, ou par la CEPAL dans la justification des modèles extractivistes. Cependant, ces institutions se positionnent sur base d'analyses politico-économiques générales. Par conséquent, il nous a paru peu pertinent d'analyser ces théories globales sous la loupe de l'approche structurale, notre objectif étant de comprendre le débat en Équateur.

C'est pourquoi, nous nous sommes adressés à un membre d'institutions Onusiennes qui travaille sur le terrain et se prononce de façon directe dans l'arène équatorienne. Dans cette optique, nous nous

sommes entretenus avec un collaborateur de l'UNHCR et du comité des droits de l'homme de l'ONU. Ce dernier ayant également comme attribution la défense des droits des peuples indigènes.

9.1. UNHCR et le Comité des Droits de l'Homme

La personne que nous avons interviewée travaille à Coca, petite ville amazonienne capitale de la province d'*Orellana*, depuis 2012. Elle participe dans un projet de l'UNHCR et est consultante pour le Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Dans le cadre de ce comité, elle se charge également de la défense des droits des peuples indigènes. Cette thématique est particulièrement liée au pétrole et à la défense du territoire.

Selon lui:

« Diferente al mundo colon, [que] tendrá una conciencia mucho más clara en el sentido de cuáles son los impactos, etc. [y que podrá] resistir de mejor manera. En el tema de pueblos indígenas [...] hay que tener un trato especial por esta falta de vinculación con la sociedad. »
(Membre de l'UNHCR, 7/06/2016)

Cette affirmation est particulièrement riche en enseignements étant donné qu'elle met en avant la nécessité de répondre à la question indigène d'une manière différenciée et adaptée. Dans cette perspective, l'interviewé opte clairement pour une approche périphérique au niveau de la fonction de protection. De plus, nous pouvons comprendre qu'il plaide pour que les populations soient mieux informées des conséquences de l'exploitation pétrolière de sorte à ce qu'elles puissent prendre une décision en connaissance de cause. Cette posture nous laisse entendre qu'il milite pour une approche inclusiviste. En effet, il demande que les populations indigènes soient intégrées à la société dans le sens où celles-ci devraient avoir les mêmes connaissances pour participer pleinement dans le processus de consultation. De fait, il affirme que *« desde el punto de vista de los derechos humanos de los pueblos indígenas, lo que no ha existido es un conocimiento real de los pueblos indígenas del impacto petrolero »* (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016).

En outre, le consultant milite pour le respect des droits des communautés indigènes considérant que ceux-ci relèvent des droits de l'homme. Cette revendication sert de toile de fond à tout son discours. Pour étayer notre propos nous citerons deux extraits:

« Aquí en el país, ninguna concesión petrolera ha sido hecha bajo los estándares mínimos que se deben hacer en el tema de los derechos humanos. » (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016)

« Las consultas previas [...] eran más bien una oferta de cosas que es obligación del Estado cumplir. » (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016)

Ces deux citations nous permettent de positionner l'interviewé dans notre matrice quant à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? ». En effet, il fonde ses critiques sur les droits de l'homme. Ces droits étant des valeurs choisies et acceptées par la société dans son ensemble, nous pouvons déduire qu'il a une approche autoréférentialiste. De plus, la deuxième critique porte sur le rôle qu'il reconnaît à l'Etat et que celui-ci ne remplit pas. Par conséquent, la fonction d'initiation est bien remplie par cette institution.

En réponse à la question « Comment produisons-nous? » le fonctionnaire dira seulement que:

« Una de las cosas que debía haberse pensado es [...] cambiar toda la matriz productiva y pasar de una dependencia de un método primario-exportador a un método diferente. Existen varias alternativas, como la industrialización, etc. » (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016)

Cette affirmation suffit, néanmoins, pour comprendre qu'il privilégie une transition nationale de l'économie partant de politiques d'État. Par conséquent, il mobilise une approche holistique.

En outre, il promeut l'industrialisation du pays de sorte à sortir de la dépendance des matières premières. L'industrialisation étant le fait de transformer les ressources avant de les vendre afin d'en tirer une plus grande valeur ajoutée, nous pouvons déduire que l'interviewé privilégie le marché.

Finalement, le fonctionnaire apportera une réponse très intéressante à la question « Comment distribuons-nous la richesse? » analysant la situation des peuples indigènes comme suit:

« Muchas comunidades han entrado en una etapa de alcoholismo justamente por lo que generan las indemnizaciones y compensaciones para comunidades indígenas que jamás tuvieron dinero. [...] Lo que genera es un dinero inmediato y el dinero en el mundo indígena no tiene el mismo valor que en nuestro mundo. En general en el mundo indígena no tiene un valor de mercancía sino simplemente un valor de uso. » (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016)

Nous devons souligner qu'il ne remet nullement en cause le fait qu'il y ait des compensations mais il s'agit plutôt la façon dont celles-ci sont faites. Au vu de cette critique par rapport à l'incapacité des peuples indigènes à gérer eux-mêmes l'argent qui leur est versé, nous pouvons considérer que le fonctionnaire préconise que la fonction d'évaluation soit remplie de manière Élitiste. En effet, selon lui, les peuples indigènes sont incapables de gérer l'argent et l'État devrait veiller à les rétribuer d'une façon qui soit plus adaptée. Cela suppose que la gestion des richesses se fasse par des élites et non par le « peuple ».

Dans le même ordre d'idée, il ne remet pas en cause la distribution de cette compensation qui doit servir à aider les populations les plus marginales (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016). Par conséquent, dans sa logique, la fonction de distribution repose bien sur la périphérie'.

En analysant l'intégralité du discours de notre fonctionnaire, nous constatons que la clef de voûte de son argumentation repose sur le respect des droits des peuples indigènes. Dans cette optique, il précise que les communautés doivent être informées de la bonne façon pour pouvoir faire valoir ce droit.

Par ailleurs, bien qu'il aborde les questions économiques, celles-ci ont une place marginale dans son argumentation. Il s'attarde un peu sur la question de la distribution mais uniquement pour mettre en exergue les problèmes liés à l'application des droits des peuples. La question de la production, quant à elle, n'est que très brièvement mentionnée et n'a pas un rôle servant à orienter la réflexion.

Selon le fonctionnaire, le débat n'est pas vraiment de savoir s'il faut ou non exploiter le pétrole mais de lutter pour le respect de la loi. Si celle-ci était respectée, le conflit n'aurait pas une telle ampleur (Membre de l'UNHCR, 7/06/2016).

Par conséquent, nous pensons que l'analyse structurale et syntagmatique de l'interviewé correspond à:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Autoréférentialisme > Inclusivisme > Elitisme > Holisme</i>		

Chapitre 10: Les ONG internationales

Durant tout le processus d'investigation, nous avons identifié trois organisations internationales qui se prononcent clairement dans le débat pétrolier et produisent des documents visant à l'influencer: la COICA, Oilwatch et la fondation Rosa Luxembourg.

La COICA est une organisation régionale regroupant les plus importants mouvements indigènes amazoniens de tous les pays où celle-ci se trouve. Elle a son siège à Quito et est très influente dans les thématiques concernant les peuples indigènes en Équateur. Nous sommes entrés en contact avec son président et une interview devait avoir lieu. Cependant, à la date convenue, il nous fut impossible de le recontacter. Par conséquent, nous n'avons pas eu l'occasion de recueillir son opinion.

Nous nous sommes également intéressés à Oilwatch et à la fondation Rosa Luxembourg. Toutes deux sont des organisations internationales très actives auprès de mouvements sociaux équatoriens. Elles produisent également de nombreux documents qui critiquent fortement les politiques extractivistes et militent pour une transition. Nous avons étudié les écrits à notre disposition de sorte à savoir quels

étaient les experts qui se prononçaient au sujet de l'Équateur. Il a été très intéressant de constater que la personne responsable de la thématique pétrolière en Équateur était la même pour les deux organisations: la présidente de l'ONG *Acción Ecológica*, Esperanza Martínez.

Par conséquent, dans ce chapitre, nous nous limiterons à l'avis de cette dernière en tenant compte qu'elle représente plusieurs organisations tant nationales qu'internationales.

10.1. Esperanza Martínez

Esperanza Martínez est une activiste équatorienne de longue date. Elle fonda *Acción Ecológica* en 1986 avec un groupe de femmes militantes qui voulaient promouvoir une vision nouvelle qui ne soit pas « conversationniste » ou « environnementaliste ». Les environnementalistes étant, pour elle, ceux qui analysent les enjeux environnementaux sous une perspective technologique. Au contraire, la militante prône une vision écologiste considérant que celle-ci consiste en une véritable critique du système qui promeut la transition (Esperanza Martínez, 26/05/2016).

Autrement dit, elle s'oppose aux conceptions de durabilité faible et forte, selon l'échelle de Gudynas (2011), depuis une optique de durabilité très forte.

Depuis les différents groupes auxquels elle participe, tels que l'organisation Oilwatch ou le collectif de réflexion sur les alternatives de la fondation Rosa Luxembourg, elle essaye de promouvoir l'impulsion d'un nouveau paradigme (Esperanza Martínez, 26/05/2016).

De fait, elle considère que « *nuestro origen es [...] un origen un poco desde la izquierda pero con una idea de buscar otros referentes* » (Esperanza Martínez, 26/05/2016). Par ailleurs, pour elle, cette recherche d'un nouveau paradigme « *ha sido un caminar intentando anclarnos en los movimientos sociales, anclarnos en los territorios pero de búsqueda de referentes* » (Esperanza Martínez, 26/05/2016).

Tenant compte de ces affirmations, nous pouvons affirmer que la militante répond à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? » par une approche « hétéroréférentialiste-société civile ». En effet, depuis ses débuts, elle a été à la recherche d'autres référents, d'autres valeurs qui pourraient servir comme objectif pour une transformation de la société. De plus, ces nouvelles valeurs, elle les a cherchées hors de son groupe social et de sa propre volonté. En conséquence, nous pouvons affirmer qu'elle a une approche hétéroréférentialiste. De plus, elle recherche ses nouveaux paradigmes au sein des mouvements sociaux et des territoires ce qui nous permet d'établir qu'elle répond à la fonction d'initiation à travers la société civile.

Elle se positionnera également très fortement sur la direction donnée à l'éducation et au développement de l'agriculture du pays expliquant que:

« Se están montando universidades que se dediquen a los transgénicos en vez de dedicarse a recuperar semillas hortícolas. Quieren dedicarse a los transgénicos que es una cosa absurda. Que es uno de esos ejercicios del capitalismo. » (Esperanza Martínez, 26/05/2016)

Cette critique laisse entendre que la meilleure chose à faire, pour Esperanza Martínez, est de sortir de la logique du capitalisme et de promouvoir une agriculture plus locale basée sur des semences de la région. A travers cette déclaration, elle se positionne en faveur d'une logique de production basée sur le terroir. De plus, le fil de son argumentation repose sur l'idée que c'est la société dans son ensemble qui doit adopter ce mode de production. Par conséquent, la militante a une posture holistique.

Concernant l'utilisation de la rente pétrolière, l'interviewée tranchera affirmant que *« todo el dinero que podamos lograr del petróleo en el momento, todo, debería servir para recuperar esa misma zona [donde el petróleo es explotado] »* (Esperanza Martínez, 26/05/2016).

A travers cette opinion Esperanza Martínez se positionne clairement en faveur de la périphérie' quant à la fonction de distribution. En effet, elle plaide pour que la richesse générée par le pétrole soit exclusivement utilisée dans cette zone. De plus, nous pouvons comprendre que cette proposition porte sur une politique publique. De ce fait, elle milite pour une certaine utilisation de la rente pétrolière par l'État et aucunement par les populations locales, par exemple. Par conséquent, nous pensons qu'elle tranche la fonction d'évaluation par un positionnement élitiste.

Finalement, toute l'argumentation suppose qu'il y a des territoires où vivent des populations différentes de la majorité dominante qui ont d'autres modes de vie qui sont meilleurs et qu'il faut copier. L'idée étant également qu'il faut protéger ces territoires et les aider à rester tels qu'ils sont. En effet, *« [las alternativas] necesitan lugares para aplicarse, necesitan territorios. Entonces lo que estamos peleando son justamente esos últimos territorios para poder aplicar cualquier alternativa »* (Esperanza Martínez, 26/05/2016).

Cette lutte que mène la militante, nous permet d'affirmer qu'elle répond à la fonction de protection par une approche périphérique. De plus, étant donné qu'elle essaye à tout prix de « préserver » ces territoires et de les maintenir dans la périphérie, nous pourrions également en conclure qu'elle se situe dans une perspective exclusiviste. Cependant, il est important de concevoir les différents clivages comme des axes avec des positions pouvant être plus ou moins marquées. Dans ce cas, la perspective exclusiviste doit fortement être nuancée par le fait que son combat consiste également à transformer la société en promouvant les paradigmes de ces mêmes périphéries. Par conséquent, nous considérerons que la doctrine politique de la militante est « périphérico-inclusiviste ».

Considérant l'entière de l'entretien que nous avons mené, nous constatons que toute l'argumentation repose sur la sauvegarde et la promotion d'un nouveau paradigme qui se fonde sur les pratiques des populations locales. Cette dynamique nous permet de conclure que les priorités de la militante se situent au niveau de la perspective autoréférentialiste et de la dynamique inclusiviste qui accompagne son idée.

Inversement, les questions plus économiques n'ont que peu d'importance dans son raisonnement. Le fait que ce soit l'État qui applique les mesures, idée qu'elle défend par ailleurs, n'est pas quelque chose d'essentiel dans son argumentation. L'objectif étant la sauvegarde de l'environnement.

Par conséquent, nous pouvons représenter l'analyse structurale et syntagmatique de la doctrine défendue par Esperanza Martínez comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Hétéroréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Hétéroréférentialisme > Inclusivisme > Holisme > Elitisme</i>		

Chapitre 11: Les institutions publiques

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 3, il a été très difficile d'obtenir une entrevue avec des représentants des pouvoirs publics.

Nous avons introduit des demandes d'entretiens auprès de la vice-présidence, du ministère des hydrocarbures, du ministère de l'environnement, du SENPLADES et de l'Assemblée Nationale. Ces institutions étant celles compétentes pour ce qui est de la question pétrolière en Équateur.

Une seule des pétitions que nous avons introduites a fonctionné. Nous avons été reçus par un membre de l'Assemblée Nationale. Par conséquent, nous n'avons qu'une unique entrevue pour représenter le point de vue du pouvoir en place. Ce triste constat est à nuancer par le fait que *Alianza País*, le parti au pouvoir, a obtenu la majorité absolue lors des dernières élections. Par conséquent, nous pouvons considérer que le discours politique du parlementaire que nous avons interviewé correspond, dans les grandes lignes, à celui de tous les représentants du pouvoir. Cette affirmation n'aurait pas été vraie si le gouvernement actuel avait dû former une coalition pour gouverner.

11.1. Assemblée Nationale

Nous nous sommes entretenus avec le président de la commission de développement économique, productif et de la micro-entreprise de l'Assemblée Nationale d'Équateur. Cet entretien est donc particulièrement pertinent vu qu'il s'agit du responsable, au sein du pouvoir législatif, d'orienter la direction que les politiques économiques vont prendre.

Son positionnement est particulièrement clair pour ce qui est de la redistribution de la richesse et des réponses à donner aux fonctions d'évaluation et de distribution. En effet, pour lui:

« Los recursos que tenemos los ecuatorianos deben servir para eliminar las diferencias. No puedo entender un país como el Ecuador, que este sobre una mina de petróleo o una mina de oro, de cobre y que encima tengamos niños que todavía tienen desnutrición. » (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016)

Cette optique se focalise clairement sur une fonction de distribution orientée vers la périphérie⁷ stipulant que c'est aux personnes les plus marginalisées que l'excédent doit aller. De plus, l'idée qui est sous-entendue dans cette affirmation est que c'est à l'État de mettre en œuvre des politiques publiques distributives. Par conséquent, la fonction d'évaluation est élitiste. Nous verrons plus bas d'autres citations appuyant cette analyse.

En outre, le parlementaire cristallise l'opposition « centre-périphérie » de la fonction de protection déclarant:

« Para avanzar en este mundo globalizado necesitamos recursos. No tenemos el “randi-randi” que es: “Tú necesitas de esto, lo tomas”. Como en nuestras comunidades en la Amazonia donde si yo necesito este libro, lo cojo y me lo llevo. Es una cultura que tiene una visión distinta. Nosotros estamos en un mundo globalizado. No podemos hacer así. » (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016)

Cet extrait montre clairement l'opposition qui existe entre « eux », qui ont une culture différente, et « nous », qui sommes dans un monde globalisé. Si nous transposons ce raisonnement dans l'analyse structurale, le parlementaire se place lui-même dans le centre et considère les groupes indigènes comme la périphérie. Cependant, il ajoutera que *« los recursos [...] deben ser utilizados en función de eliminar esas diferencias »* (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016). Ce postulat traduit un fort positionnement en faveur d'une approche inclusiviste.

L'interviewé se prononcera également très fortement pour répondre à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? ». En effet, il légitime ses politiques publiques comme suit:

« Porque en mi país tenemos niños que requieren educación, que requieren textos escolares, que requieren desayuno escolar, que requieren becas para poder formarse. Entonces, primero el ser humano y en función del ser humano garantizar una explotación responsable, cuidando la naturaleza. » (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016)

Cette posture atteste d'un paradigme de pensée extrêmement anthropocentré et la mise en avant de valeurs générales telles que l'éducation et l'égalité qui sont issues d'un consensus social. Cette argumentation atteste donc d'une approche autoréférentialiste.

Par ailleurs, le parlementaire ajoutera que *« el Estado tiene que garantizar la igualdad de oportunidades a todos sus ciudadanos »* (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016). Non seulement cette déclaration conforte notre analyse quant à une posture autoréférentialiste faisant appel à des valeurs issues du consensus commun mais elle nous permet également d'affirmer que, pour l'interviewé, la fonction d'initiation est remplie par l'État.

Finalement, le politicien répond à la question « Comment produisons-nous? » en affirmant que:

« Necesitamos inversión. El capital es uno de los factores importantísimos en la producción. Esta inversión tiene que generarse no solamente por el sector público sino sobre todo por el sector privado externo y nacional. » (Parlementaire d'Alianza País, 14/06/2016)

Au vue de ce positionnement politique, nous pouvons conclure que le parlementaire privilégie une approche de production par le marché et qu'il a un paradigme de pensée qui favorise l'individualisme.

Comme nous pouvons le constater à travers toutes les citations ci-dessus, le discours du parlementaire a comme toile de fond la problématique de la distribution de la richesse. L'objectif de celui-ci étant de respecter les valeurs les plus fondamentales de la société, que sont l'égalité et la justice, en promouvant des mesures qui fassent diminuer la pauvreté et permettent aux populations marginalisées d'avoir accès aux mêmes avantages que ceux des groupes dominants.

La question de la production, par contre, n'est pas centrale dans le raisonnement. Il est bien sûr précisé que l'extraction des matières premières doit se faire dans le respect du droit en utilisant les technologies les plus propres possibles mais cette thématique n'est pas le noyau autour duquel se fonde l'argumentation.

L'analyse structurale et syntagmatique de la pensée politique du parlementaire correspond donc à:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Centre</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Individualisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Elitisme > Autoréférentialisme > Inclusivisme > Individualisme</i>		

Chapitre 12: L'entreprise privée

Le secteur privé national et international est un acteur très important dans le débat quant à l'exploitation du pétrole en Équateur étant donné qu'il a d'énormes intérêts en jeu.

Nous avons identifié plusieurs types d'acteurs dans cette catégorie. Le premier groupe est évidemment constitué par les transnationales qui ont de très importants contrats d'exploitation dans le pays et qui ont une forte capacité de lobbying. Ensuite, nous avons identifié les entreprises privées qui dépendent directement ou indirectement de l'extraction des matières premières. Finalement, les entreprises touristiques ont également leur rôle à jouer étant donné que ce secteur de l'économie est souvent présenté comme l'alternative à l'extraction de l'or noir.

Pour des raisons de temps, il nous a été impossible de nous entretenir avec ces acteurs. Cependant, nous avons réussi à recueillir le témoignage d'un avocat travaillant avec une entreprise pétrolière étrangère. Cette entrevue a été très difficile à obtenir et nous avons dû garantir qu'aucune information supplémentaire à celle que nous venons de donner, par rapport à l'identité de notre interlocuteur ou à la compagnie en question, ne sera dévoilée dans le présent travail.

12.1. Entreprise pétrolière internationale

Notre contact travaille avec la compagnie pétrolière depuis trois ans ce qui lui a permis d'assister à tous les processus liés à l'exploitation du pétrole. Il commencera par nous affirmer que l'extraction du brut se fait selon les normes tant du point de vue social qu'environnemental. Cependant, durant l'entretien, celui-ci reverra un peu sa position précisant que:

« Hay un poco de incoherencia entre la teoría y la práctica en realidad. Tienes unos estatutos, tienes unos reglamentos aprobados por la ley competente dentro del país pero que en realidad, en la práctica, muchas cosas no se cumplen. » (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016)

De fait, parlant du droit de consultation préalable établi dans la Constitution, qui suppose que les communautés vivant sur un territoire où on prévoit d'entreprendre des activités extractives doivent être consultées préalablement à celles-ci, l'avocat nous éclairera expliquant que:

« Si el estado ya firma un contrato con la compañía petrolera, no hay quien se oponga a eso. Simplemente porque es de utilidad para la mayoría del país y no solamente porque un grupo de personas digan “No, vulneran nuestros derechos”, el Estado tiene que detener [la explotación]. » (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016)

Ce positionnement très fort nous éclaire énormément dans l'analyse de ses paradigmes de pensée. En effet, il répond aussi bien à la question « Qui sommes-nous? » qu'à la question « Comment redistribuons-nous la richesse? ».

Pour ce qui est de la première question, l'interviewé se positionne dans une logique « centre-inclusiviste ». En effet, il met en évidence un clivage entre la majorité dominante et un petit groupe de personnes. Notre contact tranchant en faveur de la majorité. Cette opinion est clairement une réponse centriste à la fonction de protection. Par ailleurs, il argumente que l'extraction est utile pour la majorité du pays. Dans cette perspective, il ne remet pas en cause le fait que la périphérie profite également des bénéfices, au même titre que tous les autres. Par conséquent, nous pouvons affirmer qu'il a une approche inclusiviste.

Pour la question de la distribution de la richesse, nous pouvons poursuivre la réflexion que nous venons de faire. L'avocat milite pour que les bénéfices de l'exploitation pétrolière soient répartis entre tous les membres de la société de sorte à bénéficier à la majorité. Par conséquent, il répond à la fonction de distribution dans une perspective centriste'. De plus, il est assez réticent à l'application du droit de consultation préalable. Ce droit étant un instrument permettant aux populations locales de participer dans la gestion des ressources, l'opposition à celui-ci nous permet de conclure que l'interviewé est plutôt favorable à une perspective élitiste dans laquelle la gestion des ressources est laissée à l'État.

Pour analyser la réponse de notre contact à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? », nous nous référerons à deux citations:

« Yo pienso que en gran parte el desarrollo de los países depende mucho del sistema judicial, de la seguridad jurídica. Depende muchísimo del respeto que hay de las normas para que un país se desarrolle. » (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016)

« Allí tiene que estar el Estado. Tienen que dar más presencia al Estado para controlar esos procesos [de explotación]. » (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016)

La première de ces citations est une réponse limpide à la fonction de légitimation. En effet, pour l'avocat, le droit est la valeur suprême et c'est de celle-ci que dépend tout le développement d'une

société. Cette importance accordée à la loi est l'attestation d'une posture autoréférentialiste du fait que les valeurs de la société résident dans les choix qu'elle-même a fait.

De plus, la deuxième citation légitime l'État comme étant l'institution chargée de faire respecter le droit. Cette affirmation nous permet de trancher la réponse à la fonction d'initiation pour laquelle l'État est clairement la seule option possible dans le discours de l'interviewé.

Finalement, notre interlocuteur se montre fataliste au moment de répondre à la question « Comment distribuons-nous la richesse? ». En effet, pour lui, « *como país no tenemos otra alternativa. Tradicionalmente somos dependientes del petróleo* » (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016). Cette optique démontre que, selon l'interviewé, il n'y a pas d'autre solution que de rester dans le système actuel basé sur l'exploitation et la commercialisation du pétrole. Par conséquent, il propose, *de facto*, de rester dans le marché. De plus, selon lui, pour faire le changement de la matrice productive il aurait fallu « *preguntar a la gente en que pueda desarrollarse y convertirlos en agentes de desarrollo de otra forma que no sea dependiente del petróleo.* » (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016). Autrement dit, il pense que ce sont les individus qui devraient se former et transformer l'économie. Ce point de vue répond donc à la fonction de rationalisation par une proposition individualiste.

Pour ce qui est de l'articulation syntagmatique, il nous semble que celle-ci est peu pertinente dans le cas présent. En effet, nous nous sommes entretenus avec l'avocat d'une entreprise internationale. Par conséquent, le discours que nous avons recueilli représente autant le point de vue de l'entreprise que celui de notre interlocuteur. Dans ce contexte, déterminer les priorités dans la doctrine de l'avocat ne nous servirait pas à grand-chose.

L'analyse structurale du paradigme de pensée de l'interviewé correspond, quant à elle, à:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Centre</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Individualisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Centre'</i>

Chapitre 13: Les mouvements de la société civile à portée nationale

Dans cette catégorie nous avons sélectionné les organisations issues de mouvements citoyens, ayant une portée nationale, ne faisant pas partie de l'appareil d'État et n'étant pas le fruit d'une revendication communautaire ou ethnique.

Comme nous l'avons signalé dans la première partie, nous avons reçu énormément de réponses favorables de la part de ceux-ci. De ce fait, c'est le groupe le plus représenté dans cette recherche.

Les principaux acteurs que nous avons identifiés dans cette catégorie sont *Acción Ecológica*, le CDES, la Fetrapec, *Yasunidos* et *Terra Mater* (anciennement fondation *Pacha Mama*). Parmi ceux-ci, la seule organisation que nous n'avons pas pu rencontrer est *Terra Mater*.

13.1. Acción Ecológica

Acción Ecológica est l'une des plus importantes ONG du pays. Elle est la référence en ce qui concerne la lutte écologique en Équateur et est une des organisations qui ont proposé l'initiative *Yasuni-ITT*.

Nous avons déjà présenté l'opinion d'Esperanza Martínez, présidente de cette organisation. Cependant, celle-ci étant également la porte-parole de groupes de recherche internationaux, nous pensons que son discours peut être différent et adapté aux circonstances.

Par conséquent, nous avons décidé de nous entretenir avec l'experte en pétrole d'*Acción Ecológica* de sorte à pouvoir comparer les deux discours et mesurer s'il y a une différence entre la perspective internationale et une approche plus nationale.

La militante que nous avons interrogée a été confrontée à la problématique de l'Amazonie à la fin de ses études lors d'un séjour auprès de communautés indigènes. Elle sera profondément choquée par la condition de vie des peuples de l'Amazonie et se consacrera à travailler à l'amélioration de celle-ci du point de vue de la santé. Quelques années après, suite à un stage de formation au Costa Rica, elle décidera de travailler sur l'écologie et intégrera *Acción Ecológica*. Ses principales fonctions consistant à appuyer les organisations locales dans leurs luttes pour le respect de leurs droits et de leur territoire (Militante d'*Acción Ecológica*, 12/05/2016).

Lors de notre entretien, elle nous racontera son expérience et nous donnera plusieurs exemples de manquements aux droits des peuples qu'elle a vus durant sa carrière. Parmi ces exemples nous retiendrons celui-ci :

« [La prefecta decía a la comunidad:] “Les toca permitir que se hagan esos pozos y que se ponga el agua toxica en su comunidad”. Como pagando el favor que el gobierno les está haciendo al darles todo esto gratuitamente. Obviamente es un discurso que es completamente una barbaridad porque lo que el gobierno está dando son derechos. Derechos que tienen la obligación de dar a todos los ciudadanos ecuatorianos independientemente de donde vivan. Entonces estas comunidades tienen el derecho de recibir educación y salud gratuita y no a cambio de dejar que se contaminen sus aguas o sus suelos o lo que sea. » (Militante d'*Acción Ecológica*, 12/05/2016)

Cet exemple, en plus d'être interpellant, est révélateur de la position de la militante par rapport aux deux premières questions.

En effet, elle considère que les droits des peuples indigènes doivent être respectés par l'État et se plaint que ce ne soit pas le cas. Par conséquent, elle mobilise une approche autoréférentialiste, qui érige le droit comme valeur, et répond à la fonction d'initiation par l'État.

De plus, elle précise que l'État a l'obligation d'octroyer ces droits à tous les citoyens équatoriens peu importe où ils vivent. Cet éclaircissement fait écho à la question « Qui sommes-nous? » demandant que la périphérie soit traitée de la même manière que le centre. Par conséquent, elle mobilise une approche « inclusivisme-périphérie ».

En outre, elle tranchera la question de production en déclarant:

« Entonces ese es justamente, creo, la alternativa. Y claro, eso ya se vendría en la aplicación a detallar en que forma sería. Ósea el de cambio de matriz productiva, sea la de incentivo a formas como la agroecología. » (Militante d'Acción Ecológica, 12/05/2016)

La militante propose que le changement de la matrice productive se fasse de sorte à promouvoir de nouvelles techniques de production comme l'agroécologie. Cette posture est une réponse à la fonction de production par une approche qui promeut le terroir. De plus, l'argumentation suppose que la transition doit être faite par la société dans son ensemble. Par conséquent, elle adopte une perspective holistique.

Notre interlocutrice sera quand même modérée dans sa critique, admettant que certaines choses ont été bien faites par le gouvernement actuellement en place:

« Otra de las cosas que también ha dado muy buenos resultados ha sido este cambio que se hizo en la ley de hidrocarburos en el año 2010, cuando se destina un 12% de las utilidades de las empresas petroleras para proyectos sociales en las comunidades. » (Militante d'Acción Ecológica, 12/05/2016)

Elle met en avant la bonne politique consistant à redistribuer aux communautés 12% des bénéfices de l'exploitation pétrolière.

Cette mesure tranche clairement en faveur d'une redistribution qui soit en faveur de la périphérie'. Comme l'interviewé la présente comme étant une politique positive nous pouvons en conclure qu'elle est d'accord avec celle-ci. De ce fait, elle tranche le clivage « centre'-périphérie' » en faveur de la périphérie'.

En outre, elle est d'accord que les utilités ainsi générées doivent être réinvesties dans des projets sociaux. Par conséquent, elle ne propose pas que ces ressources soient gérées par les communautés mais que l'État en fasse quelque chose de positif. De ce fait, elle se positionne en faveur d'une approche Elitiste.

Le point central de l'argumentation de la militante repose sur le respect des droits des peuples indigènes. La base de tout son combat étant que ceux-ci bénéficient des mêmes conditions que le reste de la population.

Par ailleurs, les mesures qu'elle propose doivent s'appliquer à toute la société et l'État doit être un acteur important dans cette tâche. Cependant, ces éléments n'ont pas une place très importante dans le discours et ne sont pas réellement une priorité.

Par conséquent, l'analyse structurale et syntagmatique de la pensée politique de la militante peut se représenter comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Autoréférentialisme > Inclusivisme > Holisme > Elitisme</i>		

13.2. Yasunidos

Nous avons identifié ce mouvement depuis une perspective analytique externe au terrain. Ce collectif étant reconnu sur la scène internationale et souvent cité dans les analyses et les médias, il nous a paru évident qu'il devait faire partie de nos recherches.

Cependant, en arrivant sur le terrain nous nous sommes aperçus que le collectif était extrêmement lié à l'ONG *Acción Ecológica*. En effet, les bureaux de *Yasunidos* se trouvent dans le bâtiment de l'ONG, c'est à travers l'ONG que sont captés les fonds pour le collectif et, surtout, « *mucha de la gente de Acción Ecológica, yo diría, que a lo mejor el 99% de la gente de Acción Ecológica se considera parte de Yasunidos* » (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

Nous nous sommes entretenus avec le dirigeant du mouvement *Yasunidos*. Celui-ci est diplômé en sociologie. Dans le cadre de ses études, il avait besoin de faire un stage et comme il s'intéressait à l'écologie, il s'est approché de *Acción Ecológica*. Durant cette même période, courant de l'année 2007, l'ONG lançait une campagne, *Amazonía por la vida*, dans le but de promouvoir l'initiative *Yasuní-ITT* dans la société équatorienne. Il s'est donc lancé dans cette campagne et est resté dans l'ONG (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

Le collectif *Yasunidos* s'est formé à la fin du mois d'août 2013 suite à l'annonce du président Correa de mettre fin à l'initiative. Depuis *Acción Ecológica*, une réunion fut convoquée dans le but de rassembler toutes les personnes qui s'opposaient à la décision du gouvernement et c'est ainsi que le collectif fut créé (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

Selon le militant, l'objectif était de rassembler le plus de personnes possible parce que le problème du changement climatique « *nos afecta a todos los que estamos viviendo en este planeta, seamos seres humanos o seamos no seres humanos, seamos otras especies* » (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016). De fait, pour lui il n'y a pas de réelle séparation entre les luttes locales et les luttes plus globales argumentant que:

« *No sirve si es que la sociedad del planeta deja botado la lucha local en una zona, si deja abandonados a los indígenas de Sarayaku, solos en su pelea eso no sirve, eso no va a servir. Porque es esa sociedad la que se va a beneficiar, finalmente, de esta lucha local.* » (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016)

Il plaide donc pour une unité autour de la cause du réchauffement climatique et pour la sauvegarde du *Yasuní*, cette réserve étant devenue le symbole de leur résistance (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

Dans cette perspective nous pouvons définir qu'il s'agit d'une approche centrique par rapport à la fonction de protection. En effet, il se situe lui-même dans le groupe majoritaire qu'est la société et définit clairement que les périphéries sont les groupes locaux. De plus, il plaide pour l'inclusion des luttes de ces mouvements dans leur propre agenda. Par conséquent, nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'une approche inclusiviste.

Le dirigeant social nous expliquera également que certains membres du collectif ont rédigé des propositions alternatives à l'exploitation du pétrole. Parmi celles-ci « *hay la propuesta de los planes de la "A a la Z" [...]. Es una cosa [...] bastante amplia donde se habla incluso de temas desde la soberanía alimentaria* » (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

Cette citation, en plus de notre expérience de terrain avec les membres d'*Acción Ecológica* et *a fortiori* de *Yasunidos*, nous permet de comprendre que le dirigeant répond à la fonction de production par une approche prônant le terroir. De plus, il conçoit les transformations qui doivent avoir lieu d'une façon globale. Pour lui, c'est à la société dans son ensemble d'effectuer la transition vers un pays post-pétrolier. Par conséquent, il adopte une perspective holistique.

En ce qui concerne la réponse à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? », nous nous trouvons dans une situation difficile. En effet, l'interviewé ne nous livre aucune information claire nous permettant de trancher. D'une part, il nous explique tout le travail réalisé avec *Acción Ecológica* qui a consisté à éduquer la population et à créer des groupes de jeunes défenseurs de la nature. Dans cette perspective, nous pourrions affirmer qu'il répond à la fonction d'initiation par la société civile. Cependant, d'autre part, il déclarera que la société civile n'est pas la responsable de proposer des solutions aux problèmes sociaux mais que c'est le rôle de l'État. Par conséquent, nous avons à faire à

une position qui se trouve approximativement au milieu de l'axe qui sépare ce clivage. Nous ne pouvons donc pas trancher en faveur d'une institution ou de l'autre.

De plus, lors de notre entretien, le militant évoque à maintes reprises qu'il faut préserver la nature et veiller à la survie de toutes les espèces. Cependant, il ne se prononce pas clairement sur les valeurs qu'il défend. Nous considérons que le simple fait d'être partisan de l'écologie n'est pas suffisant pour nous permettre de trancher entre une approche autoréférentialiste et une approche hétéroréférentialiste.

Finalement, la question de la distribution de la richesse n'est absolument pas évoquée dans notre entretien.

Comme nous avons pu le constater durant l'analyse, la priorité de notre interlocuteur est principalement de rassembler un maximum de partisans autour de sa cause. En effet, il considère que le problème est global et qu'il concerne tout le monde. Dans cette optique, il pense que la lutte doit englober toute la société et que celle-ci qui doit modifier ses modes de production de sorte à diminuer son impact sur la planète.

A l'inverse, bien qu'il fasse très légèrement référence à la fonction de légitimation, celle-ci n'a pas une place très importante dans le discours ce qui a pour conséquence qu'il nous est impossible de trancher par rapport à sa position. De plus, le fait qu'il ne mentionne même pas le thème de la distribution nous permet de supposer que ce n'est pas une problématique à laquelle il accorde une grande importance.

Par conséquent, l'analyse structurale et syntagmatique du paradigme du dirigeant social peut se représenter comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Centre</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	/
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	/
Syntagme	<i>Inclusivisme > Holisme > (Autoréférentialisme/Hétéroréférentialisme) > (Egalitarisme/Elitisme)</i>		

13.3. CDES

Le CDES est une organisation très active en Équateur. Elle participe énormément dans le débat pétrolier et est une des ONG qui a élaboré l'initiative *Yasuni-ITT*.

La personne que nous avons interviewée a une très longue expérience des peuples de l'Amazonie et des enjeux de l'exploitation pétrolière. Elle a commencé à travailler dans le *Yasuni* en

2000 avec des groupes de nationalité *Huaorani*. Depuis cette époque, elle entretient une relation d'amitié avec ces communautés (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016).

Par après, elle intégrera le ministère de l'environnement équatorien au sein duquel elle se chargera du plan de protection des peuples en isolement volontaire et de la coordination des programmes internationaux liés à la réserve du *Yasuni* (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016).

Finalement, notre interlocuteur sera directeur du CDES durant la période où il fut mis un terme à l'initiative *Yasuni-ITT*. Actuellement, il a quitté cette charge mais il reste très connecté avec toute la société civile équatorienne et continue à participer dans le débat.

Lors de l'entrevue, notre interlocuteur commencera par nous exposer l'histoire des peuples de nationalité *Huaorani*. Il nous expliquera que ces populations vivaient très bien avec leurs propres normes, bien que celles-ci soient complètement inacceptables selon les valeurs de nos sociétés. Pour lui, le contact de ces peuples avec l'occident a eu des conséquences désastreuses. La plus grande de celles-ci étant que « *pasan a ser ciudadanos dependientes del dinero y en el momento que pasan a ser ciudadanos dependientes del dinero pasan a [...] ser los empobrecidos. Al día de hoy los Huaoranis son una población empobrecida.* » (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016).

Ce contact néfaste aura de nombreuses conséquences pour ces populations qui voudront bénéficier des confort de la société occidentale mais qui seront freinées étant donné que:

« *Tampoco lograron asimilarse a la sociedad nacional y ser capacitados para poder asumir otros trabajos porque tampoco la educación les llegó. Ósea la educación occidental. Entonces tienes cantidades de Huaoranis que quieren trabajar, quieren hacer algo, pero no pueden.* » (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016)

Cette terrible conclusion est très intéressante pour notre analyse. En effet, elle positionne clairement l'interviewé dans une optique de périphérie pour ce qui est de la fonction de protection étant donné qu'il conçoit les *Huaoranis* comme des populations à part dans la société. De plus, au vu de cette citation nous pouvons déduire que pour lui, les communautés indigènes auraient dû bénéficier d'une éducation occidentale dans le but d'avoir les armes pour obtenir un emploi et s'intégrer. Par conséquent, il a une approche inclusiviste.

Au sujet des impacts qu'a l'exploitation pétrolière sur les populations locales, notre interlocuteur tranchera la question établissant que « *la responsabilidad mayor la tiene el Estado por permitir que eso suceda. El Estado que prioriza la explotación petrolera sobre cualquier normativa, cualquier regulación que haya* » (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016).

Cette analyse de la situation montre que pour l'ancien directeur du CDES la fonction de légitimation est remplie par le droit qui est la valeur qu'il faut respecter. De plus, il attribue à l'État une

place prépondérante dans le processus ce qui nous permet de trancher la question de la fonction d'initiation.

Notre interlocuteur nous expliquera de manière limpide son point de vue par rapport à l'exploitation du pétrole:

« Si realmente el petróleo fuera un recurso que sirve para el desarrollo de los pueblos y que al ser, por ejemplo, nacionalizado [...]; si el petróleo es explotado para el beneficio de la población o bien vendido hacia el exterior pero siempre para beneficio de la población. No habría ningún problema. » (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016)

Cette opinion est intéressante du fait qu'elle répond de manière transversale à deux de nos questions en tranchant la fonction de production et la fonction de distribution.

Par rapport à la fonction de production, l'interviewé est d'accord que le pétrole doit être exploité et il admet que celui-ci peut être commercialisé à l'extérieur du pays. Par conséquent, il opte pour une approche basée sur le marché.

De plus, il précisera que *« el petróleo no debe ser un negocio para pocos. El petróleo debe ser negocio para el Estado »* (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016). Cette idée est une réponse à la fonction de rationalisation. En effet, il met en avant une approche holistique, qui passe par l'État, au détriment d'une approche individualiste qu'il présente comme étant la mauvaise option.

Pour ce qui est de la fonction de distribution, il se positionne en faveur d'une répartition des bénéfices de l'exploitation qui soit favorable à tout le peuple et pas seulement à une petite élite. Si nous tenons compte de la globalité du discours, l'interviewé se positionne également en faveur d'une distribution qui aille vers les communautés *Huaoranis* qui ont fait de cette rente leur unique moyen de subsistance (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016). Par conséquent, il préconise une distribution axée sur la périphérie'.

Cependant, il sera très critique de l'utilisation que les populations indigènes peuvent faire de ces devises. En effet, *« a cualquier comunidad le das una cantidad de dinero que nunca en su vida ha visto junto. Es muy difícil para esa comunidad poder invertir eso. Entonces las comunidades necesitan una guía, un asesoramiento »* (Ancien directeur du CDES, 16/06/2016). Ce positionnement est clairement une approche élitiste de la fonction d'évaluation. De fait, il considère que c'est une certaine élite plus capable de gérer les ressources.

Comme nous l'avons expliqué, la principale préoccupation de notre interlocuteur était la situation dans laquelle se trouvent les peuples *Huaoranis*. Ceux-ci étant confrontés à la civilisation occidentale sans aucun moyen pour s'y intégrer, l'interviewé critique le rôle que n'a pas joué l'État afin

de faciliter ce processus. Il préconise que le respect du droit de ces peuples en tant que citoyens soient respectés.

Par ailleurs, pour lui, les ressources naturelles doivent servir à la collectivité, qui est représentée par l'État. Les bénéfices de ces ressources devant être distribués aux populations les plus marginalisées avec un certain contrôle de sorte à ce que cette distribution soit la plus efficace possible dans le processus de développement.

Il a été difficile de trancher quant à l'articulation syntagmatique du discours étant donné que celui-ci est très bien construit et assez cohérent. Cependant, nous pensons que l'analyse structurale et syntagmatique se présente comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie'</i>
Syntagme	<i>Inclusivisme > Autoréférentialisme > Holisme > Elitisme</i>		

13.4. FETRAPEC

La personne que nous avons rencontrée est un ancien président de la FETRAPEC. Diplômé en économie, il a travaillé dans l'entreprise pétrolière publique dès sa sortie de l'université jusqu'à son licenciement en 2008. Ce renvoi eu lieu suite aux critiques qu'il faisait, depuis la présidence du syndicat, aux mesures prises par le gouvernement de Correa (Ancien président de la FETRAPEC, 4/05/2016).

Aujourd'hui, son travail se restreint à des activités de capacitation dans les mouvements sociaux locaux étant donné que le conflit qu'il a eu avec le gouvernement l'a placé sur « une liste noire » qui l'empêche d'intégrer d'autres milieux (Ancien président de la FETRAPEC, 4/05/2016).

Pour nous permettre de comprendre le rôle joué par son syndicat dans le débat, notre interlocuteur nous expliquera que:

« Nosotros lo que hicimos es politizar el movimiento sindical. Sobreponer el objetivo de la defensa institucional en contra de la privatización de la empresa por encima de las reivindicaciones de carácter económico-laboral » (Ancien président de la FETRAPEC, 4/05/2016)

Par ailleurs, cette revendication de « défense » du moyen de production est une constante dans le discours du syndicaliste.

Cette approche nous permet d'ores et déjà de déterminer que celui-ci milite fortement pour que la fonction de rationalisation soit remplie de manière holistique. En effet, son combat s'articule autour de la défense du caractère national des ressources naturelles et il fustige l'importance qu'ont les entreprises privées. En outre, il ne remet nullement en question la commercialisation du pétrole. Nous pouvons donc en déduire qu'il ne voit aucun inconvénient au marché.

De plus, il a mené sa lutte en opposition à l'État. Nous expliquant que « *los sindicatos eran manejables mientras tenían solamente una posición de reivindicación económica. Pero ya cuando empezaban a disputar el Estado y el sentido de los cambios, entonces ya eran un peligro* » (Ancien président de la FETRAPEC, 4/05/2016).

A travers cette citation, nous apprenons que le syndicaliste se positionne fortement en opposition par rapport à l'État. Pour lui, la société civile a un rôle clé à jouer dans la définition des politiques publiques vu qu'il considère légitime que celle-ci intervienne dans le processus législatif. De ce fait, cette approche peut être interprétée comme étant une vision « Société civile-Autoréférentialiste ».

Pour terminer notre analyse, nous nous référerons à un dernier extrait:

« *Nosotros decíamos que había que cambiar la configuración del directorio [de la empresa nacional] para que haya representación de los dueños de los recursos naturales, que éramos todos los ecuatorianos, a través de elecciones de diferentes organizaciones de la sociedad civil. Para arrancarle ese manejo discrecional y verticalista desde el gobierno.* » (Ancien président de la FETRAPEC, 4/05/2016)

Ce passage est très intéressant étant donné qu'il englobe plusieurs de nos questions. Premièrement, il positionne l'interviewé dans une logique de périphérie par rapport à la question « Qui sommes-nous? ». De fait, il considère la société civile comme une périphérie, un groupe en dehors de la majorité dominante. Il précise également que celle-ci doit être intégrée dans les instances de décision. Cette idée est autant le témoin d'une approche inclusiviste que d'une approche égalitariste. En effet, d'une part, elle stipule que la périphérie devrait intégrer le centre dominant et, d'autre part, que tous les groupes de la société doivent participer dans le processus de gestion des ressources économiques.

Comme nous l'avons précisé, la clé de voûte de la lutte du syndicaliste se trouve être la revendication de la nationalisation des ressources pétrolières et des entreprises qui les exploitent. Pour ce faire, il met en avant la légitimité de la société civile dans le processus de prise de décision politique et plaide pour que celle-ci soit intégrée dans les instances de décision.

La position de la doctrine politique du syndicaliste se représente donc comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusiviste-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialiste-Société civile</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Holisme > Autoréférentialisme > Inclusivisme > Egalitarisme</i>		

Chapitre 14: Le mouvement indigène

Le mouvement indigène est historiquement un acteur très important de la scène équatorienne. Il est né durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle est devenu un acteur incontournable dans le pays (Marti i Puig, 2010). Sa force augmentant durant les années à tel point qu'il a été le responsable de la chute de plusieurs gouvernements début des années 2000 (Jameson, 2011).

Cependant, depuis l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir, le mouvement s'est considérablement affaibli perdant une bonne partie de son influence et de sa capacité d'action (Balseca Hernandez, 2014). Il n'en demeure pas moins un acteur très symbolique qu'il est nécessaire de prendre en compte.

Nous avons identifié trois organisations indigènes prédominantes dans le débat: la CONAIE, la CONFENIAE et la communauté *Sarayaku*.

La CONAIE est l'une des plus anciennes et des plus grandes organisations indigènes d'Amérique Latine. Elle représente la très grande majorité des nationalités présentes en Équateur. Elle est par conséquent un acteur incontournable.

La CONFENIAE est l'organisation qui regroupe tous les peuples d'Amazonie. Elle est membre de la CONAIE mais garde également une certaine marge d'action. Nous l'avons identifiée parce qu'elle représente les populations qui sont directement affectées par notre problématique.

La communauté *Sarayaku* est un groupe beaucoup plus petit. Cependant, il est très présent dans toutes les organisations et est reconnu à un niveau international. De plus, il est au centre d'un conflit qui l'oppose à l'État équatorien. Malheureusement, malgré de nombreuses tentatives, nous n'avons pas réussi à nous entretenir avec un de ses représentants.

14.1. CONAIE

Le mouvement traverse actuellement une période très difficile. Non seulement il doit combattre l'État équatorien, qui a fortement criminalisé les mouvements sociaux (Albuja & Dávalos, 2013 ; Balseca Hernandez, 2014), mais il doit faire face à de fortes dissensions internes.

En effet, le mouvement est traversé par deux « courants » (Balseca Hernandez, 2014). Le premier étant formé par les membres plus anciens que l'on pourrait définir comme institutionnalisés. Le deuxième étant un nouveau groupe constitué de membres plus jeunes que l'on pourrait qualifier de radicaux (Esteban Daza, 12/04/2016)

Au vu de l'importance de l'organisation et de son positionnement ambivalent, nous avons décidé d'interroger un représentant de chacun de ces groupes.

14.1.1. Le groupe « institutionnalisé »

La personne que nous avons interrogée est issue d'une communauté andine qui a intégré la CONAIE en 1994. A cette époque, il était délégué de celle-ci. Avec le temps, il gravit les échelons jusqu'à devenir un dirigeant du mouvement (Dirigeant de la CONAIE 1, 24/05/2016).

Lors de notre entretien, le leader émet une forte critique envers l'État. En effet, il nous explique que « *la forma como el estado entraba a las comunidades o a los territorios para explotar era de manera bastante violenta. Incluso no se consideraba como sujeto de derecho a los pueblos indígenas en los años 60-70* » (Dirigeant de la CONAIE 1, 24/05/2016). Cette situation de domination perdurant jusqu'à l'actualité vu que les agents de l'État « *pasan por encima de la ley aunque hoy tiene un principio jurídico, constitucional que les permite evadir todas las leyes de protección, como es la de interés prioritario de la nación* » (Dirigeant de la CONAIE 1, 24/05/2016).

Cette constatation de la domination qu'exerce l'État sur les peuples indigènes est très intéressante étant donné que bien qu'elle mette en exergue une situation d'injustice, elle ne remet pas en question la loi ou l'État. Les propos de notre interlocuteur sont un appel à un État plus impartial qui respecterait leurs droits. Par conséquent, le dirigeant mobilise une approche « autoréférentialiste-Etat ».

Faisant le constat que nous venons de voir, l'interviewé plaidera pour que « *se inicie un proceso con las comunidades afectadas para cómo evitar las razones ambientales, las razones económicas, culturales que ha estado provocando* » (Dirigeant de la CONAIE 1, 24/05/2016).

Il milite donc pour intégrer les communautés dans les instances de décision de sorte à mitiger les dommages auxquels celles-ci doivent faire face. Cette position traduit une approche basée sur une conception périphérique de la fonction de protection. De plus, à travers cette idée il se place dans une posture inclusiviste.

Plus tard, durant l'entretien, parlant de l'utilisation des bénéfices du pétrole qui est extrait des territoires indigènes le dirigeant nous expliquera que:

« Han secado un poco de plata para hacer carreteras, para hacer estas cosas que también es una monstruosidad, pero digamos. Hacen estas comunidades del milenio, que llaman, dan escuelas, hospitales. Pero la estructura de explotación en el fondo sigue siendo la misma »
(Dirigeant de la CONAIE 1, 24/05/2016)

Cet exemple de tout ce qui ne va pas est très riche pour notre analyse. Du fait qu'il qualifie tout ce qui a été fait comme une « monstruosité » nous pensons que la position de notre interlocuteur correspond à une perspective opposée à celle qu'il critique. Les politiques qu'il décrit mobilisent une approche « centre-élitiste ». En effet, l'objectif de ces mesures est de bénéficier à toute la population. De plus, celles-ci sont adoptées par des instances politiques. A l'inverse, une perspective « périphérique'-égalitariste » promeut des mesures qui bénéficient spécifiquement aux populations plus marginales, les peuples indigènes dans le cas présent, et qui soient prises avec la participation de ces populations. Nous pensons que cette dernière perspective est celle que défend le dirigeant. Les différents éléments que nous avons exposés plus haut nous confortent, par ailleurs, dans cette idée.

Finalement, l'interviewé ne s'est absolument pas prononcé au sujet de la question « Comment produisons-nous? ». De ce fait, nous concluons que ce point n'a pas une très grande importance dans sa revendication politique.

Comme nous l'avons expliqué, la principale critique émise par l'interviewé est que les droits des peuples indigènes ne soient pas respectés. Dans cette optique, il milite pour que les membres des différentes nationalités et communautés soient intégrés au sein des instances de décision de sorte à ce que leur voix soit entendue et que les impacts qu'ils subissent diminuent. De plus, la participation des peuples indigènes dans les institutions dominantes aurait *de facto* pour conséquence de les faire entrer dans les structures de gestion des ressources économiques.

Compte tenu de tous les éléments que nous avons présentés, la matrice structurale et syntagmatique des revendications du dirigeant se présente comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusiviste-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialiste-Etat</i>
Comment produisons-nous?	/	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Autoréférentialisme > Inclusivisme > Egalitarisme > (Individualisme/Holisme)</i>		

14.1.2. Le groupe « radicalisé »

La personne que nous avons interviewée est originaire d'une communauté amazonienne. Sa famille était dirigeante de son groupe c'est donc naturellement qu'il s'est lancé dans la militance. De plus, quand il a quitté le nid familial pour faire ses études en ville, il a rencontré d'autres leaders provenant de diverses nationalités. Cette étape fut très importante pour lui étant donné que c'est là qu'il apprit à s'organiser pour mener la lutte et faire prospérer le mouvement (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016).

A partir de ce moment, son ascension au sein de la CONAIE a été une suite logique du fait que le mouvement est très organisé et que chaque groupement local et lié à une entité régionale qui est elle-même intégrée dans la CONAIE (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016).

Durant cette introduction, notre interlocuteur soulignera plusieurs éléments très intéressants. Premièrement, il précisera que « *cuando tú sales a la ciudad, a los colegios, te encuentras con otra gente, con otras nacionalidades y te vas organizando por el tema de las identidades, que casi son parecidas* » (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016). Cet extrait est une réponse limpide à la question « Qui sommes-nous? ». Le dirigeant se positionne dans une perspective de périphérique se définissant comme un groupe à part, le groupe indigène. De plus, plus tard dans son discours, il expliquera la position politique du mouvement argumentant que « *la posición de la CONFENIAE, de las nacionalidades shuar y, también, de la CONAIE es una posición anti-extractivista. Entonces en defensa a los territorios* » (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016). Cette dynamique de la lutte orientée sur la défense des territoires des peuples indigènes peut être interprétée comme une démarche exclusiviste.

Il approfondira sa pensée nous expliquant que:

« *Finalmente, históricamente los pueblos si han hecho actividades, no sé si llamarles extractivas, pero si han hecho actividad minera. Pero no eran en esta línea, no cierto, de masivamente sacar y destruir y acumular. Era otra lógica. Entonces, allí el pueblo shuar siempre saco oro, pero era para otras cosas.* » (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016)

Cette analyse très intéressante révèle une revendication qui porte sur la question « Comment produisons-nous? ». En effet, il s'agit d'une critique envers le capitalisme et le marché. De plus, il privilégie clairement un mode de production basé sur le terroir.

En outre, le dirigeant situe l'exploitation au niveau des peuples et non des individus. Dans son discours, c'est les sociétés dans leur ensemble qui optent pour telle ou telle forme d'exploitation. Par conséquent, il adopte une approche holistique.

Finalement, notre interlocuteur tranchera quant à la façon dont l'exploitation des ressources naturelles devrait se dérouler en précisant:

« Entonces, claro, en este momento también es un tema de quien toma las decisiones. Si es que el pueblo shuar se reúne, las nacionalidades se reúnen, el pueblo ecuatoriano se reúne, con un objetivo claro de utilizar los recursos de una manera mucho más organizada, o de una manera mucho mejor, se podría hacer [la explotación]. Pero no como están haciendo. » (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016)

Ce positionnement est la cristallisation d'une réponse par l'égalitarisme à la fonction d'évaluation. En effet, l'interviewé milite pour que tous les groupes de la société soient pris en compte dans instances de gestions de ressources économiques. De plus, il ajoutera que *« yo no comparto con las posiciones extractivas para salir de la pobreza porque ya analizamos, nos damos cuenta [...] a donde van las ganancias »* (Dirigeant de la CONAIE 2, 2/05/2016). Cette réflexion est une critique au mode de distribution de la richesse qui n'arrive pas vers les groupes indigènes. Par conséquent, le dirigeant milite pour une autre distribution de celle-ci, qui soit plus équitable, qui arrive jusqu'à la périphérie'.

Concernant la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? » l'interviewé ne se prononce pratiquement pas. Lors de son introduction, il mentionne le rôle important joué par la société civile dans son évolution ce qui pourrait constituer une réponse à la fonction d'initiation. Cependant, il ne se positionne absolument pas par rapport à la fonction de légitimation.

Si nous analysons l'entièreté du discours de notre interlocuteur et la manière dont celui-ci est articulé nous nous rendons compte que la principale revendication exprimée porte sur la manière dont les richesses sont réparties et sur la gestion des moyens de production. De plus, il conçoit toute cette dynamique depuis une perspective plus globale considérant que c'est aux différents groupes sociaux de trancher quant à l'exploitation des ressources et non aux individus ou à certains groupes restreints. Finalement, dans son discours, il cristallise le fossé entre les groupes indigènes et le reste de la société. A aucun moment il ne plaide pour que ceux-ci s'intègrent dans le groupe dominant revendiquant plutôt une certaine autonomie sur leur territoire. Ces mêmes territoires qu'il faut défendre contre le centre.

Au vu de tous les éléments que nous venons de présenter, l'analyse structurale et syntagmatique de la doctrine défendue par le dirigeant pourrait se présenter comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Exclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>/ - Société Civile</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Egalitarisme > Holisme > Exclusivisme > (Autoréférentialisme/Hétéroréférentialisme)</i>		

14.2. CONFENIAE

La personne que nous avons interrogée est un leader historique du mouvement indigène équatorien. Il intégrera la fédération *Shuar* en 1979 et participera à la création de la CONFENIAE et, plus tard, de la CONAIE. Il sera d'ailleurs l'un des dirigeants de cette dernière quand celle-ci sera créée (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016).

Par ailleurs, il sera le président de la CONFENIAE au début du mandat de Correa et participera directement aux négociations et consultations relatives à la mise en place de l'initiative *Yasuní-ITT* (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016).

Son discours est extrêmement critique envers toutes les institutions qui ont pour objectif d'influer sur la vie de sa communauté. En effet, il considère que « *[los shuaras] entendemos la forma de vivir y queremos que nos respeten y definir nuestro destino de acuerdo a nuestros usos y costumbres. Eso es lo que queremos y que no se nos topen* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016). Cette posture sera d'autant plus marquée quand il se positionnera dans une perspective plus globale. De fait, il dira:

« *Quiero a los seres humanos que vivan, que nos respetemos unos a otros. Cada cual en su territorio. Los gringos en Estados Unidos, allá en su tierra. Que hagan lo que quieran de ella, su cultura es matarse, ¡que se maten! Ósea, respetamos las culturas.* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016)

Cette opinion démontre une approche exclusiviste de la société. De fait, le dirigeant plaide pour que son groupe soit maintenu en dehors de celle-ci. De plus, il milite pour que la culture du peuple *Shuar* soit préservée de toute influence. Par ailleurs, il tranche le clivage de la fonction de protection de façon limpide proposant une approche axée que la périphérie que constitue son groupe ethnique.

En outre, l'interviewé exprime la demande de pouvoir définir son propre destin en fonction de ses us et coutumes. Cette revendication répond, donc, à la fonction de légitimation par une approche autoréférentialiste. En effet, les valeurs qui sont promues sont celles de la communauté elle-même et

non celles d'une entité mystique extérieure à celle-ci. Dans cette optique, il s'opposera à la loi et à l'institution à laquelle elle est liée: l'État. De fait, selon notre interlocuteur, le pouvoir politique « *te escribe la ley para matar, te escribe la ley a favor de él para robar. Todo es a favor de él. Entonces no hay como crearles* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016). Cette délégitimation de l'État au profit de sa communauté indigène est un positionnement par rapport à la fonction d'initiation. Le dirigeant tranchant en faveur de la société civile.

Pour ce qui est de la question de la production le leader indigène nous expliquera que:

« *[Con] el sistema de vida que llevamos nosotros, sin la economía del estado, hemos vivido hasta acá. Tenemos casa y pesca, todavía tenemos agricultura que nos produce. Estamos en clima bien limpio [...] Nosotros nos mantenemos todavía casi intactos.* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016)

Cette citation exprime l'opinion de notre interlocuteur quant à la fonction de production. Comme nous pouvons le constater, en plaçant pour se contenter de l'agriculture typique d'autosubsistance, il privilégie clairement le terroir. De plus, son analyse repose sur des groupes sociaux et non sur l'initiative d'individus isolés. Par conséquent, il mobilise une conception holistique pour trancher le clivage de la fonction de rationalisation.

Finalement, le dirigeant *shuar* se prononcera quant à la question « Comment distribuons-nous la richesse? ». Les deux citations qui suivent sont des exemples parmi d'autres de l'opinion qu'il défend:

« *El [presidente] dice: "A ver, los pueblos de acuerdo a su población, demos equitativo". Nunca han hecho eso, nunca van a hacerlo. Nosotros hemos propuesto, a ver, de la renta petrolera que nos pongan siquiera un dólar [por barril].* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016)

« *Dije: "Denme 100 millones de dólares que les dé administrando. Yo les doy administrando e invierto en lo que ustedes me digan y les demuestro que el que no sabe leer y escribir lo administra". Porque no es difícil repartir la plata.* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016)

Le premier extrait concerne la fonction de distribution. Selon l'interviewé, les populations indigènes ne reçoivent pas ce qu'il leur est dû pour le pétrole qui est extrait. En effet, pour lui, « *es un insulto, al indígena, al dueño del territorio, al dueño del petróleo, entregarle simplemente migas* » (Ancien président de la CONFENIAE, 24/04/2016). L'argumentation du leader indigène est la cristallisation limpide d'une posture périphérique en réponse à la fonction de distribution.

Le deuxième extrait concerne la fonction d'évaluation. L'interviewé se prononce sans équivoque, en faveur d'une gestion de la richesse qui ferait participer les groupes indigènes. De plus, il

exprime l'opinion que les peuples autochtones sont, eux-aussi, capables de gérer les richesses. Par conséquent, il se positionne clairement en faveur d'une approche égalitariste.

Comme nous avons pu le constater tout au long de cette analyse, la principale revendication du leader *shuar* repose sur le respect de sa nationalité, de sa culture et de son territoire. Il se positionne fortement contre l'exploitation du pétrole considérant que celui-ci lui appartient et que l'État le vole étant donné qu'il ne lui rétribue qu'une part infime des bénéfices de celui-ci.

En outre, il dénonce que le droit des peuples indigènes ne soient pas respectés. Cependant, son combat ne porte pas réellement sur ce point étant donné qu'il considère l'État comme un ennemi qui se caractérise par le mensonge. Par conséquent, il pense qu'il est impossible de faire respecter le droit. Finalement, le thème de la production a une place assez marginale étant donné que le dirigeant n'a pas pour ambition de changer la société mais juste de garder son mode de vie en ne s'intéressant pas à ce que font les autres, chez eux.

L'analyse structurale et syntagmatique peut donc se présenter comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Exclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Société Civile</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Exclusivisme > Egalitarisme > Autoréférentialisme > Holisme</i>		

Chapitre 15: Les autorités locales

Compte tenu des limites de ce travail, il était impossible d'interroger toutes les autorités locales qui sont liées à la thématique pétrolière dans le pays. Nous nous sommes donc limités à la province de *Orellana*. Nous avons décidé de nous pencher plus particulièrement sur celle-ci parce qu'elle est située à l'orient du pays, son territoire est donc majoritairement recouvert par l'Amazonie. De plus, elle est l'une des premières où l'extraction pétrolière a eu lieu.

Nous nous sommes entretenus avec un représentant des autorités communales de la ville de *San Francisco de Orellana*. Celle-ci est la capitale de la province et le lieu où se trouvent les bureaux des entreprises internationales. De plus, son économie est majoritairement liée à l'exploitation pétrolière, que ce soit directement ou indirectement.

Nous avons également interviewé le président d'une *paroquia*¹⁰ où sont menées des activités extractives. Étant donné que celle-ci est directement concernée par la problématique et qu'elle subit les externalités liées à l'exploitation, il était particulièrement pertinent de l'inclure dans notre recherche.

15.1. Municipio de San Francisco de Orellana

La personne que nous avons interviewée est l'un des assesseurs de l'*alcalde*. Il nous a expliqué comment s'articulent les revendications politiques dans la région:

« Durante muchos años se provocaba el conflicto y eso provocaba esa necesidad de llegar a un acuerdo de compensación o llamar la atención para que le Estado pudiera, de una forma más precisa, ayudar a la población. » (Assesseur du municipio, 8/06/2016)

Selon lui, la majorité des personnes sont favorables à l'exploitation pétrolière. Les discours et conflits anti-pétroliers qui se développent dans la région auraient donc, pour seul objectif d'attirer l'attention des pouvoirs publics et de pousser ceux-ci à rétribuer plus fortement la région (Assesseur du municipio, 8/06/2016). Le fonctionnaire soulignera que *« si nos fijamos un poco en cuál es la realidad que vive el cantón. Estos cantones que es donde está la actividad petrolera paradójicamente son donde más pobreza existe. »* (Assesseur du municipio, 8/06/2016).

Cette analyse répond à la question « Comment distribuons-nous la richesse? ». En effet, notre interlocuteur se positionne en faveur d'une distribution de la richesse qui se focalise sur la région qui produit le pétrole. Par conséquent, il revendique une distribution périphérique⁹ des ressources. De plus, comme nous le montrent les extraits que nous avons présenté, pour lui c'est à l'État d'investir dans la région et d'aider la population. A aucun moment il n'exige le contrôle de la gestion des ressources. Par conséquent, il mobilise une doctrine élitiste.

L'entrevue que nous avons menée a eu une durée de quarante-deux minutes. Durant ce temps, la très grande majorité du discours a été consacrée à expliquer le point que nous venons de développer. Nous expliquant le problème que représente la dépendance au pétrole et la nécessité de trouver des alternatives économiques à celle-ci, le fonctionnaire nous exposera le dilemme dans lequel se trouve le municipio: *« El mayor recurso que tenemos es el bosque, la naturaleza. Pero, ¿cómo llegar a explotar eso de una forma que se convierta en el motor de desarrollo del cantón? »* (Assesseur du municipio, 8/06/2016).

¹⁰Division administrative équatorienne, elle représente une sous-entité des communes. Dans le cas présent, on pourrait l'assimiler à un petit village.

Ce propos révèle tacitement la perspective de l'assesseur par rapport à la production. De fait, il cherche quelle ressource pourrait remplacer le pétrole dans le budget de sa commune. Par conséquent, il ne remet pas en question le marché mais le produit à introduire dans celui-ci. De plus, son analyse porte sur une politique générale. Pour lui, les mesures doivent être prises par les pouvoirs publics et non par la promotion des petites et moyennes entreprises, par exemple. Il mobilise donc, une approche holistique.

En outre, le fonctionnaire se prononcera très brièvement sur la question identitaire au moment de commenter la répartition des richesses: « *Otro tema seria: ¿Cómo controlar el tema de la población? [...] Ósea, como yo controlo que no vengan. Porque al final el que vengan tanta población más, rompe todos los esquemas* » (Assesseur du municipio, 8/06/2016).

Cette posture est clairement périphérique-exclusiviste. En effet, il considère sa ville comme une entité marginalisée en marge des régions riches du pays (Assesseur du municipio, 8/06/2016). De plus, l'extrait que nous venons de citer montre de façon limpide une volonté d'exclure les nouveaux arrivants de la région.

Finalement, le fonctionnaire ne se prononcera à aucun moment de façon claire par rapport à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? ». Tenant compte de l'ensemble de l'entretien, nous pensons qu'il mobilise une approche « autoréférentialiste-Etat ». Cependant, n'ayant pu recueillir aucun propos clair à ce sujet, nous préférons ne pas nous positionner. Néanmoins, le fait qu'il ne fasse pas vraiment mention de ce point nous permet de conclure qu'il ne lui attribue pas une grande importance dans son raisonnement politique.

Comme nous l'avons précisé, la clé de voûte de la revendication de l'assesseur repose sur la distribution des bénéfices générés par le pétrole. Pour lui, cette rente devrait être utilisée pour améliorer la condition de vie de la population de la région.

Par conséquent, l'analyse structurale et syntagmatique de sa position politique se présente comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Exclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	/
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Elitisme > Holisme > Exclusivisme > (Autoréférentialisme/Hétéroréférentialisme)</i>		

15.2. Paroquia Garcia Moreno

Nous nous sommes entretenus avec le président du gouvernement *paroquial* de « Garcia Moreno ». Celui-ci est arrivé dans la région en 1976 quand il avait onze ans. A ce moment-là, il n'y avait pas d'extraction pétrolière dans la région. Ce qui attirait les colons était la possibilité d'acquérir des terres pour l'agriculture. Depuis, beaucoup de choses ont changé.

L'interviewé est dans l'administration depuis 2005 étant donné que « *nosotros como administración, como funcionarios [...] somos quien velamos por el bienestar de nuestra gente* » (Présidente paroquial, 7/06/2016).

Cette conception de la vie politique est une réponse à la fonction d'initiation étant donné que notre interlocuteur considère que c'est à travers l'État qu'on œuvre pour le bien commun et qu'on porte ses revendications. De plus, les valeurs qui sont défendues sont des valeurs propres au fonctionnaire et non celles d'une entité extérieure à la société. Par conséquent, il adopte une perspective autoréférentialiste.

Ces mêmes revendications servent de fil conducteur à tout le discours. Comme le précisera le président, « *nosotros no estamos en contra de la explotación. Estamos en contra de la forma con la que se distribuye la riqueza* » (Présidente paroquial, 7/06/2016). Cette révélation nous a fortement surpris étant donné que nous nous attendions à trouver une personne qui fonderait sa critique sur les externalités négatives de l'exploitation pétrolière. En effet, le puits de pétrole se trouvait à trois cent cinquante mètres du bâtiment de l'administration, où nous nous trouvions.

Parmi les nombreux arguments que le président a exposés, nous avons décidé de retenir l'extrait suivant pour illustrer sa pensée:

« *Nosotros como parroquia [...] somos pequeños y para nosotros no hay alguien quien diga: "Bueno, todos se merecen". Sino que eso se va centrando en los lugares donde hay más población. A veces, políticamente, donde hay más votación. Pero los sectores pequeños nos van dejando a un lado.* » (Présidente paroquial, 7/06/2016)

Cette opinion constitue une réponse assez claire à la question « Comment distribuons-nous la richesse? ». Selon l'interviewé, celle-ci devrait aller vers les zones périphériques plutôt que vers le centre, comme c'est le cas actuellement. De plus, cet extrait laisse voir une approche élitiste étant donné qu'il plaide pour une intervention de l'État qui aille en sa faveur plutôt que pour une participation dans les instances de décisions. Cette position apparaîtra encore plus clairement quand notre interlocuteur argumentera que « *aquí lo que necesitamos es una inversión del estado que saque de crisis al país* » (Présidente paroquial, 7/06/2016).

Poursuivant son analyse de la situation, le président viendra à nous présenter l'agriculture comme autre voie pour le développement de la région:

« *En el tema agropecuario, por ejemplo, conformar la micro-empresa en los sectores de los campesinos, de los productores, por ejemplo, donde puedan [...] mejorar la producción, darle valor agregado.* » (Présidente paroquial, 7/06/2016)

La mise en avant de cette option économique est révélatrice de la réponse que donne notre interlocuteur aux clivages des fonctions de production et de rationalisation. Premièrement, il plaide pour que les produits soient vendus avec une plus forte valeur ajoutée. Par conséquent, il adopte clairement une approche de marché. Deuxièmement, selon lui, la meilleure option pour permettre que cette activité se développe est de promouvoir la micro-entreprise. Autrement dit, il propose d'encourager l'initiative privée et individuelle. De ce fait, il tranche la fonction de rationalisation par une approche individualiste.

Finalement, tenant compte de tout l'entretien et des réponses qui ont été données à nos questions, nous pouvons affirmer que le président répond à la question « Qui sommes-nous? » par une revendication « périphérie-inclusiviste ». De fait, toute son argumentation repose sur le fait qu'il appartient à une zone de faible densité de population qui se retrouve donc, marginalisée par rapport au reste du pays et qu'il souhaiterait recevoir, lui aussi, les bénéfices de l'exploitation pétrolière étant donné que « *cuando vemos en otras partes, hay autopistas por todo lado, una encima de otra y aquí [nada]* » (Présidente paroquial, 7/06/2016).

Comme notre interlocuteur l'a lui-même précisé, sa revendication se développe autour de la question de la distribution de la richesse. Il considère qu'il devrait recevoir autant de bénéfices que ceux qui vont vers le reste du pays. De plus, il ajoutera, brièvement, qu'il faudrait promouvoir l'initiative individuelle pour permettre l'essor de sa région.

Compte tenu de l'analyse que nous venons de faire, la matrice de l'analyse structurale et syntagmatique se présente comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Etat</i>
Comment produisons-nous?	<i>Individualisme-Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Elitisme > Inclusivisme > Individualisme > Autoréférentialisme</i>		

Chapitre 16: Les organisations locales de la société civile

Compte tenu des limites de ce travail, il aurait été impossible de nous entretenir avec toutes les associations locales. Par conséquent, nous avons sélectionné un échantillon de deux acteurs de la région.

Le premier est le *Frente de defensa de la Amazonia*. Cette organisation, formée en 1993, représente plus de trente mille citoyens équatoriens. Son objectif est de lutter contre l'entreprise multinationale Chevron afin de l'obliger à réparer les dommages environnementaux qu'elle a causés entre 1964 et 1992. Récemment, sa renommée a dépassé les frontières du pays grâce à un procès remporté contre la transnationale et à une campagne internationale du gouvernement équatorien en sa faveur, *la mano sucia de Chevron* (Legeard, 2014).

Le deuxième est la *Asociación de líderes comunitarios "Red Ángel Shingre"*. Cette association récemment formée, a pour objectif de soutenir les paysans de la province de *Orellana* qui ont des problèmes avec l'extraction de ressources naturelles (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016).

16.1. Frente de defensa de la Amazonia

Nous nous sommes entretenus avec le président l'association. Celui-ci est membre de l'une des nombreuses petites organisations qui forment le *Frente de defensa de la Amazonia*.

D'entrée, sa critique a porté sur la question de la répartition des bénéfices de l'exploitation pétrolière. Selon lui, « *[el estado], lo que quieren es tomar el recurso, unos pocos beneficiarse y el resto pues no les importa nada* » (Président du FDA, 7/06/2016). Pour remédier à cette situation, il propose que « *desde el más pequeño hasta el más grande debería aportar sus ideas, sus propuestas, su proyección* » (Président du FDA, 7/06/2016).

Cette opinion politique répond aussi bien à la fonction d'évaluation qu'à la fonction de distribution. En effet, d'un côté, le président pense que tout le monde devrait pour voir intervenir dans la gestion des ressources. De ce fait, il a une optique égalitariste.

D'un autre côté, il présente la répartition des ressources actuelles comme un pillage auquel se livrent les responsables étatiques. Cette critique laisse paraître que l'interviewé revendique l'opposé de ce qui se fait. Par conséquent, pour lui, les ressources devraient bénéficier à tous. De ce fait, il défend une distribution basée sur la périphérie'.

De plus, selon notre interviewé, « *debería haber una política más pegada a la sociedad civil, a la parte agrícola* » (Président du FDA, 7/06/2016). En effet, il nous expliquera que les autorités sont

trop déconnectées du monde rural et qu'il faudrait « *que [les] escuchen y también que hagan cumplir la ley. La ley es clara* » (Président du FDA, 7/06/2016).

Ce point de vue renvoie à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? ». L'interviewé met en avant le rôle que doit jouer la société civile dans les processus de décision et la légitimité de celle-ci étant donné que c'est elle qui se trouve sur le terrain. De plus, il met en avant la loi pour justifier le fondement de ses arguments. Son approche est donc autoréférentialiste.

Dans le cours de la discussion, le président de l'organisation exposera l'alternative qu'il préconise pour remplacer le pétrole:

« *Falta más atención a la parte productiva. Imagínese, sí “habemos” agricultores que producimos pero, ¿Quién nos compra? ¿Quién industrializa? [...] Producimos para el sustento diario pero si hubiera apoyo para la agricultura nosotros produciríamos más. [...] Tendríamos más salidas para la venta de la producción.* » (Président du FDA, 7/06/2016)

Si nous transposons ce discours dans la grille de lecture de l'analyse structurale, nous nous rendons compte que le président nous dit qu'il est actuellement dans un mode de production de type « terroir » et qu'il souhaiterait intégrer le marché.

Par ailleurs, bien qu'il parle des agriculteurs comme d'un ensemble, il ne propose absolument pas un mode de production qui soit collectif ou communautaire. Ce qu'il faut comprendre dans ces propos et que tous les paysans devraient pouvoir tirer une plus-value de leur production. Par conséquent, il tranche la fonction de rationalisation par une optique individualiste.

Pour ce qui est de la question « Qui sommes-nous? », l'interviewé ne se prononce pas clairement. Cependant, le fil de son argumentation nous permet de comprendre qu'il se considère comme la périphérie de la société et qu'il souhaiterait être pris en compte par le centre. De ce fait, il a une approche « périphérie-inclusiviste ».

Le constat que dresse le président est que « *la explotación petrolera no ha sido un beneficio para el sector campesino, el sector agrícola, los compañeros indígenas* » (Président du FDA, 7/06/2016). Cette réalité est la base de toute la critique qu'il fait du système. Dans cette optique, il regrette que la loi ne soit pas respectée tant pour les impacts sociaux de l'exploitation que pour les impacts environnementaux.

En outre, les questions identitaires ou de production ne sont pas très présentes dans le discours. Bien que l'interviewé se prononce brièvement sur celles-ci, elles ne jouent pas un rôle central dans sa revendication.

L'analyse structurale et syntagmatique se présente donc, comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme- Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme- Société Civile</i>
Comment produisons-nous?	<i>Individualisme- Marché</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Egalitarisme- Périphérie</i>
Syntagme	<i>Egalitarisme > Autoréférentialisme > Individualisme > Inclusivisme</i>		

16.2. Asociación de líderes comunitarios “Red Ángel Shingre”

Notre interlocuteur est membre du comité de défense des droits de l'homme de *Orellana* et le représentant de la *Asociación de líderes comunitarios “Red Ángel Shingre”*. Il est arrivé dans la région en 1979 quand la zone était recouverte de jungle et qu'on ne parlait pas encore du pétrole (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016).

Analysant la thématique du pétrole, il mettra en avant que « *el petróleo si ha dado mucha plata. [...] Pero esa plata esta en otros bolsillos, no en las manos de los habitantes de la Amazonia* » (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016).

Cette critique reviendra de façon récurrente dans le discours. Ce postulat nous permet d'affirmer que l'interviewé répond à la fonction de distribution par une approche périphérique'. En effet, il reproche au pouvoir central de ne pas assez tenir compte des habitants de sa région.

De plus, la revendication exprimée s'articule toujours sous forme d'une demande d'interventions publiques. Autrement dit, le représentant de la RAS voudrait que l'État investisse plus dans les politiques sociales et l'infrastructure de la région. De ce fait, il adopte une approche élitiste par rapport à la gestion des ressources. En effet, il ne demande pas à avoir une participation dans celle-ci.

Par ailleurs, notre interlocuteur nous expliquera la principale mission de la RAS: « *Nosotros como red, nuestro objetivo es apoyar a la gente que tiene conflicto con la violación de sus derechos. [...] A donde nos llaman, vamos con la ley en la mano, con la Constitución* » (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016). De plus, il remet fortement en cause la légitimité de l'État considérant que:

« *La autoridad moral ya no es importante. Lo importante es decir: “Nosotros somos del Estado”. Y allí entramos a decir nosotros: “No, no, no. Aunque fueran del Estado, las leyes las hicieron para proteger a las personas de su Estado.* » (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016)

Cet extrait est très révélateur de la réponse du dirigeant à la question « Pourquoi vivons-nous ensemble? ». Premièrement, nous remarquons qu'il accorde une très grande importance à la loi et à

l'idéal de justice qu'elle représente. Par conséquent, il répond à la fonction de légitimation par une approche autoréférentialiste. Deuxièmement, la seconde citation est une très forte critique envers l'État. L'interviewé remet en cause sa légitimité et positionne son organisation comme étant la garante du respect du droit. De ce fait, nous considérons qu'il tranche le clivage de la fonction d'initiation par une mise en avant de la société civile.

En outre, le président de la RAS nous expliquera sa position vis-à-vis de l'exploitation pétrolière: « *No es que no queremos que se haga, queremos que se haga bien* » (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016). Il analysera la problématique en mettant en avant le problème que représentent le capitalisme et la recherche de la diminution des coups. Selon lui, c'est à cause de ces éléments que l'exploitation est toujours contaminante. Il fera la parallèle avec ses plantations: « *Yo siembro, yo cosecho, yo como. Y si es que me sobra algo, lo vendo* » (Président de l'Asociación RAS, 7/06/2016). Il préconise que l'exploitation se fasse de la même façon, en tenant compte qu'il faut diminuer les impacts.

Cette analyse répond à la question de la production. En premier lieu, l'interviewé plaide pour que l'exploitation se fasse avec des techniques qui diminuent au maximum les externalités négatives. Pour ce faire, il faudrait sortir de l'optique de rentabilité maximale de sorte à tenir compte de tous les acteurs sociaux. Par conséquent, nous pensons qu'il répond à la fonction de rationalisation par une approche holistique. Ensuite, le président de la RAS met en avant un mode de production qui est avant tout centré sur l'autosubsistance. De ce fait, on peut considérer qu'il revendique une production basée sur le terroir.

Finalement, il ne mentionne pas clairement la question de l'identité. Cependant, compte tenu de ses revendications, nous pouvons affirmer qu'il se situe dans une optique « périphérie-inclusiviste ». En effet, il milite pour que les droits des agriculteurs soient respectés et qu'ils bénéficient, eux-aussi, des bénéfices de l'extraction pétrolière.

Le respect de la loi est l'élément central de la revendication du président de la RAS. De fait, il exige le respect de ses droits que la rente pétrolière soit distribuée de manière équitable, comme établit dans la Constitution. De plus, il milite pour que l'exploitation soit faite en tenant compte de l'environnement et des personnes habitant à proximité des puits.

En tenant compte de tous les éléments que nous venons de présenter, l'analyse structurale et syntagmatique se construit comme suit:

Qui sommes-nous?	<i>Inclusivisme-Périphérie</i>	Pourquoi vivons-nous ensemble?	<i>Autoréférentialisme-Société Civile</i>
Comment produisons-nous?	<i>Holisme-Terroir</i>	Comment distribuons-nous la richesse?	<i>Elitisme-Périphérie</i>
Syntagme	<i>Autoréférentialisme > Elitisme > Holisme > Inclusivisme</i>		

Chapitre 17: L'analyse du débat équatorien

Parmi tous les acteurs que nous avons rencontrés, il n'y en a que deux qui se positionnent en faveur des politiques extractives menées par le gouvernement équatorien: le parlementaire et l'avocat de l'entreprise pétrolière privée.

Quand nous comparons le résultat de l'analyse structurale pour chacun de ces acteurs, nous nous apercevons qu'ils ont des doctrines politiques très similaires. Le seul point de désaccord se trouve au niveau de la fonction de distribution. Pour eux, le pétrole est une bénédiction qu'il faut exploiter pour « développer » le pays et lutter contre la pauvreté. Leur principal objectif est de diminuer l'inégalité sociale et de promouvoir des services publics de qualité. Pour ce faire, ils considèrent qu'il faut exploiter les ressources naturelles même s'ils sont conscients des impacts qui y sont liés. Bien que tous deux sont d'accord qu'il faut essayer de mitiger au maximum les externalités négatives, ils considèrent celles-ci comme acceptables au vu des bénéfices que retirent l'ensemble des équatoriens de l'exploitation des ressources naturelles.

Par ailleurs, cette opposition entre « l'ensemble des équatoriens » et « les groupes locaux » se cristallise de façon limpide dans le discours des acteurs dominants. De fait, l'avocat légitime les impacts de l'exploitation en argumentant que c'est pour le bien de tous et qu'il ne serait pas juste de priver tout le peuple de cette bénédiction juste parce que de petits groupes s'opposent à celle-ci (Avocat d'une compagnie pétrolière, 24/05/2016). Cette logique se retrouve également dans le discours de Rafael Correa qui considère les mouvements locaux comme des corporations qui militent pour leur intérêt de groupe et contre le bien commun (Albuja & Dávalos, 2013).

Tous les autres acteurs avec lesquels nous nous sommes entretenus s'opposent ouvertement aux politiques implémentées par le pouvoir central. Cependant, ils ne sont pas tous sensibles aux mêmes problématiques et nous faisons face à des positions très hétérogènes.

Pour comprendre les différentes revendications et leurs articulations, nous allons mener notre analyse en fonction des trois niveaux qui ont structurés toute cette recherche: international, national et local. Néanmoins, dans le cas présent, nous ne nous intéresserons plus à la taille des organisations mais plutôt à la sphère dans laquelle celles-ci déploient leur discours. Cette distinction est un exercice relativement complexe étant donné que la majorité des organisations sociales que nous avons consultées portent leurs revendications sur les trois niveaux. Cependant, il y a toujours un niveau qui prédomine sur les deux autres en fonction de la volonté qui anime les acteurs.

Nous avons identifié trois acteurs qui se positionnent dans une optique internationaliste: Alberto Acosta, Esperanza Martínez et *Yasunidos*. Alberto Acosta est l'un des principaux analystes de l'extractivisme et un théoricien du concept de *Buen Vivir*. Ses recherches sont reprises dans de nombreux

travaux à niveau mondial. De plus, il fait partie de plusieurs groupes de réflexion et de recherche internationaux parmi lesquels on trouve un groupe de travail avec des chercheurs comme Serge Latouche, qui visent à proposer une transition globale vers un système post-capitaliste (Alberto Acosta 13/06/2016). Esperanza Martínez est la représentante équatorienne de *Oilwatch* et de la Fondation Rosa Luxembourg. Par conséquent, ses travaux ont une perspective internationaliste. De plus, elle travaille énormément avec Alberto Acosta. Finalement, le collectif *Yasunidos* se situe également dans ce niveau étant donné qu'il a pour ambition d'exporter son combat vers l'extérieur. Ils ont déjà réussi à créer une succursale en Allemagne et travaillent actuellement pour en implanter deux autres aux Pays-Bas et à New-York. Leur objectif est de faire de la réserve naturelle du *Yasuní* le symbole de la lutte mondiale contre les énergies fossiles (Dirigeant de Yasunidos, 5/05/2016).

Tant pour Alberto Acosta que pour Esperanza Martínez, le principal objectif de leur revendication politique est d'impulser un changement de paradigme pour la société entière. Ils militent pour une approche biocentrée basée sur la cosmovision des peuples originaires d'Amérique du sud. Cette conception se fonde sur l'idée que la nature est une entité sacrée avec laquelle l'homme doit vivre en harmonie. Par conséquent, l'exploitation des ressources naturelles est vue comme une aberration et ils proposent que tout soit fait pour sortir de ce modèle le plus vite possible. De plus, ils sont très critiques envers le système capitaliste et plaident pour un mode de production basé sur le terroir. De ce fait, pour eux, il faut privilégier la valeur d'usage des produits à leur valeur de change.

Le dirigeant de *Yasunidos*, quant à lui, ne se positionne pas aussi clairement par rapport à une cosmovision « Pacha Mamiste ». Cependant, il accorde une très grande importance au problème écologique et plaide pour que tous les hommes s'unissent dans une lutte globale visant à sauver le climat. Pour ce faire, il préconise également un mode de production basé sur le terroir et la fin du système de production et de consommation capitaliste.

Il est très intéressant de noter que le discours des acteurs, ayant une forte présence sur la scène internationale, s'oriente autour de la question de l'environnement et de sa sauvegarde. Peu importe le point de vue avec lequel ils abordent la fonction de légitimation, cette thématique est le centre de leur revendication.

Sur la scène nationale nous retrouvons: Pablo Ortiz, le collaborateur de l'UNHCR, *Acción Ecológica*, le CDES, la FETRAPEC et la CONAIE. Pablo Ortiz est un chercheur équatorien. Bien qu'il soit lié aux scènes internationales et locales, c'est surtout sur le niveau national que portent les actions qu'il mène depuis son bureau à Quito. Le collaborateur de l'UNHCR est cas un peu plus délicat. Bien qu'il soit lié à une organisation internationale, son travail consiste principalement à constater des faits sur le terrain pour influencer les politiques du gouvernement. Par conséquent, la scène dans laquelle il évolue est essentiellement nationale. *Acción Ecológica*, le CDES et la CONAIE sont des organisations

nationales. Bien qu'elles soient reconnues internationalement, leurs actions se restreignent à l'Équateur. Il en va de même avec la FETRAPEC qui se positionne à échelle nationale.

Si nous observons l'analyse structurale et syntagmatique que nous avons faite de tous ces acteurs, nous constatons que la majorité de ceux-ci priorisent les questions liées aux fonctions d'identification et de légitimation. Le respect du droit des peuples indigènes et de leur culture est la pierre angulaire de leurs revendications. Selon le collaborateur de l'UNHCR, la question n'est pas tant de savoir si on est en faveur ou non de l'exploitation pétrolière mais si celle-ci est faite dans le respect des droits des peuples ou non. Cette préoccupation ne trouve pas les mêmes réponses chez tous nos interlocuteurs; certains préconisent de laisser les peuples indigènes vivre selon leurs lois quand d'autres optent plutôt pour les intégrer plus fortement dans la société, par exemple. Cependant, cette thématique est réellement le centre de leurs préoccupations.

Néanmoins, nous devons signaler que le groupe radicalisé de la CONAIE et la FETRAPEC ont un positionnement légèrement différent. Le premier met l'accent sur la répartition de la richesse et sur le fait que chaque communauté devrait avoir le droit de décider si on peut exploiter son territoire ou non. Le second s'inquiète surtout de la protection des biens nationaux militant pour que le pétrole ainsi que les entreprises qui l'extraient soient nationalisés.

Il est intéressant de constater qu'à ce niveau, le discours ne porte pratiquement pas sur la thématique environnementale. En effet, celle-ci est abordée de façon marginale par tous les acteurs que nous venons de citer. La question écologique est donc supplantée par la préoccupation du respect des droits des peuples autochtones.

Sur un échelon plus local, nous avons le *Municipio de San Francisco de Orellana*, la *Paroquia Garcia Moreno*, le *Frente de defensa de la Amazonia*, la *Asociación de líderes comunitarios "Red Ángel Shingre"* et la CONFENIAE. Au vu de leurs compétences administratives, il est évident que les deux institutions publiques exercent principalement leurs revendications au niveau local. Il en va de même pour la *Asociación de líderes comunitarios "Red Ángel Shingre"* qui limite son action à l'appui d'agriculteurs locaux. Le *Frente de defensa de la Amazonia* a une position plus ambiguë. En effet, ils sont très présents sur la scène internationale compte tenu de leur procès contre Chevron. Cependant, leurs revendications et leurs projets ne portent que sur un niveau local. C'est pourquoi nous considérons qu'ils appartiennent à cette dernière catégorie. De même, la CONFENIAE est une organisation couvrant plusieurs provinces du pays. Cependant, lors de notre entretien, toute l'analyse s'est centrée autour du territoire des communautés indigènes et les revendications, qui ont été exprimées, n'avaient pas de perspective nationale ou internationale.

A ce niveau, nous constatons que la principale préoccupation des institutions et organisations est la distribution de la richesse. En effet, dans l'analyse syntagmatique de tous ces acteurs, cette question arrive soit en première soit en deuxième position. L'autre thématique prédominante est celle

du respect du droit. Celles-ci sont évidemment liées, nos interviewés considèrent que c'est leur droit de recevoir une compensation étant donné que le pétrole se trouve sur leur terres.

En outre, c'est avec grand étonnement que nous avons constaté que les problèmes liés aux impacts environnementaux n'étaient pas plus présents dans leurs critiques. Comme nous le confiera l'assesseur du *municipio*, l'écologie n'est pas la principale préoccupation des gens de la région. Le débat porte essentiellement sur les bénéfices immédiats que les activités peuvent générer (Assesseur du *municipio*, 8/06/2016).

Il est très intéressant de constater que le discours change énormément en fonction de l'échelle à laquelle les acteurs portent leurs revendications. Ce constat est d'autant plus surprenant qu'absolument toutes les personnes interviewées (à l'exception de l'avocat et de la parlementaire) disent être les portes paroles des populations locales.

Notre analyse nous mène à conclure que les discours revendicatifs des populations sur le terrain sont repris par un réseau relativement grand d'acteurs avec leurs propres intérêts. Ces discours passant à travers plusieurs filtres qui correspondent aux besoins des groupes qui les reproduisent, ils servent à légitimer les revendications des diverses organisations et institutions.

Conclusions

Au moment d'entamer cette recherche, nous avions une perspective extérieure au contexte national. C'est à travers des lunettes très « européen-centrées » que nous avons observé les nombreux changements qui survenaient en Équateur. Nous avons transposés le débat écologique, qui divise actuellement les penseurs européens, en Amérique Latine. En effet, toutes les analyses, auxquelles nous avons eu accès, voyaient dans les conflits relatifs à l'exploitation des ressources naturelles qui secouent le continent, l'émergence d'une conscience populaire des enjeux climatiques et la lutte pour la préservation de la Terre et la sauvegarde de l'environnement. En outre, nous partageons également ce point de vue.

Dans cette idée, notre ambition était de confronter nos hypothèses au terrain de sorte à démontrer que les sociétés Latino-Américaines étaient le théâtre d'une dispute entre deux paradigmes de pensée: le productivisme, issu du capitalisme, et l'écologisme. Par ailleurs, la lecture des différents textes relatifs à l'extrativisme nous conforta dans cette idée.

Comme nous l'avons déjà précisé, l'Équateur était l'endroit idéal pour mener à bien cette recherche étant donné que le débat sur la possibilité de laisser le pétrole sous terre était déjà dans

l'agenda public. C'est pourquoi, nous décidâmes de nous y rendre et d'y intégrer une organisation de la société civile.

Après cinq mois de terrain et les nombreux entretiens que nous avons menés, nous sommes forcés de nous rendre à l'évidence: nos hypothèses se sont révélées fausses. Cependant, ceci est loin d'être un désaveu, notre recherche étant devenue beaucoup plus intéressante et riche en enseignements.

Contrairement à ce que tous les analystes que nous avons consultés prétendaient, nous n'avons pas trouvé une multitude de groupes défenseurs de la *Pacha Mama* et de l'écologie populaire. Ce que nous avons trouvé, ce sont des groupes humains qui agissent autant en fonction de leurs convictions que de leurs intérêts.

Le terrain nous a montré que la société équatorienne est traversée par de multiples luttes. De fait, elle doit faire face à des problématiques qui échappent bien souvent à tout novice qui s'immerge dans cet environnement. Par exemple, nous avons pu constater une très forte opposition par rapport au thème de l'indigénisme, qui est une question complètement absente dans le contexte européen. Les pays du vieux continent étant des démocraties bâties dans l'idée de l'État-Nation, il est assez complexe de comprendre les différents enjeux qui divisent un État plurinational. En outre, la question de la redistribution de la richesse est également un élément perturbateur. Étant citoyens Belges, nous sommes habitués à la logique redistributive d'un État social moderne. En Équateur, nous avons été confrontés à des logiques très différentes. Premièrement, la dispute ne repose pas sur la répartition de la plus-value générée par la force du travail mais sur l'appropriation de l'excédent produit par une ressource naturelle. Dans cette optique, le contexte équatorien se rapprocherait plus d'un pays comme l'Arabie Saoudite que de la Belgique. Deuxièmement, les revendications, dans le pays sud-américain, ont une dimension territorialiste. Autrement dit, les habitants des régions pétrolières considèrent que les ressources leurs appartiennent.

Autre constat assez troublant, la thématique écologique est pratiquement absente dans le discours de la très grande majorité des acteurs que nous avons rencontrés, tant lors de nos entrevues que durant notre terrain. La plupart de ceux-ci déclarent même qu'ils seraient favorables à l'exploitation pétrolière si leurs revendications étaient respectées.

Néanmoins, il est important de nuancer les conclusions que nous venons de faire. En effet, celles-ci se basent sur les entretiens que nous avons menés. De ce fait, bien que nous ayons tenté d'avoir l'échantillon le plus représentatif possible, nos résultats dépendent d'un nombre restreint d'acteurs.

De plus, nous nous sommes focalisés sur l'étude d'institutions et d'organisations. Ce choix est dû au fait que nous voulions comprendre le débat de façon générale. En effet, ce sont ces acteurs qui se prononcent sur la scène publique. Cependant, compte tenu des résultats que nous avons obtenus, il serait très intéressant de compléter cette recherche par une étude de terrain auprès des populations concernées.

De fait, tous les acteurs disent porter leurs revendications. Cependant, nous avons constaté qu'il existe des filtres à travers lesquels passent les demandes des « bases ». Par conséquent, il nous semble pertinent de déterminer quelles sont ces demandes.

Concernant ces filtres dont nous parlons, il nous semble qu'il serait très intéressant d'étudier comment ceux-ci peuvent influencer le discours d'une même organisation en fonction de la scène qu'elle vise. Concrètement, il nous paraît pertinent de se poser la question: « Le discours d'une association « x » est-il le même s'il vise la scène internationale que s'il vise les scènes nationales ou locales ? »

Finalement, au vu de notre expérience de terrain, nous pensons qu'au-delà des discours de conviction, les organisations de la société civile, en Équateur, agissent en fonction de leur propre intérêt et des enjeux de pouvoir. En effet, contrairement à ce que nous connaissons en Europe, les organisations d'Équateur sont des acteurs qui disputent une part de pouvoir à l'État. Les limites de ce travail nous ne ont pas permis d'approfondir cette question. Il nous semble néanmoins qu'une approche sous cette perspective pourrait être d'un très grand apport pour comprendre les enjeux des conflits qui divisent la société équatorienne.

Bibliographie

ACOSTA Alberto, 2009, *La maldición de la abundancia*, Abya Yala, Quito.

ACOSTA Alberto, 2015, « Extractivismo y subdesarrollo. La maldición de la abundancia », *Rebelión* [URL : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=205247>, consulté le 28 juin 2016].

ACOSTA Alberto, 2016, *Post-extractivismo: entre el discurso y la praxis. Algunas reflexiones gruesas para la acción*, Quito.

ALBUJA Veronica, DÁVALOS Pablo, 2013, « Extractivismo y posneoliberalismo: el caso del Ecuador », *Estudios críticos del desarrollo*, vol. 3, n°4, pp. 83-112.

ASAMBLEA CONSTITUYENTE, 2008, *Constitucion de la Republica del Ecuador*, Asamblea Nacional, Quito.

BALSECA HERNANDEZ Vicente J., 2014, *Rafael Correa and Indigenous Movements: Leftist Conflict*, Travail de fin de bachelier en Sociologie et Anthropologie, Université de Liège.

BALSECA HERNANDEZ Vicente J., 2015, *L'initiative Yasuní-ITT. Étude exploratoire de sa naissance à son échec*, Travail personnel de première année de Master en Sciences de la Population et du Développement, Université de Liège.

BANCO CENTRAL DEL ECUADOR, 2016, *Cifras económicas del Ecuador - Junio 2016* [URL : <https://contenido.bce.fin.ec/documentos/Estadisticas/SectorReal/Previsiones/IndCoyuntura/CifrasEconomicas/cie201606.pdf>, consulté le 24 juillet 2016].

BECKER Marc, 2011, « Correa, indigenous movements, and the writing of a new constitution in Ecuador », *Latin American Perspectives*, n°38, pp. 47-62.

BEDNIK Anna, 2013, « Conflits, chocs et résiliences. L'extractivisme questionne-t-il la transition? », *Mouvements*, n°75, pp. 44-52.

BURBANO Rafael, FALCONÍ Fander, LARREA Carlos, VALLEJO María Cristina, 2015, « Leaving oil underground in Ecuador: The Yasuní-ITT initiative from a multi-criteria perspective », *Ecological Economics*, n°109, pp. 175-185.

BURCHARDT Hans-Jürgen, 2014, *Logros y contradicciones del extractivismo. Bases para una fundamentación empírica y analítica*, Nueva Sociedad, Buenos Aires.

CORNWALL Andrea, 2007, « Buzzwors and fuzzwors : deconstructing development discourse », *Development in practice*, vol. 17, n°4-5, pp. 471-484.

DAMIAN Michel, 2013, « Mauvaise nouvelle pour le climat et les peuples de l'Amazonie équatorienne: l'abandon du projet Yasuni-ITT de gel du pétrole en terre », *Natures Sciences Société*, Vol. 21, pp. 428-435.

ESCOBAR JIMÉNEZ Kelly Johanna, 2012, « La configuration des territoires des peuples en isolement « volontaire ». Controverses sur les modes de production de connaissances, les modes de contact et les modes de gestion », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 6, n°2, pp. 191-217.

GALEANO Eduardo, 1978, *Las venas abiertas de america latina*, Calella, Barcelone.

GOMEZ LEE Martha Isabel, 2012, « El marco de las coaliciones de causa –Advocacy Coalition Framework », *Revisita Opera*, n°12, pp. 11-30.

GUDYNAS Eduardo, 2011, « Développement, droits de la nature et bien vivre: l'expérience équatorienne », *Mouvements*, vol. 4, n°68, pp. 15-37.

GUDYNAS Eduardo, 2013, « Extracciones, extractivismos y extrahecciones. Un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales », *Observatorio del Desarrollo*, n°18.

GUDYNAS Eduardo, 2014, « El desarrollo revisitado desde los debates sobre los extractivismos y sus alternativas », in *Actes du 2^e Congreso Internacional de Estudios del Desarrollo*, Huelva.

GUDYNAS Eduardo, 2016, *Derechos de la naturaleza. Ética biocéntrica y políticas ambientales*, Abya Yala, Quito.

HOUTART François, 2015a, « Les révolutions citoyennes en Amérique Latine », *Savoir/Agir*, n°31, pp. 57-62.

HOUTART François, 2015b, *El bien común de la humanidad*, Instituto de Altos Estudios Nacionales, Quito.

HOUTART François, 2016, « América Latina: el final de un ciclo o el agotamiento del posneoliberalismo », *Le drapeau rouge*, vol. 56.

JAMESON Kenneth, 2011, « The Indigenous Movement in Ecuador: The Struggle for a Plurinational State », *Latin American Perspectives*, vol. 38, pp. 63-73.

KÜBLER Daniel, de Maillard Jacques, 2009, *Analyser les politiques publiques*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

LABARTHE Sunniva, 2013, « Yasuni-ITT en Equateur : Le projet peut-il encore atterrir au niveau local ? », *Mouvements*, vol. 4, n°76, pp. 90-104.

LATOUCHE Serge, 2004, *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Mille et une nuits, Barcelone.

LEGEARD Nathanaël, 2014, « En Equateur, la lutte organisée des associations contre l'exploitation pétrolière en Amazonie », *Pour*, vol. 3, n°223, pp. 287-298.

MARTI I PUIG Salvador, 2010, « The emergence of indigenous movements in latin America and their impact on the latin American political scene: Interpretive at the local and global levels », *Latin American Perspectives*, vol. 37, pp. 74-92.

MARTINEZ-ALIER Joan, 2014, « The environmentalism of the poor », *Geoforum*, vol. 54, pp. 239-241.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2003, « L'enquête socio-anthropologique de terrain: synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants », *LASDEL*, Etudes et travaux n°13.

QUIJOUX Maxime, MOALLIC Benjamin, 2014, « Amérique Latine: état des dépendances », *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 4, n°94, pp. 5-10.

QUIVY Raymond, VAN CAMPENHOUDT Luc, 2006, *Manuel de Recherche en Sciences Sociales*, 3e éd., Dunod, Paris.

SVAMPA Maristella, 2008, « La disputa por el desarrollo. Territorios y lenguajes de valoración », in, *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*, Siglo XXI, Buenos Aires.

SVAMPA Maristella, 2011, « Néo-"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 81, pp. 101-127.

SVAMPA Maristella, 2013, « "Consenso de los commodities" y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, vol. 244, pp. 30-45.

VERJANS Pierre, 2013, *Syllabus du cours de doctrines et pratiques politiques*, Université de Liège, Liège.

Articles de presse

EL COMERCIO, 30 mars 2016, « Los trabajos para extraer el primer barril del ITT arrancaron » [URL : <http://www.elcomercio.com/actualidad/extraccion-petroleo-itt-yasuni-petroamazonas.html>]

EL TELÉGRAFO, 9 septembre 2013, « Para salir del extractivismo, ¿es necesario más extractivismo? » [URL : <http://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/editorial/1/para-salir-del-extractivismo-es-necesario-mas-extractivismo>]

EL TELÉGRAFO, 9 avril 2016a, « Ecuador incrementará reservas de crudo en 85 millones de barriles en 15 años » [URL : <http://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/economia/8/ecuador-incrementara-reservas-de-crudo-en-85-millones-de-barriles-en-15-anos>]

EL TELÉGRAFO, 7 mai 2016b, « \$ 1.600 millones entrarían en inversión externa a minería » [URL : <http://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/economia/8/usd-1-600-millones-entrarian-en-inversion-externa-a-mineria>]

EL UNIVERSO, 15 juillet 2016, « Nuevo cálculo de reservas de crudo en el campo ITT » [URL : <http://www.eluniverso.com/noticias/2016/07/15/nota/5690454/nuevo-calculo-reservas-crudo-campo-itt>]

Annexes

1. Liste des personnes interrogés

Alberto Acosta	13/06/2016
Pablo Ortiz	1/06/2016
Esteban Daza	12/04/2016
Esperanza Martínez	26/05/2016
UNHCR	7/06/2016
Asamblea Nacional	14/06/2016
Entreprise pétrolière internationale	24/05/2016
Acción Ecológica	12/05/2016
Yasunidos	5/05/2016
CDES	16/06/2016
FETRAPEC	4/05/2016
CONAIE 1	24/05/2016
CONAIE 2	2/05/2016
CONFENIAE	22/04/2016
Municipio de San Francisco de Orellana	8/06/2016
Paroquia Garcia Moreno	7/06/2016
Frente de defensa de la Amazonia	7/06/2016
Asociación de líderes comunitarios “Red Ángel Shingre”	7/06/2016

2. Acteurs identifiés

ONG's et organisations de la société civile nationale

Acción Ecológica
Fundación Pachamama (dissoute en 2013)
Centro de derechos economicos y sociales (CDES)
Frente de defensa de la Amazonia
Federación de Trabajadores de la estatal ecuatoriana Petroecuador (Fetrapec)
Fundacion regional de asesoria de derechos humanos (INREDH)
Yasunidos
Fundacion Labaka

Movements indigènes et paysans

CONAIE
CONFENAIE
Sarayaku
AMARU
Shuar
Asamblea de pueblos del sur

Secteur privé

Camara des Turismo de Pichincha (CAPTUR)
Entreprise pétrolière internationale

Organisations internationales

Oilwatch
Coordinadora de las organizaciones indigenas de la cuenca Amazonica (COICA)
Banque Mondiale
CEPAL
Fundacion Rosa Luxemburgo

Secteur public

Comision de biodiversidad y recursos naturales de la asamblea nacional
Comision del desarrollo economico, productivo y la microempresa de la asamblea nacional
Ministerio del Ambiente del Ecuador
Vice-presidencia
Ministerio de hidrocarburos del Ecuador

Secretería nacional de planificación y desarrollo
Gobierno autónomo provincial de Orellana
Gobierno municipal de San Francisco de Orellana

Académie

Fander Falconi
Pablo Ortiz
Alberto Acosta